

مكتبة الأهرام

MAROC : UN SUPPLÉMENT DE 2 PAGES

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13308 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine JEUDI 12 NOVEMBRE 1987

Transition délicate au Niger

La mort sans dauphin du président nigérien Seyni Kountché ouvre une ère incertaine en Afrique sahélo-saharienne. Sous le règne austère du chef de l'Etat défunct, le Niger vivait, malgré quelques rébellions vite déjouées et une pauvreté persistante, treize années d'une paix relative propice à un réel effort de développement. En dépit du mal incurable qui le rongait depuis près d'un an, Seyni Kountché n'avait pas jugé utile de désigner un successeur parmi ses pairs du conseil militaire suprême au pouvoir depuis 1974. Cet « oubli » rend plus vulnérable un pays aux équilibres déjà fragiles.

Ce pauvre Ronald Reagan...

WASHINGTON de notre correspondant C'est le temps des métaphores obligées : « crépuscule d'une présidence », « le vieux soldat s'éteint », « affaibli », « usé », « paralysé », « dépassé par les événements ». Le temps de la condescendance attristée ou jubilante, pour ce pauvre Ronald Reagan, auquel plus rien ne réussit.

La faiblesse du dollar et la chute sur les places boursières

Les marchés financiers attendent une réduction du déficit commercial des Etats-Unis

En ce milieu de semaine, la chute des places boursières du monde entier, engagées dans une inquiétante spirale, se poursuivait, essentiellement en Europe, tandis que le dollar battait de nouveaux records de baisse à Tokyo, Francfort et Zurich avant de se raffermir timidement après les déclarations « rassurantes » du président Reagan. Au Japon, le ministre des finances, M. Kiichi Miyazawa, sur un ton inhabituellement ferme, a réclamé une augmentation des impôts aux Etats-Unis.

Ce pauvre Ronald Reagan...

WASHINGTON de notre correspondant Pour ses adversaires, c'est l'heure longtemps attendue de la revanche. Ceux qui lui gardent leur sympathie, lui doivent leur carrière ou leur siège, appréhendent les quatorze mois à venir pendant lesquels il continuera à occuper la Maison Blanche, supportant sur des épaules fatiguées un poids de plus en plus lourd.



Les rapports RPR-UDF

La colère de M. Gaudin. PAGE 20

Tension à Gaza

Violente manifestation après la mort d'une Palestinienne. PAGE 3

L'ENQUÊTE Suriname

Le kaléidoscope de Paramaribo. Pages 6 et 7

Les ouvertures en Turquie

Le PC pourrait être légalisé. PAGE 3

La politique de privatisation

L'Etat cède ses participations minoritaires dans le secteur bancaire. PAGE 18

Nouvelles technologies

Le rapport Riboud sur les conséquences sociales de l'innovation. Page 19

« Rénovateurs » à Lille

Les contestataires du PCF constituent un groupe autonome au conseil municipal. PAGE 20

Le MONDE DU VIN

Page 5 Le sommaire complet se trouve page 20

Violentes manifestations de l'opposition au Bangladesh

Le siège du président Ershad

Le Bangladesh - l'un des pays les plus pauvres de la planète - traverse une nouvelle crise politique. Les mouvements d'opposition ont fait leur unité pour tenter d'obtenir la démission du chef de l'Etat, le général Ershad. Les manifestations organisées par l'opposition ont été l'occasion de violents affrontements, et la situation semble s'être nettement durcie.

On ne connaît l'identité, pour l'instant, que de quatre personnes. Dans la soirée de mardi, dans les salles d'urgence du Dacca Medical College Hospital (principal centre de soins de la ville), les blessés étaient nombreux. Seize grands blessés y étaient hospitalisés, dont six atteints par balles et quatre par éclats de bombes. Un enfant de trois ans était allongé sur un grabat, les bras suspendus à une potence, les moignons enveloppés dans un linge sale : une main tranchée, une autre déchiquetée, un œil aveugle. « Il jouait dans la rue quand une bombe a explosé près de lui », dit son père. Plusieurs témoins ont rapporté que des manifestants, devant l'immeuble Allawala, qui abrite notamment le siège du parti au pouvoir, le Jatiya, ont été victimes de jets de bombes artisanales, mais, dans la confusion et la panique, comment en être sûr ? Un bilan provisoire d'une centaine de blessés, en tout cas, ne paraît pas exagéré.

La Cour de cassation et l'affaire Michel Droit

Nous avons reçu de M. Simone Rozès, premier président de la Cour de cassation, le texte suivant dont l'insertion gratuite à titre de rectificatif, en tête du plus prochain numéro, est commandée par l'article 12 de la loi du 29 juillet 1981 sur la liberté de la presse : Monsieur le directeur, Le journal Le Monde a publié dans son numéro daté des 8 et 9 novembre 1987, un page 12, un article signé par M. Bertrand Le Gendre, mettant en cause l'indépendance de la Cour de cassation.

LIANA LEVI PESSIN TOUT FOUT LE TRAC! UN LIVRE OPTIMISTE

Le Monde ARTS ET SPECTACLES « La passion Béatrice », de Bertrand Tavernier « Prick up your ears », de Stephen Frears La collection Renand au Théâtre des Champs-Élysées

M 0147-11120-4,50 F 3790147004500 11120

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 Da ; Maroc, 4,80 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 AS ; Cote-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,60 L. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 1,75 \$.

# Etranger

## NIGER : la mort du président Seyni Kountché

Le général Seyni Kountché, chef de l'Etat du Niger depuis 1974, est mort, le mardi 10 novembre, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, où il avait été hospitalisé d'urgence le week-end dernier. Agé de cinquante-six ans, le dirigeant du Niger avait déjà reçu des soins à quatre reprises depuis le début de l'année. En juin, il avait été opéré, dans le même hôpital, d'un kyste intracranien et, selon certaines informations, il souffrait d'une tumeur au cerveau.

« C'était un des chefs d'Etat les plus remarquables d'Afrique noire », a déclaré, le soir-même, M. François Mitterrand, ajoutant que le disparu était également « un des plus fidèles amis de la France ». Le président français et le premier ministre, M. Jacques Chirac, accompagnés du ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, sont allés, tour à tour, s'incliner devant la dépouille mortelle de l'ancien chef d'Etat. Evocant « le drame personnel vécu par le président

au cours de sa longue maladie », M. Aurillac a déclaré à l'AFP que celui-ci l'avait supportée stoïquement, « en homme courageux, en homme de foi ».

M. Mitterrand a, pour sa part, indiqué qu'il avait gardé « des relations constantes avec le président Kountché durant sa maladie » et précisé qu'il avait envoyé l'« avion présidentiel » le chercher à Niamey « pour le ramener à Paris et tenter l'opération de la dernière chance ».

Dans une déclaration radiodiffusée à Niamey, capitale du Niger, le chef d'Etat-major général des forces armées nationales, le colonel Ali Seybou, désigné, dès mardi matin, comme président du Conseil militaire suprême par intérim, a annoncé la nouvelle au pays : « J'ai le triste devoir de vous annoncer que le chef de l'Etat (...) n'est plus (...) ». « Devant cette triste épreuve, a ajouté le nouveau chef de l'Etat, je vous demande

de garder votre calme et votre sang-froid. Les forces armées nationales et le gouvernement continueront de veiller à la paix et à la sécurité de notre cher pays. Un deuil national d'un mois sera observé. Les drapeaux seront mis en berne sur l'étendue du pays. »

Le Conseil militaire suprême, désormais présidé par le colonel Seybou, coiffé d'un gouvernement composé de dix-huit ministres et deux secrétaires d'Etat — le chef de l'Etat cumulant les portefeuilles de la défense et de l'intérieur, — et gouverne de facto le pays par ordonnances depuis le 15 avril 1974. Publiée le 25 avril de la même année, la première de ces ordonnances stipulait que, « jusqu'à ce que les circonstances permettent le retour au jeu normal des institutions », le Conseil militaire suprême, composé de dix officiers, détient l'ensemble des pouvoirs législatifs et exécutifs.

Mercredi matin 11 novembre, cinq pays africains, le Gabon, le Nigeria, le Mali, le Sénégal et l'Algérie, avaient déjà réagi à l'événement. « Le peuple gabonais tout entier est en deuil », a déclaré le président Omar Bongo, décrétant la mise en berne de tous les drapeaux pour trois jours. Idem au Sénégal. « En treize ans de pouvoir », écrit pour sa part, l'agence de presse officielle algérienne APS, le président Kountché avait donné à son pays une grande stabilité politique et était devenu l'un des chefs d'Etat les plus écoutés d'Afrique. »

Quant au général Ibrahim Babangida, président du Nigeria, il a exprimé ses condoléances au peuple du Niger et estimé que « les sages conseils de cet illustre fils de l'Afrique noire », notamment « à l'organisation de l'unité africaine [OUA] », l'Assemblée générale des Nations unies devaient, pour sa part, rendre hommage, mercredi matin, à la mémoire du disparu et observer une minute de silence. — (AFP, Reuters.)

## Un prétorien austère

« Je suis en mission », répétait-il volontiers. Depuis cette nuit de Pâques 1974 où il porta le coup de grâce au régime fatigué du président Diori Hamani, le lieutenant-colonel Seyni Kountché — automne général en 1983 — n'avait jamais pu se départir d'une rigueur prétorienne qui contrastait avec la bonhomie de son prédécesseur. Economie de gestes et de la parole, il incarnait à merveille l'archétype de l'« officier maigre », austère et travailleur, sûr de son bon droit et de la grandeur de sa tâche. Fait plus rare : il se révélait rapidement un habile politicien.

« sous historien ». En juillet 1973, il devient chef de l'armée. Année terrible pour le Niger, dévasté par sécheresse et famine. Indigné par la corruption qui sévit dans certains cercles dirigeants de Niamey et soucieux de rendre plus efficace l'aide aux sinistrés, un groupe de jeunes officiers décide de réagir. Ils tiennent leur complot dans l'ombre pendant plusieurs semaines, attendant le jour faste du 15 avril 1974.

### Contre les « vieux bougres »

Visage sévère et silhouette fragile, il dissimulait, sous une froideur apparente, l'apre énergie des faux timides. Insensible au vertige du verbe comme aux subtilités doctrinales, il n'avait rien d'un idéologue. Pragmatique et fier de l'être. Né à Fadaoua (Niger occidental) en 1931, il appartenait à une famille de chefs coutumiers. La tribu gabda, à laquelle il appartenait, n'est qu'un rameau du peuple Djermas, héritier d'une longue tradition remontant au prestigieux empire de Gao. Après des études primaires à Filingué, il devient, à treize ans, enfant de troupe au Mali, puis à l'école de Saint-Louis-du-Sénégal, avant de s'engager dans l'armée française qu'il servira notamment en Indochine.

« Face au danger libyen ». Tout en préservant le rôle central de l'armée, il « civilisa » son gouvernement, où les derniers ministres militaires cédèrent la place en 1983 à des techniciens. Il encouragea la rédaction d'une Charte nationale censée préfigurer la Constitution nouvelle du Niger. La stabilité du régime, qui contribua à sa bonne image de sauveur, n'était pourtant pas à toute épreuve. Le plus grand avertisseur est lié, en octobre 1983 lorsque le lieutenant « Bonkano » homologue et « marabout du président » tenta un coup de force vite déjoué. Seyni Kountché reconnut que sa « naïveté » avait facilité la trahison de son plus proche collaborateur. L'autorité présidentielle se vit affaiblie de ce complot interne au régime.

En l'accord de défense conclu par son prédécesseur et mit fin à la politique systématique d'arabisation de l'éducation. Se posant en protecteur naturel des minorités blanches du Sahel, le colonel Kountché ne cessa de « travailler » les populations touares du Niger soumiées à une propagande intensive de la radio libyenne. Tripoli endoctrina des pèlerins, entraîna des étudiants à la lutte armée et cutilla des travailleurs nigériens dans les rangs de la Légion islamique. En 1982, Tripoli appela les nomades du Grand Nord nigérien à la rébellion. En mai 1985, un commando de Touareg vint de Libye lança un raid infructueux contre la sous-préfecture de Tchintabaraden.

« Le Niger ne sera jamais le Tchad ». Nigérien avant Seyni Kountché à une époque où l'armée libyenne faisait la loi à Ndjamena. Jusqu'au bout, Kountché, le « faux frère », lui inspira à juste titre méfiance et vigilance. Mais il prit toujours soin de ne pas provoquer son incommode voisin, évitant par exemple de dénoncer publiquement le passage des patrouilles libyennes sur les pistes du Nord-Est nigérien. Il refusa, en outre à Hissène Habré l'autorisation de faire transiter ses troupes sur son territoire. Pour décourager les appétits du leader libyen, Seyni Kountché maintint l'alliance privilégiée avec la France, son principal bailleur de fonds. Il reçut M. Mitterrand à Niamey en mai 1982 et accompagna une visite d'Etat à Paris en juin 1986.

De même, Seyni Kountché sut habilement circonscire le danger islamiste dans un pays où la population, à 90 %, pratique, avec tolérance il est vrai, la religion du prophète. Il évita d'abolir la chefferie traditionnelle, ce qui eût fait, comme au Nigeria voisin, le lit de l'extrémisme. Les chefs coutumiers, estimait-il, sont le meilleur rempart contre le fanatisme religieux car « il ne peut y avoir deux coqs dans le même poulailler ».

« S'il manque toujours du charisme qui excite les attachements passionnés, le chef de l'Etat disparaîtra, le chef de l'Etat disparaîtra, le chef de l'Etat disparaîtra ». Le plus grand avertisseur est lié, en octobre 1983 lorsque le lieutenant « Bonkano » homologue et « marabout du président » tenta un coup de force vite déjoué. Seyni Kountché reconnut que sa « naïveté » avait facilité la trahison de son plus proche collaborateur. L'autorité présidentielle se vit affaiblie de ce complot interne au régime.

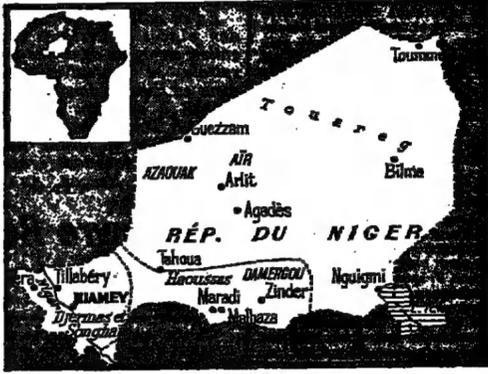
En revanche, Seyni Kountché tint bon face aux tentatives de déstabilisation suscitées par Tripoli. Il ré-

« Face au danger libyen ». Tout en préservant le rôle central de l'armée, il « civilisa » son gouvernement, où les derniers ministres militaires cédèrent la place en 1983 à des techniciens. Il encouragea la rédaction d'une Charte nationale censée préfigurer la Constitution nouvelle du Niger. La stabilité du régime, qui contribua à sa bonne image de sauveur, n'était pourtant pas à toute épreuve. Le plus grand avertisseur est lié, en octobre 1983 lorsque le lieutenant « Bonkano » homologue et « marabout du président » tenta un coup de force vite déjoué. Seyni Kountché reconnut que sa « naïveté » avait facilité la trahison de son plus proche collaborateur. L'autorité présidentielle se vit affaiblie de ce complot interne au régime.

De même, Seyni Kountché sut habilement circonscire le danger islamiste dans un pays où la population, à 90 %, pratique, avec tolérance il est vrai, la religion du prophète. Il évita d'abolir la chefferie traditionnelle, ce qui eût fait, comme au Nigeria voisin, le lit de l'extrémisme. Les chefs coutumiers, estimait-il, sont le meilleur rempart contre le fanatisme religieux car « il ne peut y avoir deux coqs dans le même poulailler ».

« S'il manque toujours du charisme qui excite les attachements passionnés, le chef de l'Etat disparaîtra, le chef de l'Etat disparaîtra, le chef de l'Etat disparaîtra ». Le plus grand avertisseur est lié, en octobre 1983 lorsque le lieutenant « Bonkano » homologue et « marabout du président » tenta un coup de force vite déjoué. Seyni Kountché reconnut que sa « naïveté » avait facilité la trahison de son plus proche collaborateur. L'autorité présidentielle se vit affaiblie de ce complot interne au régime.

En revanche, Seyni Kountché tint bon face aux tentatives de déstabilisation suscitées par Tripoli. Il ré-



Pays de la zone sahélo-saharienne, indépendant depuis le 3 août 1960, le Niger a une superficie de 1 267 000 kilomètres carrés et compte plus de 6,6 millions d'habitants. Chaque année, le pays voit passer plus de 40 millions de dollars de marchandises. Le secteur agricole occupe 90 % de la population. Le bœuf — mais également le mouton — est la principale production agricole. Les principales productions agricoles sont le mil, le sorgho et les arachides. Les principales villes sont Niamey, la capitale, Mopti, Zinder, Agadez, Tahoua et Dosso.

## Le colonel Ali Seybou : un fidèle du disparu

Le colonel Ali Seybou, désigné le mardi 10 novembre pour assurer l'intérim de la présidence du Conseil militaire suprême nigérien quelques heures avant la mort à Paris de Seyni Kountché, était le plus proche collaborateur militaire du chef de l'Etat disparu. Chef d'Etat-major de l'armée depuis décembre 1974 — huit mois après le coup d'Etat qui porta Kountché au pouvoir, — ce dernier lui accorda une totale confiance.

Né en 1940, à Ouillem, en pays djama-scarghi — comme Seyni Kountché — le colonel Ali Seybou a été formé aux mêmes écoles que le président décedé : Saint-Louis du Sénégal et l'école des officiers d'outre-mer de Fréjus (1962-1964). Cette relation privilégiée entre les deux hommes politiques explique notamment que les membres du Conseil militaire suprême aient choisi mardi de porter le colonel Ali Seybou à la tête de l'Etat. Très proches, les deux hommes étaient physiquement aussi dissemblables que possible. Autant Seyni Kountché était sec et nerveux, autant Ali Seybou est rond, bonhomme et volontiers loquace. La silhouette massive de ce homme de quarante-sept ans est célèbre dans tout le pays, qu'il

commissaire à fond pour l'avenir, il n'aurait pas permis de faire ses preuves en matière de changement dans les médias. Néanmoins, un fait a beaucoup choqué l'opposition : Franco-Luta, qui voulait organiser un « Téléphone rouge » mardi soir avec M. Mezzari, chef du Mouvement des démocrates socialistes, a dû renoncer à son projet en raison d'un veto de Radio-Tunis, station nationale entre les mains du pouvoir.

Sur le plan international, M. Baccouche a affirmé « l'intention de la République » de maintenir de bonnes relations avec tous les pays méditerranéens. « Je cite en particulier la France et l'Italie. Je tiens aussi à mentionner particulièrement les Etats-Unis avec lesquels nous entretenons de bons rapports dans le respect de nos choix et de notre indépendance. » Il a affirmé son « faible pour le Maghreb arabe » dans le cadre d'une « solidarité qui traite de la Méditerranée à la Libye », mais, a-t-il ajouté, « la coopération maghrébine doit profiter à tous, en se tenant à l'écart des idéologies. »

## TUNISIE

### Le nouveau premier ministre exclut des élections anticipées

M. Ben Ali « n'est pas un président à la retraite », a dit M. Baccouche. Celui qui des nouvelles autorités tunisiennes, a déclaré le leader libyen, « a des raisons morales et politiques », a poursuivi le premier ministre. « Nous n'oublions pas celui qui fut un grand homme. Le changement intervenu nous permet de garder une belle image du leader. Nous voulons le mettre hors de tout ce qui ternirait son image. »

M. Baccouche a précisé que l'intéressé avait choisi lui-même sa destination. « Un membre du gouvernement est allé le saluer de la part du chef de l'Etat et l'a accompagné à l'aéroport. » Le prédécesseur de

« Bonkano » est en bonne santé. Il lit les journaux, regarde la télévision et cite des poèmes, comme d'habitude », a déclaré M. Hedi Baccouche, le nouveau premier ministre tunisien, lors d'une conférence de presse organisée le mardi 10 novembre à Carthage dans la résidence du gouvernement, située à quelques centaines de mètres du palais que le « Combattant suprême » avait dû quitter la veille. Mardi, l'officier quotidien de la Presse signalait seulement par un écho de trois lignes le départ de M. Bourguiba vers la résidence de Mourning. Au cours de la conférence de presse, les journalistes étrangers se sont beaucoup intéressés au sort de celui que la Presse relayait en page 3 de son édition.

M. Baccouche a précisé que l'intéressé avait choisi lui-même sa destination. « Un membre du gouvernement est allé le saluer de la part du chef de l'Etat et l'a accompagné à l'aéroport. » Le prédécesseur de

décevoir pour raison de santé avait été constaté par « sept professeurs qui le soignent depuis des années ».

### Appel aux journalistes

Il a confirmé qu'il n'était pas question d'élections anticipées. Mais il n'a pas fermé la porte à une « association » des partis d'opposition à la vie nationale. Au sujet des islamistes, il a précisé qu'il était excédé de revenir sur les procès qui ont eu lieu, mais il y a toujours eu une législation permettant notamment des remises de peine.

Très attentif sur ce sujet par les représentants des médias nationaux, M. Baccouche a dit : « Les journalistes sont libres dans les domaines sportifs et les faits divers... mais au plan politique, il y a toujours eu une pudeur. Nous aimerions que les journalistes participent activement à la réflexion nationale et attirent l'attention du gouvernement sur les problèmes du pays. »

On dit, au ministère de l'Informa-

tion, qu'il faut laisser un délai de quelques semaines au nouveau régime pour lui permettre de faire ses preuves en matière de changement dans les médias. Néanmoins, un fait a beaucoup choqué l'opposition : Franco-Luta, qui voulait organiser un « Téléphone rouge » mardi soir avec M. Mezzari, chef du Mouvement des démocrates socialistes, a dû renoncer à son projet en raison d'un veto de Radio-Tunis, station nationale entre les mains du pouvoir.

Sur le plan international, M. Baccouche a affirmé « l'intention de la République » de maintenir de bonnes relations avec tous les pays méditerranéens. « Je cite en particulier la France et l'Italie. Je tiens aussi à mentionner particulièrement les Etats-Unis avec lesquels nous entretenons de bons rapports dans le respect de nos choix et de notre indépendance. » Il a affirmé son « faible pour le Maghreb arabe » dans le cadre d'une « solidarité qui traite de la Méditerranée à la Libye », mais, a-t-il ajouté, « la coopération maghrébine doit profiter à tous, en se tenant à l'écart des idéologies. »

MICHEL DELRIE et JEAN DE LA GUÉRYÈRE.

# Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75417 PARIS CEDEX 09  
Tél: MONDIPAR 45872 F  
Télécofax: (1) 45-23-06-81  
Tél: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beau-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter  
du 10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beau-Méry, fondateurs.

Administrateur général :  
Bernard Weuts.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :  
Claude Salas.

## Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél: (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél: MONDIPUB 206 136 F

Le Monde (ISSN 705-910) is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde s/a s/p. Speedpost. 45-55 38 st street, L.L.L. N.Y. 11104. Second class postage paid at L.L.L. and additional offices. N.Y. postmaster: send address changes to Le Monde s/a s/p. Speedpost U.S.A., P.M.C., 48-48 30 st street, L.L.L. N.Y. 11104.

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél: (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

Tous pays étrangers  
PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ETRANGER (par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS

309 F 762 F 1 009 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 808 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définies en  
prévient : un abonné doit inviter à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre le dernier  
bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
françaises.

Reproduction interdite de tout article  
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57437  
ISSN: 0393-2037

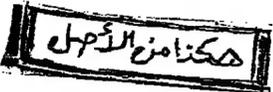
Le Monde  
TELEMATIQUE

Composé 36-15 - Types LEMONDE

Imprimé  
à Paris  
L. L. de l'Inde  
PARIS-IX

Reproduction interdite de tout article  
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57437  
ISSN: 0393-2037



Etranger

Au sommet d'Amman

Les limites de la « réconciliation » syro-irakienne

Cinq pays arabes ont décidé de renouer les relations diplomatiques avec l'Égypte...



Ments écrits que les dirigeants de l'Égypte ont pris envers Israël et les États-Unis ?

Toute tentative faite au cours de ce sommet pour mettre fin à la suspension de l'Égypte...

La deuxième journée de cette conférence a aussi été consacrée à l'examen des questions libanaises et palestiniennes...

AMMAN de notre envoyée spéciale

Un rapprochement limité qui permet l'élaboration d'une résolution sur la guerre Iran-Irak...

ont travaillé quasiment toute la journée et une partie de la nuit de mardi les ministres des affaires étrangères...

C'est sans doute pour cela que le roi Hussein a réuni une nouvelle fois mardi soir les présidents Assad et Saddam Hussein...

Exposés, suivent des témoignages, avec sérénité par le président Amine Gemayel...

Ce sommet devait en principe se terminer mercredi matin, et le roi Hussein, omniprésent pour aider ses solutions...

Une jeune Palestinienne tuée par balle

Violente manifestation à Gaza

JÉRUSALEM de notre correspondant

Le cycle de la violence est réarmé à Gaza. Une écolière palestinienne de dix-sept ans a été tuée par balle...

Comme c'est souvent le cas à Gaza, une manifestation d'écolières s'était tenue à Beyrouth...

L'arraisonnement du « Silco » par le groupe Abou Nidal

Le CICR a pris contact avec les ravisseurs

Un contact a été établi, le mardi 10 novembre, à Beyrouth, entre le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)...

Un porte-parole du groupe palestinien a déclaré que les « prisonniers » étaient « en bonne condition physique et psychologique »...

Un porte-parole du groupe palestinien a déclaré que les « prisonniers » étaient « en bonne condition physique et psychologique »...

Asie

Le siège du président Ershad

Si succède, si l'on veut. Mais il est vrai que Dacca a offert, lundi, le visage d'une ville paillardes. Le ministre de l'Intérieur a en bonno affirmé que « 94,7 % des fonctionnaires se sont rendus à leur travail... »

L'opposition a essayé de prendre la route en otage, elle a échoué, a résumé le général Ershad.

La détermination de cette inimitié. Les deux dirigeants de l'opposition demeurent en liberté. Mais, mercredi vers midi, des soldats ont fait irruption au domicile de M. Khalida Zia...

Europe

TURQUIE : le projet de retour d'exil de deux dirigeants communistes

Le premier ministre semble favorable à une légalisation du PC

ISTANBUL de notre correspondant

L'intention manifestée par les dirigeants communistes en exil de rentrer, le 16 novembre, en Turquie place le gouvernement de M. Ozal dans l'embarras...

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

La détention d'Alain Guillo

Les autorités françaises n'ont pas été informées d'un éventuel jugement à Kaboul du journaliste Alain Guillo, capturé le 12 septembre dans le nord de l'Afghanistan...

Espagne

Madrid dénonce son accord de défense avec les États-Unis

Le gouvernement espagnol a fait savoir officiellement, mardi 10 novembre, aux États-Unis qu'il ne prorogerait pas sous sa forme actuelle l'accord d'amitié, de défense et de coopération qui lie les deux pays depuis 1953...

Dublin devrait mettre en application la convention européenne sur le terrorisme

DUBLIN de notre correspondant

Plus d'un millier de personnes, catholiques et protestants, ont assisté, mardi 10 novembre, aux obsèques de trois des onze victimes de l'attentat meurtrier perpétré dimanche dernier par l'IRA...

Redonner confiance dans le système juridique

Après l'attentat d'Enniskillen, le gouvernement de M. Charles Haughey paraît de plus en plus contraint de mettre en œuvre la convention européenne sur le terrorisme...

Joe Mulholland

Joe Mulholland, ministre de la Justice irlandais, a annoncé qu'il envisageait de demander au Parlement de révoquer le gouvernement actuel...

# Diplomatie

La visite du président chinois à Paris

## Un protocole financier d'un montant de 747 millions de francs a été signé

M. Li Xiaonan, président de la République chinoise, a achevé, le mardi 10 novembre, la partie active de sa visite d'Etat en France, si l'on accepte la rencontre qu'il aura jeudi avec M. Giscard d'Estaing.

Ce « dernier témoin d'une génération de géants », comme l'a qualifié le président Mitterrand, s'est essentiellement entretenu avec les dirigeants français des grandes questions internationales. Les deux présidents se sont toutefois trouvés d'accord sur la nécessité de renforcer leurs relations économiques et commerciales. M. Li a assisté, en compagnie de MM. Chirac et Balladur, à la signature du protocole financier franco-chinois pour 1987, qui se monte à 747 millions de francs. Il devrait être en grande partie affecté aux constructions d'une

centrale thermique et du métro de Shanghai.

Parmi les sujets abordés avec M. Mitterrand, ont figuré le désarmement et l'Afghanistan, sur lesquels les deux parties ont des positions peu différentes, mais aussi le Proche-Orient. On sait que Pékin, tout en prônant la fin du conflit dans le Golfe, est l'un des principaux fournisseurs d'armes de Téhéran. M. Li s'en est défendu, tout en reconnaissant que l'Iran disposait d'armes fabriquées en Chine.

Reste la question du Cambodge, dont les deux présidents ont beaucoup discuté, même si elle a été absente des toasts prononcés par M. Li, au contraire de ceux de M. Mitterrand et Chirac.

Paris soutient le projet du prince Sihanouk de rencontrer M. Hun

Sen, premier ministre de Phnom Penh (le Monde du 11 novembre). Pour ne pas apparaître comme mettant des bâtons dans les roues, M. Li a dit que son pays comprenait pleinement le choix du prince. Mais il ne semble s'agir que d'une simple tactique.

M. Quiao Shi, vice-premier ministre, mais surtout l'un des cinq membres du nouveau comité permanent du bureau politique du Parti communiste chinois, élu le 2 novembre, a assisté à ces conversations. Il n'a guère pris la parole, mais sa présence s'y est fait sentir. Ainsi, cette visite aux côtés des dirigeants français de faire connaissance avec l'un des nouveaux hommes forts du régime chinois.

PATRICE DE BEER.

L'Union soviétique sur la sellette à l'ONU

## Plusieurs délégués réclament que la « glasnost » s'applique au conflit afghan

NEW-YORK de notre correspondant

« Torture, génocide, cent dix mille soldats étrangers au service d'un régime fantoche, où est la « glasnost » dans tout cela ? » Le représentant du Canada, M. Steve Lewis, a sans doute le mieux synthétisé les points de vue des cent vingt-cinq délégués (sur cent cinquante-huit) qui ont voté, le mardi 10 novembre, en faveur d'une résolution demandant « le retrait immédiat de toutes les forces étrangères d'Afghanistan ». Présentée pour la première fois consécutive, la résolution ne mentionne toujours pas directement l'Union soviétique, mais réaffirme « le droit inaliénable des peuples à déterminer le régime politique de leur choix » et exprime sa « grave préoccupation devant la persistance de l'intervention étrangère en Afghanistan ».

Devenu quelque peu rituel, le débat à l'Assemblée générale sur la question afghane a néanmoins pris, cette année, une tournure plus franchement anticonsoviétique, étant donné le divorce, de plus en plus irritant aux yeux de nombreux gouvernements, entre les protestations de foi démocratique de M. Gorbatchev et le refus de Moscou d'envisager avec sérieux le règlement des conflits régionaux. Avec un certain plaisir, les orateurs ont souvent repris à leur compte diverses déclarations du Kremlin et exigé que les limites de la « perestroïka » ne s'arrêtent pas aux frontières de l'Union soviétique.

L'irritation des orateurs a été d'autant plus grande que les Nations unies sont parvenues, au début de l'année, à rapprocher les points de vue des parties en présence en ce qui concerne la plupart des sujets de préoccupation, à l'exception d'un calendrier du retrait de l'armée rouge. Alors que la résistance, soutenue notamment par le Pakistan, exige que les soldats soviétiques quittent le pays sept mois après l'entrée en vigueur des accords politiques, le régime de Kaboul s'entend avec entièrement à un délai de onze mois. Dans son rapport sur la question, le secrétaire général des Nations Unies suggère une « approche novatrice » de cette question « d'une importance énorme » pour le règlement du conflit : « Les gouvernements (afghan et pakistanaï) devraient comprendre qu'un délai

court pousserait les parties à accepter la réconciliation nationale avec une plus grande diligence ».

La divergence sur le calendrier est présentée comme la raison principale du blocage des conversations de Genève. Il est clair cependant que le médiateur des Nations unies, M. Diego Cordovez, se heurte essentiellement au cas-à-cas qui représente la définition politique du futur régime de Kaboul. Dans son discours devant l'Assemblée générale, le ministre afghan des affaires étrangères, M. Abdul Wakil, avait, certes, souligné que « plus de six cents » comités de réconciliation nationale étaient désormais en place à travers le pays. Néanmoins, il n'a convaincu que ses propres amis, car la majorité des délégués ont critiqué avec fermeté « la tendance de Moscou et de Kaboul à faire des promesses sans les tenir ».

CHARLES LESCAUT.

Les droits de l'homme en Afghanistan. — La situation des droits de l'homme en Afghanistan s'est améliorée « à certains égards » en territoires sous contrôle gouvernemental, selon un rapport des Nations unies publié mardi, qui reste cependant critique tant à l'égard de l'URSS que du gouvernement afghan. Le rapport fait état, en particulier, de la quasi-disparition de la torture (au sens où elle est définie juridiquement) depuis six mois dans les prisons gouvernementales et d'une baisse du nombre des prisonniers politiques. Il note aussi que les autorités de Kaboul ont accordé depuis six mois le droit à des représentants du Comité international de la Croix-Rouge de visiter la célèbre prison de Pul-Charkhi, où le nombre des détenus est d'environ cinq mille (en majorité prisonniers politiques), alors qu'il était de près de cinquante mille il y a quelques années.

Mais il souligne que les combats se sont fortifiés intensifiés ces derniers mois et donnent lieu à des excès — de part et d'autre — en violation flagrante des normes humanitaires. Le rapport cite en particulier la destruction de villages par les forces soviéto-afghanes à titre de représailles, ainsi que le recours de plus en plus fréquent à « des actes de terrorisme dirigés contre des Afghans de l'intérieur comme de l'extérieur ». — (AFP).

Désarmement

## L'URSS fait de l'élimination des armes chimiques une priorité déclare un responsable soviétique

L'interdiction et la destruction des armes chimiques devraient être l'une des priorités, avec la réduction de moitié des armements stratégiques, après la prochaine signature d'un accord sur le désarmement des missiles intermédiaires (FNI), a estimé mardi 10 novembre, le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Vladimir Petrovski.

« L'URSS a noté avec satisfaction la nature constructive des discussions sur ce dossier (des armes chimiques) à Moscou et à Washington », lors des récents pourparlers entre le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, et le secrétaire américain, M. George Shultz, a dit M. Petrovski.

De son côté, l'un des responsables de l'armée rouge, le général Vladimir Pikalov, a estimé mardi qu'il n'existait pas d'obstacle « objectif » à une convention sur l'interdiction des armes chimiques et que le seul frein était l'absence de volonté politique des Etats-Unis et de leurs alliés occidentaux. Il a affirmé qu'il existe une « parité » entre les stocks

d'armes chimiques américains et soviétiques, autour de 30 000 tonnes d'agents toxiques, et a qualifié « d'irréels » les chiffres avancés par les Occidentaux sur les stocks soviétiques (généralement évalués à quelque 500 000 tonnes).

Selon M. Petrovski, l'Union soviétique est « surprise par l'attitude française » à la conférence du désarmement de Genève, où reprendront, fin novembre, les discussions sur cette question des armes chimiques. Il a reproché à la France de vouloir pouvoir continuer à produire des armes chimiques, même après un accord sur une convention internationale.

Les préparatifs du sommet

M. Petrovski a également fait le point sur les préparatifs du sommet de Washington : le secrétaire d'Etat adjoint, M. John Whitehead arrivera à Moscou le 14 novembre pour une série d'entretiens sur les droits de l'homme avec M. Anatoli Ademi-

Le rapport de l'UISS

## Le déséquilibre des forces conventionnelles persiste en Europe

Londres. — La perspective d'un accord sur l'élimination des missiles intermédiaires (FNI) a amené cette année l'OTAN à resserrer les rangs et à améliorer ses forces conventionnelles en Europe, estime l'Institut international d'études stratégiques (IISS) dans son rapport annuel. Ces efforts se sont manifestés par les tentatives de revitaliser l'Union de l'Europe occidentale (UEO). L'engagement « de plus en plus déclaré » de la France dans la défense européenne, souligné par la coopération franco-allemande croissante et la tenue des discussions franco-britanniques, est également une preuve de ces efforts, ajoute l'IISS.

Toutefois, « les dépenses militaires des pays européens de l'OTAN apparaissent au mieux en termes réels », observe le rapport. Les membres européens de l'OTAN ont quand même poursuivi la modernisation de leurs forces. La France a équipé ses bombardiers Mirage-IV du missile air-sol de moyenne portée (ASMP), qui sera également déployé en 1988 sur le combat Mirage-2000. Les forces terrestres de l'OTAN ont été dotées d'un nombre croissant de chars d'assaut Leopard-2 (RFA) et Challenger (G-B). Quant aux forces aériennes, elles ont vu le remplacement de leurs anciens chasseurs par des Tornados britanniques et des F-16 et F-18 américains. L'Espagne a lancé son second porte-avions, tandis que la France procédait aux essais de son troisième sous-marin nucléaire d'attaque de classe Rubis.

L'Institut considère que le rapport des forces conventionnelles est toujours largement favorable au pacte de Varsovie, surtout du point de vue quantitatif en hommes et la matériel. — (AFP).

Vers un nouveau missile franco-britannique. — La Grande-Bretagne est prête à collaborer avec la France pour le développement d'un nouveau missile air-sol, a indiqué mardi 10 novembre à la Chambre des communes le ministre de la défense George Young. Début octobre, le Jane's Defence Weekly avait écrit que Londres et Paris étudiaient le développement d'un missile à tête nucléaire exclusif ASMP, qui est déployé exclusivement sur l'avion Mirage-2000. Le magazine affirmait que la Royal Air Force ne possédait pas de missile équivalent serait intéressée par l'acquisition de l'ASMP. — (AFP).

# Amériques

CANADA : dix jours après la mort de René Lévesque

## Le chef du Parti québécois donne sa démission

MONTRÉAL de notre correspondante

Dix jours après le décès de son fondateur René Lévesque, le Parti québécois, seule formation d'opposition dans la province, se retrouve sans chef. Pierre-Marc Johnson a annoncé, le mardi 10 novembre, à la surprise générale, qu'il démissionnait de son poste et de son siège de député.

Depuis son accession à la tête de sa formation en octobre 1985, Pierre-Marc Johnson, ancien ministre de la justice et du travail du cabinet Lévesque, n'a jamais véritablement réussi à refaire l'unité d'une formation déjà déchirée entre les indépendantistes « purs et durs », de moins en moins nombreux, et les réformistes qu'il conduisait. Ces derniers souhaitaient tirer une fois pour toutes les leçons de l'échec du référendum de 1980. Ils voulaient que leur parti se contente à court terme de militer en faveur d'un accroissement des pouvoirs du Québec au sein de la Confédération canadienne, avant de chercher à promouvoir la souveraineté de la province. Cette thèse de « l'affirmation nationale », élaborée par M. Johnson et adoptée lors du dernier congrès de juin, n'avait guère enthousiasmé les militants, surtout ceux de la vieille garde, qui pensaient que le parti perdait ainsi « son âme » et sa raison d'être.

Même d'abord en sourdine, les luttes intestines ont pris un tour ouvert quelques jours avant le décès de René Lévesque. L'un des « barons » du parti, M. Gérard Godin, ancien ministre des affaires culturelles, avait alors appelé son chef à se retirer « dignement et honorablement », après l'avoir accusé d'avoir mené ses troupes « à un cul-de-sac ».

Fort de quelque 300 000 membres lors de son arrivée au pouvoir en 1976, le Parti québécois n'en compte plus que 36 000 actuellement. Ses caisses sont vides et les derniers sondages ne lui accordent

plus que 22 % des intentions de vote, soit autant qu'au Nouveau Parti démocratique, implanté depuis deux ans à peine dans la province. Le Parti libéral au pouvoir, qui regroupe le reste, n'a jamais été aussi populaire.

Querelles intestines

L'émotion des foules lors des funérailles de René Lévesque a incontestablement fait de nouveau vibrer la fibre nationaliste des Québécois, devenus soudain nostalgiques. Par contraste, la personnalité de M. Johnson ne pouvait qu'apparaître plus terne à ceux qui lui reprochaient déjà sa froideur, son côté trop cérébral et son manque de charisme. L'appel de M. Gerald Godin a ainsi trouvé plusieurs échos au sein et à l'extérieur du parti.

Las des querelles intestines encouragées par « une minorité », le chef de l'opposition québécoise a estimé que son parti s'engageait « dans une nouvelle bataille inutile, violente et fratricide ». « Je ne veux pas servir de prétexte à l'éclatement des forces souverainistes. Je ne veux pas présider à ces déchirements », a

déclaré M. Johnson, qui, à quarante et un ans, préfère retourner à son droit ou à sa médecine, deux disciplines dans lesquelles il a obtenu un doctorat avant de se lancer en politique sur les traces de son père, ancien premier ministre du Québec.

Une nouvelle crise s'ouvre ainsi au sein du Parti québécois. La précédente avait entraîné la démission de sept ministres en décembre 1984 et janvier 1985, lorsque René Lévesque, alors au pouvoir, avait accepté une première « mise en sourdine » de l'option indépendantiste, et pris « le bon sens » de renouer le dialogue avec Ottawa, pour envisager une éventuelle adhésion à la Constitution canadienne, répartie en 1985, sans l'aval du Québec. Chef de file des démissionnaires en 1985, l'ancien ministre des finances, M. Jacques Parizeau, est aujourd'hui considéré comme le principal candidat potentiel à la succession de M. Johnson, même s'il n'est plus membre du parti. Du haut des nombreuses chaires qui lui sont offertes, cet économiste n'a pas manqué de proclamer ces derniers mois que la souveraineté constituait « la seule base » sur laquelle envisager toute reconstruction du parti.

MARTINE JACOT.

Une nouvelle vente par Minute!

EN DIRECT DES VIGNERONS

Pour votre cave, ou pour offrir

les « bons crus » des régions de France.

au 36 15 code « COOPVIN »

livraison sous 8 jours

Bourgogne  
Bordeaux  
Cérons-Elbein  
Bordeaux  
Provence  
Bordeaux  
Sud-Ouest  
Vallée de la Loire  
Champagne  
Languedoc  
Cahors  
Charente

# Si vous avez décidé de bien faire les choses... faites-le vraiment!



## CHAMPAGNE DEUTZ



En 1988, le champagne DEUTZ fêtera son 150<sup>ème</sup> anniversaire.

مكتبة الشارقة

# Amériques

## ÉTATS-UNIS

### Ce pauvre Ronald Reagan

(Suite de la première page.)

Il faut, bien sûr, garder la mesure, faire la part de l'exaltation du « microcosme » washingtonien et des facilités de plume ou de micro de tout ce que les États-Unis comptent de commentateurs et d'analystes. Ce n'est pas encore la curée, ni même l'hallali, mais de toute évidence M. Reagan est mal en point.

Comment s'est-on pu en arriver là ? Quelles que soient ses responsabilités propres, M. Reagan est, pour une part, victime des institutions américaines. Tout président en fin de mandat et non rééligible perd peu à peu prise sur les événements, tandis que l'usure et la fatigue de sept années de pouvoir se font sentir, pour lui comme pour l'administration qu'il dirige.

Or le public et la classe politique américaine n'ont plus l'habitude : M. Ronald Reagan est le premier président qui soit sur le point d'accomplir deux mandats complets depuis Dwight Eisenhower, et l'Amérique d'aujourd'hui n'est plus ce mestodonte à la puissance incontestée qui permit au vieil Ike de couler des jours tranquilles. Le « canard boiteux » doit affronter toutes sortes de volatiles agressifs dans son pays et dans le monde, qui tirent naturellement parti de sa faiblesse.

M. Reagan paie aussi le prix de la lourde défaite subie par les républicains l'an dernier. Minoritaire au Sénat comme à la Chambre basse, il est confronté à chaque instant à un Parti démocrate qui n'a aucune raison de lui faciliter la tâche. Qu'il s'agisse de la négociation sur les armements ou de la réduction du déficit budgétaire, les démocrates jouent le jeu politique normal de l'opposition : s'efforcer de provoquer l'échec du gouvernement, tout en évitant, par crainte d'une réaction négative de l'opinion publique, de pratiquer trop ouvertement le politique du pire. Mais la presse est unanime à souligner qu'une crise économique constitue la meilleure, peut-être l'unique, chance pour que l'un des actuels

candidats démocrates soit élu à la présidence l'automne prochain.

Il y a aussi, on l'a assez répété, la brisure causée par l'« Irangate », la vente secrète d'armes à l'Iran et la révélation que ce président qu'on croyait franc comme le bon pain s'était rendu coupable de dissimulation, tandis que certains de ses subordonnés s'arrangeaient pour tourner les lois votées par le Congrès et financer clandestinement les « contras » du Nicaragua. Une affaire grave dans un pays moraliste comme les États-Unis, beaucoup plus grave qu'elle ne le serait en Europe et qui, même si elle n'en a pas été la cause unique, a au moins contribué avec un renversement de tendance. Les qualités de M. Ronald Reagan ont cessé d'occulter ses défauts.

#### Un certain « amateurisme »

Un certain « amateurisme », une connaissance un peu légère des dossiers, des approximations de langage, la part inhabituelle chez un président faite à la vie privée et aux loisirs, une trop grande délégation de pouvoir à des collaborateurs plus ou moins consciencieux : tout ce qu'on savait depuis longtemps, mais qu'on était bien forcé de supporter tant le président était populaire, tant il avait le don de transformer le plomb en or, le don de parler et de toucher le cœur du public. Tous ses travers mineurs sont devenus des handicaps majeurs, et à ce président auquel on se sentait obligé de passer bien des choses on ne passe plus rien.

Le petit monde washingtonien et les intellectuels de la côte est, auxquels le souriant acteur de Californie donnait des boutons depuis longtemps, n'ont plus de raison de cacher leurs sentiments. Et la presse « libérale », longtemps souffrante par l'extraordinaire réussite de ce conservateur aux idées simples, s'en donne à cœur joie.

Chaque lapsus, chaque hésitation du président, est dilamment rapporté et longuement commenté. Ses échecs — l'affaire Bork et son

corollaire l'affaire Ginsburg — monopolisent l'attention des télévisions, occupent sans discontinuer la une des journaux. S'il lui arrive dans un domaine aussi important que les relations Est-Ouest de remporter un succès incontestable, en partie grâce à un faux pas de M. Gorbatchev, c'est à peine si l'on s'en rend compte le lendemain de l'annonce que M. Gorbatchev, changeant d'avis, viendrait aux États-Unis, le *New York Times* insiste longuement sur le fait que le numéro un soviétique ne passera que trois jours à Washington et n'ira pas en Californie, infligeant ainsi, affirme le très sérieux quotidien, une sévère rebuffade à M. Reagan.

L'épouse du président, atteinte d'un cancer, décide-t-elle de subir sans attendre l'ablation d'un sein ? Le même *New York Times* expose la une qu'elle donne un mauvais exemple aux Américaines, car selon une spécialiste consultée par une journaliste, ce n'était « peut-être » pas indispensable.

#### Aucune indulgence

M. Ronald Reagan, c'est clair, n'a plus à espérer aucune indulgence. Pour aggraver les choses, tandis que le président reçoit de toutes parts des conseils parfaitement contradictoires, son entourage immédiat semble lui-même tirer à hue et à dia. L'actuel secrétaire général de la Maison Blanche, M. Howard Baker, considéré comme un modéré, partisan d'un compromis avec le Congrès, est traité de défaitiste et chargé de tous les péchés par certains sénateurs républicains. L'avocat général Edwin Meese, qui semble exercer une assez grande influence sur le président, se voit reprocher par d'autres de pousser à la confrontation. Le sénateur Dole, chef de la minorité républicaine, joue son propre jeu de candidat à l'investiture en prenant, suffisamment mais discrètement, ses distances.

Seul le vice-président Bush reste ostensiblement fidèle, quitte à en

rajouter : lorsque le président, pressé par la nécessité, se résigne à envisager une hausse des impôts, son vice-président, plus reaganien que le roi, s'engage, lui, à ne jamais les augmenter. Et quand le *Wall Street Journal*, rempart du conservatisme, et qui n'a jamais ménagé son soutien à l'actuel président, titre en éditorial : « Reagan for president », il lui demande l'impossible : être, comme hier, un battant, un président dominateur qui écrase le Congrès et rassure la Bourse.

Cette dernière année Reagan s'annonce donc plus que difficile. Une négociation ardue sur les armements, une bataille presque sans espoir pour ne pas abandonner à son sort la Contra du Nicaragua, le risque permanent de subir dans le Golfe et dans l'immédiat la nécessité de s'occuper de ce qui passionne Washington (la désignation d'un troisième candidat à la Cour suprême) tout en tentant de régler ce qui intéresse le monde : le déficit budgétaire américain. C'est beaucoup pour un homme de soixante-trois ans, que nombre de ses collaborateurs commencent à quitter.

Dans l'adversité, M. Ronald Reagan garde son sourire, son masque souriant si l'on préfère. Mais à maintes reprises, maintes impulsions de sa voix, on sent que l'homme est blessé. Et il tente de réagir en homme blessé, en jetant ce qui lui reste de forces dans la bataille, en suivant ses instincts : qu'il prête serment « tant qu'il restera un souffle dans ce corps » de ne pas abandonner la Contra, qu'il se laisse aller, après l'échec de la nomination du juge Bork, à déclarer publiquement : « Je choisirai un autre candidat qui déplorera tout autant » [à mes adversaires] avec le résultat que l'on sait.

En même temps, M. Ronald Reagan reste cet homme gentil, aimable et, disent ceux qui le connaissent bien, capable d'attention discrète et désintéressée. Un président qui ne ménage pas ses compliments et ses remerciements les plus chaleureux à un ami,

M. Caspar Weinberger, qui lui fait pourtant défaut à un bien mauvais moment. Un homme qui prend la peine de se déplacer deux fois dans l'Arizona pour la mort et les obsèques de sa belle-mère et profile une touchante image de la défunte avec une pointe d'humour et beaucoup de sympathie. Un mari qui accompagne sa femme à l'hôpital, où elle va subir une pénible opération et lui dit : « Je sais que tu n'es pas d'humeur à danser, alors tenons-nous la main ». Un président qui, pour ces raisons et peut-être quelques autres, reste, il ne faut pas l'oublier, populaire plus que la plupart de ses prédécesseurs et nombre de dirigeants occidentaux.

Le pire pour M. Ronald Reagan n'est pas encore sûr. Personne, certes, n' imagine que tout pour lui puisse redevenir « comme avant », mais certains Américains commencent à se demander s'il est vraiment bon pour leur pays que l'image de ce président-ci soit à son tour détruite, après que tous ses prédécesseurs, depuis l'assassinat de John Kennedy, ont terminé leur mandat dans la déconfiture. Dans l'immédiat, celui sur lequel, disaient-ils, la pluie ne tombait jamais reçoit toutes les averse. Toute cette eau glissante sur lui comme sur les plumes d'un canard ? De toute évidence, non.

JAN KRAUZE.

● SALVADOR : l'armée rompt le cessez-le-feu. — L'armée salvadorienne a rompu, le mardi 10 novembre, le cessez-le-feu que le gouvernement du président Jose Napoleón Duarte avait décrété unilatéralement, le 5 novembre, dans le cadre de l'application des accords de paix pour l'Amérique centrale. Le chef d'état-major de l'armée, le général Adolfo Blandon, a déclaré à San-Salvador que l'aviation avait lancé, mardi, une opération anti-guérilla dans le département de Chulatenango, dans le nord du pays, en raison de la présence de nombreux rebelles à proximité de centrales hydro-électriques. — (AFP.)

## NICARAGUA

### L'éventuelle reprise de l'aide américaine à la Contra est reportée à l'année prochaine

Le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, a annoncé, le mardi 10 novembre, devant l'Assemblée de l'Organisation des États américains (OEA), réunie à Washington, que le gouvernement des États-Unis ne demanderait pas au Congrès d'aide militaire pour la Contra anticomuniste avant l'année prochaine. La confirmation officielle de cette décision, qui était attendue, intervient après le discours du président Reagan n'écarter plus d'éventuelles discussions avec les autorités de Managua, dans le cadre du plan de paix pour l'Amérique centrale.

M. Shultz a toutefois souligné que les États-Unis « souhaitent donner toutes ses chances à la paix » mais qu'ils ne permettraient pas que le processus en cours serve « de support à l'illuminisme physique de la résistance nicaraguayenne ». Le président Reagan avait annoncé depuis longtemps son intention de demander au Congrès une aide de 270 millions de dollars étalée sur dix-huit mois pour la Contra. Cette requête devait être présentée initialement le 5 novembre, date de l'entrée en vigueur du plan de paix centroaméricain.

Alors que le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, est arrivé ce mardi à Washington pour prendre à son tour la parole devant l'Assemblée de l'OEA, le porte-parole du département d'État, M. Charles Redman, a, pour sa part, exclu la possibilité d'une rencontre de responsables américains avec le dirigeant sandiniste. M. Shultz s'était montré moins catégorique lundi et avait paru laisser la porte ouverte à d'éventuelles discussions avec le président nicaraguayen, à la condition que ce dernier annonce des mesures immédiates et importantes de libéralisation. — (AFP, Reuters).

**600 PRIX 2.000.000 F À GAGNER**

# GRAND CONCOURS

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LES GRANDS VINS DE FRANCE PRÉSENTÉS

du 13 au 16 novembre 1987 AU XIII<sup>e</sup> CARREFOUR DU

## CLUB DES VIGNERONS LAUREATS

Par 60 d'entre eux parmi les meilleurs de France, sélectionnés par

### le CONCOURS GÉNÉRAL AGRICOLE DES VINS



Concours Annuel du Ministère de l'Agriculture organisé au Salon International de l'Agriculture



Bateau mouche « La Gabarre » — Pont de l'Alma

PRÉSENTATION DES VINS du Vendredi 13 à 14 heures au Lundi 16 à 21 heures

Dîners-croisières les 13, 14 et 15 novembre

Renseignements : CLUB DES LAUREATS : 42-88-18-18

Palmarès détaillés des lauréats 1987 sur Minitel 3615 code CENCA

---

**QUESTION N° 45**

Le malbec (\*) est un des principaux cépages du Bordelais. Quel nom lui donne-t-on généralement dans la région de Cahors ?

(\*) Il existe plusieurs orthographes.

**QUESTION N° 46**

Les vins d'appellation Bourgueil sont presque toujours des vins issus d'un cépage unique : le cabernet franc. Une disposition réglementaire permet encore de revendiquer cette appellation pour les vins produits dans les exploitations qui possèdent entre 10 % et 25 % de cabernet-sauvignon. Jusqu'à quel millésime ?

- 1988 ?
- 2000 ?
- 2005 ?

---

**POUR VOUS AIDER : L'INDICE RTL**

Écoutez RTL chaque jour du lundi au samedi : à 10 heures Jean-Pierre Imbach vous dévoile l'indice RTL. Ou tapez sur votre Minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL pour retrouver ces indices.

**POUR PARTICIPER**

Découpez la vignette ci-contre et conservez-la précieusement. Vous devrez la coller sur le bulletin-réponse diffusé dans le Monde à l'issue des 48 questions. Vous y noterez également chacune de vos réponses.

**TOUS LES JOURS DANS Le Monde**

RTL VIGNETTE

avec le patronage de l'INAO et de la SOPEXA

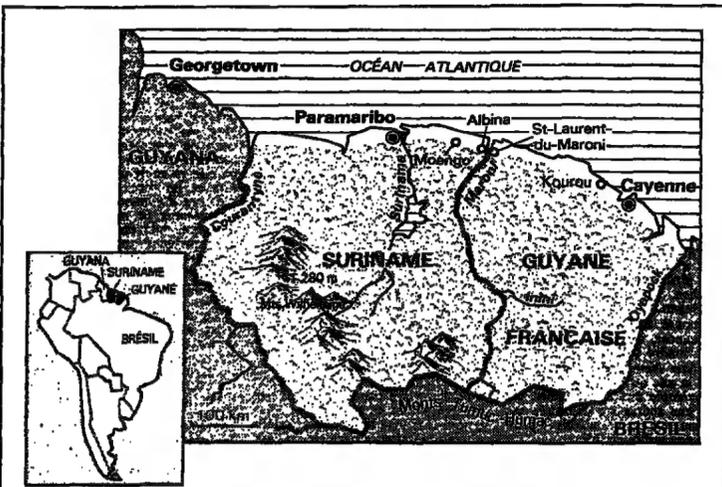
es  
de René Lévesque  
québécois  
ssion  
MARTIN  
COOPÉ  
déjà  
de F

décidé  
s choses.  
aiment!  
DEUTZ

# Enquête

## SURINAME : la préparation des élections générales

### Le kaléidoscope



Les quatre cent mille habitants que compte le Suriname sont répartis principalement le long de la côte. La capitale accueille à elle seule près de la moitié des habitants. La zone frontalière avec la Guyane française, riche en minerai de bauxite, est aussi le refuge de la guérilla de Ronnie Brunswick, comme une partie de la jungle du sud du pays. La zone ouest, qui borde la Guyane, ancienne colonie britannique, offre, elle, de grandes possibilités, encore sous-exploitées, pour le secteur agricole. La population présente une mosaïque des différentes ethnies : 38 % d'indiens, 31 % de créoles, 15 % de Javanais, 10 % de Bushnegros, 2 % de Chinois et quelques milliers d'Européens. La langue officielle est le néerlandais, parlé aussi couramment que le dialecte local, mélange de créole, d'anglais et de néerlandais. Le produit intérieur brut par habitant (prévision 1988), dernier chiffre disponible à la Banque interaméricaine de développement, était encore le plus élevé d'Amérique latine (2 787 dollars). Il devrait être nettement inférieur cette année, la bauxite, première ressource du pays (elle fournit près de 70 % des devises), étant victime de la chute des cours mondiaux et des actions de la guérilla.

Le 25 novembre auront lieu au Suriname des élections générales, les premières depuis le coup d'Etat militaire de 1980, survenu cinq ans après l'accession à l'indépendance de cette ancienne colonie néerlandaise.

JACQUES PRÉVERT aurait pu y écrire son inventaire : trois Indiens, trois créoles, un Javanais et un Bushnegro ; trois mosquées, deux temples et une cathédrale, le néerlandais, le surinamien et un peu d'anglais ; 400 000 habitants sur un territoire à peu près équivalent au tiers de la France, une capitale aux allures d'Amsterdam dans le nord de l'Amérique du Sud. Ce patchwork surréaliste qui forme le Suriname étonne, dès l'arrivée dans cette ancienne Guyane hollandaise, indépendante depuis 1975. Curieuse sensation d'être ailleurs sans savoir très bien où.

Il reste à s'accrocher à quelques rares images de ce pays oublié — sauf aux Pays-Bas — décrivant le régime militaire du lieutenant-colonel Desi Bouterse, auteur, avec une quinzaine de sergents, d'un coup d'Etat en 1980 : un mouvement populaire à ses débuts, mais terni par l'exécution sommaire de quinze opposants en décembre 1982. Un gouvernement autoritaire et « révolutionnaire », présentant incontestablement les allures d'une dictature. Les promesses de retour à la démocratie, après une déroute économique, n'inspirent, en effet, guère confiance, d'autant moins que la guérilla organisée par un ancien sergent, Ronnie Brun-

wick, a réussi à mettre le régime en difficulté.

Trop simple. Dans les rues de Paramaribo, la capitale, les militaires sont absents et, mis à part l'administration tatillonne qui préside à la délivrance de visas, les instruments de la dictature semblent absents. Plus encore, l'adoption par voie de référendum, à une large majorité, de la nouvelle Constitution, en septembre dernier, ne laisse aucun doute sur la tenue, le 25 novembre, d'élections générales qui doivent conduire à la désignation d'un nouveau président et à la formation du gouvernement démocratique. Et tout le monde affirme que l'opposition remportera ce scrutin et s'assurera une majorité confortable dans la future Assemblée nationale. Déroutant.

**Marché noir et corruption**

Dans les rues bordées de cocotiers, le long des maisons de bois blanches et vertes ou à l'intérieur des magasins et du grand marché, au bord du fleuve Suriname, apparaît la première certitude. Le pays est au bord de la banqueroute. Derrière l'apparence prospère d'une ville pimpante, les étalages sont souvent vides. Les grandes surfaces réfléchissent. En face des rayons dégaris, les vendeuses font du crochet. Trouver des pièces pour les véhicules, ou même des pneus, devient un tour de force. J. Heeman a vendu son petit autobus faute de pouvoir l'entretenir et se trouve un an

après dans une situation semblable avec son taxi. Les industriels font des acrobaties pour continuer à produire. M. Frank E. Goede, qui dirige la British American Tobacco, à Paramaribo, n'a plus de papier aluminium ni de cellophane pour emballer les paquets de cigarettes et, l'encre venant à manquer, ils sont maintenant imprimés en une seule couleur.

Bien évidemment, dans un même temps, les prix flambent. Ce paquet de cigarettes, produit localement, qui valait 1,75 gulden il y a seulement un an, en vaut aujourd'hui 8, ce qui représente environ 25 F au taux officiel de 1,75 gulden pour 1 dollar, une somme exorbitante, ramassée à 5 F sur le marché noir, lequel connaît un développement considérable. Si l'abondance des produits locaux prouve que le pays n'est pas menacé d'une pénurie alimentaire, le sucre est, en revanche, introuvable et le prix des produits de base est en augmentation constante. Trois gulden pour deux oignons quand le salaire d'une femme de ménage ne dépasse pas 20 gulden par jour. Les cartes de « rationnement », qui permettaient tous les huit jours environ, l'achat, à des prix subventionnés de produits de base, ne suffisent pas à nourrir et à entretenir une famille.

Pourtant les Porsche et autres véhicules de luxe sillonnent les artères de la capitale et les clubs vidéo font recette. Les avions qui assurent la liaison Cayenne-Paramaribo affichent le plus souvent complet et servent au ravitaillement des classes aisées,

## Les « vieilles chaussures » sont de retour

« **R**ENDEZ-MOI mes vieilles chaussures, car les nouvelles me font mal. » C'est, à la veille des élections, le dernier cri de la mode au Suriname, le véritable signe de ralliement de l'opposition. Les « vieilles chaussures » sont celles d'avant le coup d'Etat de 1980, et sont représentées par les anciens partis, expression des différentes composantes ethniques du pays et non pas d'un véritable échantillon politique. « Les vieux se sont unis », dit F.-M. Derby, qui dirige la confédération syndicale la plus puissante du pays, le C 47, car ils ont senti que seuls ils ne pourraient rien. » L'éléphant, le flamme et la danseuse, les emblèmes des partis traditionnels, le KFTI (javanais), sont réunis en trois cercles pour une centaine de anneaux olympiques et ont constitué le Front démocratique.

La lutte qui les opposera au NPD gouvernemental, issu de la « révolution », et aux deux partis auto-

nomes, le PALU, situé à gauche mais qui refuse toute « étiquette politique », et le SPA, formé par le C 47, ne sera guère difficile. Tout le monde prévoit un succès du Front. Un échec culminerait pour le pouvoir, qui voudrait « balayer » les partis traditionnels et parvenir à rassembler, avec le NPD récemment créé, une « big family ». Mais quelle sera l'ampleur de la victoire du Front ? Là est toute la question.

La Constitution prévoit que le président de la République, aux pouvoirs étendus, sera le vrai chef de l'exécutif et non simplement un « coupeur de rubans » comme actuellement. Il doit être désigné par une majorité des deux tiers de l'Assemblée. La Constitution ne pourra être modifiée que sur ces mêmes bases. Comme le dit l'ancien député du NPS Loeban Tobing Klein, aujourd'hui membre de l'Assemblée provinciale, « l'opposition ne sortira réellement victorieuse de ce scrutin que si elle parvient à obtenir cette majorité des deux tiers ».

Même si un tel résultat est en faveur de l'opposition est vraisemblable, tout ne sera pas gagné pour autant. Il faudra encore déterminer la « ligne floue du lieutenant-colonel Bouterse et de l'armée, régler le conflit avec la guérilla, celui de l'éventuelle reprise de l'aide des Pays-Bas (1) et assurer le redémarrage de l'économie. Vaste programme pour un Front qui n'en possède jusqu'ici aucun. La prudence actuelle des politiciens, au regard de la tâche qui les attend, est à bien des égards surprenante. Un observateur résume parfaitement cette ambiguïté : « Ou bien les partis traditionnels hantent de front les militaires et le régime actuel, ou bien ils mécontentent leurs électeurs. » Pour l'instant, ils préfèrent les déclarations généralisées sur la démocratie et le développement, et le silence sur le reste.

Une autre inconnue, dans le futur rétablissement de la démocratie, concerne les « accords de Loansberg », un gentlemen's

agrement signé au lendemain de la première manifestation du Front au mois d'août, qui rassemble plusieurs dizaines de milliers de personnes dans la capitale. Peu de gens connaissent le texte de ce « traité » établi entre le lieutenant-colonel Bouterse et quelques chefs des partis traditionnels, M. Lechman, président du VHS, indique qu'il était simplement destiné à « fixer les règles du jeu », et à « éviter un affrontement violent entre les militaires et la population ». Beaucoup d'observateurs estiment cependant que cet accord pourrait préfigurer un gouvernement d'union nationale avec la participation des militaires.

Face à ces questions, le leader de la C 47 est très critique. M. Derby préjette aussi ses destinées du nouveau parti SPA formé par les syndicats. Il refuse, pour l'instant, l'alliance avec le Front et avec les militaires, mais demeure très écouté. Un charisme certain allié à une vive intelligence ont

sans cesse propulsé sur le devant de la scène politique cet homme de petite taille, à la barbe grisonnante. Il a été l'un des leaders du mouvement indépendantiste et le créateur de l'union syndicale qui regroupe tous les grands secteurs de l'économie surinamienne. Aux premières heures du coup d'Etat, Desiré Bouterse avait sollicité ses conseils et l'appela à réguler le mouvement. En décembre 1982, il a été arrêté en pleine nuit à son domicile et a échappé de justesse au potes d'exécution, contrairement à quinze autres opposants.

Aujourd'hui, il accuse le parti du lieutenant-colonel Bouterse, le NPD, de disposer d'énormes moyens financiers provenant de la corruption et du marché noir. Il estime aussi que l'élection « ne règlera rien », même si elle peut être « une des clés du retour à la démocratie ». M. Derby craint que les partis traditionnels n'arrivent à rien d'autre qu'à réclamer le retour de l'aide des Pays-Bas ».

Le PALU soutient, lui, par la voix de ses dirigeants, « que les gens sont exaspérés par la situation actuelle et que la seule solution qu'on leur propose est le retour sur années d'avant 1980, avec des gens qui ont permis le coup d'Etat ».

Le paradoxe de l'élection du 25 novembre, qui doit permettre la désignation des députés et des instances communales, réside en effet dans cette contradiction. Alors que la coalition de l'opposition semble assurée de sa victoire, personne ne sait sur quel type de gouvernement cette « future démocratie » reposera, ni quel sera le rôle effectif de l'armée et de son chef actuel.

(1) Au moment de l'indépendance du Suriname, en 1975, les Pays-Bas s'étaient engagés à fournir une aide au développement, qui a été interrompue en 1982, après les élections. La somme qui reste à fournir, selon les termes de l'accord, avoisine les 700 millions de dollars.

## Des esclaves devenus « rebelles »

ILS sont appelés « bandits » ou « terroristes » par les autorités de Paramaribo, « opposition armée » par les exilés des Pays-Bas et « jungle commando » par le plus grand des réfugiés surinamien de Guyane. Trois sommets et un triple maillage pour une centaine d'hommes regroupés autour d'un ancien sergent et garde du corps du lieutenant-colonel Bouterse, Ronnie Brunswick.

Les autorités accusent le chef de cette guérilla de n'avoir pris le maquis que pour échapper à d'obscures affaires de corruption. Les opposants vivant aux Pays-Bas se sont mis à rêver d'un « soulèvement généralisé contre la dictature militaire ». Plus prosaïquement, les réfugiés surinamien actuellement en Guyane ont quitté leurs terres pour échapper aux combats sanglants qui ont opposé l'armée aux rebelles qui luttent dans la jungle de l'est et du sud du pays.

L'effet de surprise créé lors de leur première apparition l'année dernière avait certes déstabilisé l'armée surinamienne, peu entraînée pour ce type de combat. Les rebelles étaient alors parvenus à paralyser l'exploitation des mines de bauxite dans l'est du pays. Ils avaient aussi réalisé plusieurs coups d'État comme la destruction des ponts qui relient la capitale à la ville d'Albina située sur la rive du fleuve Maroni en face de la ville française de Saint-Laurent. Aujourd'hui, leurs actions sont plus

limitées, et l'armée régulière, entraînée depuis peu au Brésil, multiplie les offensives dans ces régions.

Les rebelles font partie des tribus d'anciens esclaves qui se sont révoltés contre les planteurs, les maroons. Ces bushnegros représentent environ 10 % de la population surinamienne et sont divisés en plusieurs communautés. Les deux plus importantes, Accruenas à l'est et Saramankas à l'ouest, n'ont pas pris position en faveur de la guérilla, les chefs coutumiers de ces tribus s'en tenant à une neutralité bienveillante. M. Ben Scholtens, un historien néerlandais qui a créé la chaire d'histoire à Paramaribo il y a quatre ans, travaille depuis plus d'un an sur les Bushnegros. Il explique la poursuite des combats par la nature même de ces communautés.

« Les Bushnegros ont toujours été des lâchés-pour-compte, dit-il, ils sont les derniers dans l'échelle des ethnies qui composent le Suriname. Au début de la révolution, le régime militaire a tenté de mieux les intégrer, mais sans succès. » Les actions de l'armée en novembre et en décembre 1986, dont Amnesty International a souligné la violence, ont provoqué un choc dans ces communautés. Les villageois ont été contraints de quitter leurs villages, soit pour la Guyane, soit pour s'enfoncer plus avant dans l'intérieur de la jungle. Cer-

tains jeunes des tribus rejoignent aussi la guérilla pour échapper à l'emprise des chefs coutumiers. « Ils réagissent ainsi lors de la génération, dit M. Ben Scholtens, pour qui ce conflit « devrait encore longtemps ».

Il est, selon beaucoup d'opposants, une autre raison à la poursuite des affrontements. Loin de vouloir entamer un dialogue avec les rebelles, l'armée surinamienne voit dans ces combats la justification de sa présence à la tête de l'Etat. Pour continuer à jouer un rôle à la veille du rétablissement de la démocratie, les militaires ont besoin de cette « menace terroriste », même si elle semble de plus en plus dérisoire au regard des possibilités matérielles de l'armée surinamienne. Les autorités militaires insistent sur « l'aide étrangère importante dont bénéficient les rebelles », mais personne ne croit qu'elle dépasse le cercle restreint des milieux d'opposition qui vivent aux Pays-Bas, et tous les observateurs soulignent qu'elle contrarie le sous-équipement de la guérilla.

Cela n'en risque pas moins d'empêcher à court terme toute tentative de négociations sérieuses entre les autorités de Paramaribo et les rebelles de Ronnie Brunswick. Le silence des partis politiques qui constituent le Front démocratique n'augure pas non plus d'un règlement pacifique du conflit.

## Le casse-tête guyanais

A l'entrée de la ville de Saint-Laurent-du-Maroni, un barrage routier tenu par des soldats et des gendarmes est le premier signe tangible d'une situation exceptionnelle. La long des rues, dans les quelques cafés et restaurants, il n'est question que d'exilés. Autrefois clientèle touristique, les Surinamien sont aujourd'hui réfugiés. La deuxième cité de Guyane, qui compte moins de dix mille habitants, voit arriver, depuis le début du mois d'octobre 1986, des centaines de bushnegros, fuyant les combats dans leurs villages et traversant le fleuve pour rejoindre le rive française. Depuis toujours le Maroni est traversé au gré des saisons et des récoltes, mais aujourd'hui il s'agit d'un flux important et à sens unique.

Il se sont maintenant près de neuf mille officiellement recensés, et il faut ajouter à ce chiffre au moins un bon millier d'exilés. Les réfugiés sont regroupés en quatre camps à une vingtaine de kilomètres de Saint-Laurent-du-Maroni, dans l'ancienne épicerie d'Accruenas ou dans de vieux locaux du bagne à Charveil. Leur augmentation constante a conduit les autorités à défricher une partie de la forêt tropicale pour créer d'autres

campes qui prennent l'appellation des bornes kilométriques, PK9, puis bientôt PK 11. Seul un site d'accueil et de soins est encore situé à la périphérie de la ville.

Il a aussi fallu remplacer les toiles de tente militaires, vite endommagées par l'alternance de pluies et de soleil, par des charpentes en bois recouvertes de plaques de tôle. Les réfugiés construisent eux-mêmes les murs de leurs nouvelles habitations. L'indigence, la nourriture, les premiers soins et l'administration des camps sont assurés par l'armée et le gendarmier, sous la direction du préfet de Guyane, M. Jacques Dewatrié, qui avoue consacrer les deux tiers de son temps à ce énorme casse-tête. « Il faut maintenant passer du provisoire au semi-durable, dit-il : l'arrivée de la saison des pluies nous contraint à un gros effort pour éviter une situation dramatique. »

Dans les camps, la situation s'envenime parfois très vite. Le préfet, accompagné du sous-préfet de Saint-Laurent, a été la semaine dernière accueilli par des jets de pierres lors d'une visite de routine. Il s'agit parfois de brouilles ou d'une simple incompréhension.

Ainsi les réfugiés, habitués à se nourrir exclusivement de riz, reçoivent-ils des rations militaires contenant de la viande et des poissons qu'ils consomment peu. Mais, surtout, ils voudraient pouvoir circuler, s'intégrer, voire travailler en Guyane, alors qu'il ne s'agit pour les autorités françaises que d'apporter une aide humanitaire à des « personnes déplorables ». Les matchs de football qui sont périodiquement organisés entre eux ne suffisent plus à les distraire du drame qu'ils vivent quotidiennement.

L'évêque de Paramaribo, Mgr Zichem, a récemment effectué une visite des camps guyanais. S'il souligne « l'état merveilleux de la France », il est plus inquiet pour l'avenir. Pour Mgr Zichem, « c'est une situation qui risque de continuer ». Les négociations entre la France et le Suriname sont, à ce sujet, toujours à ce sujet au point mort, et après six mois de calme un petit feu surinamien a tué, le semaine dernière, quelques abus sur des pirogues de la gendarmerie française sur le fleuve Maroni. Les réfugiés, eux, s'en donnent à ce qu'ils ont toujours déclaré : « Nous ne rentrerons qu'en citoyens libres dans un pays libre. »

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

## Enquête

et la dégradation de la situation économique

# de Paramaribo

quand elles ne vont pas faire leurs emplettes à Miami. Le marché noir a aussi provoqué un développement considérable de son corollaire habituel : la corruption. La révolution de M. Bouterse, qui devait s'attaquer à ce fléau ancien, n'est parvenue qu'à le développer en raison de la course au dollar, « pour le plus grand profit », dit un pasteur, Rudy F. Polanen, des militaires eux-mêmes. Un autre homme d'Eglise estime qu'« à ce stade il ne s'agit plus de corruption mais de grand banditisme ».

Cette économie souterraine fait des ravages et partage les Surinamiens en deux catégories : ceux qui ont accès aux précieux billets verts et s'enrichissent rapidement, et les autres, en voie de paupérisation. Ces derniers commencent à exercer des petits boulots jusqu'alors inconnus. Jon Dasmem, qui vit dans le pays depuis plus de quinze ans, explique qu'elle « découvre tous les jours des vendeurs d'objets artisanaux, des jeunes qui proposent chaussures d'occasion ou cigarettes à l'unité. Ce qui n'existait pas auparavant ».

Maître fleuriste, elle louait une boutique dans le centre commercial de l'Hôtel Krasnapolsky, l'un des grands établissements de la

« riche » voisin. L'ambassade de France enregistre environ quatre mille demandes de visa par an. Les Pays-Bas, où vivent plus de deux cent mille Surinamiens — la moitié de la population du pays ! — en ont reçu près de vingt-cinq mille depuis janvier.

Ce pays, qui se prévalait, il y a peu de temps encore, du premier revenu par habitant sur le sous-continent (3 363 dollars en 1980), pleure sa prospérité passée. Les caisses de l'Etat sont vides et les communications internationales, par exemple, sont extrêmement limitées faute de devises pour louer un satellite. La situation n'est pas désespérée pour autant. Disposant de ressources non négligeables (bauxite, bois, pétrole, crevettes) et d'énormes possibilités agricoles dans l'ouest, le Suriname et sa faible population disposent d'atouts certains. Encore faut-il la volonté politique de les mettre en œuvre.

### La confiance perdue...

Car le régime du lieutenant-colonel Bouterse, et c'est la deuxième donnée essentielle du pays, n'a plus du tout la confiance de la population. L'effondrement de l'économie nationale est, bien sûr, le premier reproche adressé

à ce régime. Le pasteur Polanen. La télévision est entre les mains du gouvernement et les deux quotidiens du pays publient intégralement les communiqués et déclarations officielles. *Die Ware Tyde*, un peu plus critique d'après ses lecteurs que le progouvernemental *Die West*, doit faire face à des problèmes de livraison de papier par l'intermédiaire des autorités. Il n'a pas pu paraître pendant cent jours, depuis le début de l'année, a dû réduire sa pagination à quatre pages (contre quinze auparavant) et amputer son tirage d'un tiers (30 000 exemplaires actuellement).

Cette prudence à la limite de l'autocensure touche aussi les partis politiques peu enclins à développer leur programme en dehors de grandes idées très générales. Le régime entretient en effet de grandes incertitudes sur l'avenir et est visiblement traversé de courants contradictoires. Ainsi, au sujet des élections de quinze opposants en décembre 1982, le ministre des affaires étrangères, M. Henricus A.F. Heidweiller, estime qu'« il s'agissait bien évidemment d'une erreur énorme ». Un avis qui n'est pas partagé par les responsables du NVD (le bureau officiel d'informations). Le lieutenant Doedle qui dirige ce service et une de ses collabora-

texte comme représentant des industriels au sein de l'Assemblée provisoire. Ancien député et juriste, elle affirme que « des articles doivent être changés », en se référant principalement à ceux (178 et 177) concernant le rôle des militaires : « Les autorités militaires ont pour tâche de garantir les conditions par lesquelles le peuple surinamien peut réaliser et consolider une transition pacifique vers une société démocratique et socialement juste », ou encore, « l'armée nationale a pour rôle (...) la protection des plus hauts droits et libertés du pays et du peuple ».

Une formulation pour le moins ambiguë et qui laisse ouverte la porte à toutes les interprétations. Les changements dans la Constitution ne pourront cependant être effectués qu'à une majorité des trois quarts de la nouvelle Assemblée nationale. Les fonctionnaires du NVD estiment même qu'une telle modification requiert l'organisation d'un nouveau référendum.

Les difficultés de cette période préélectorale s'expliquent par toutes les ambiguïtés d'un pays développé en voie d'appauvrissement, dont la démocratie naissante est très fragile. Dans ce contexte, les autorités militaires, déconsidérées, affichent leur volonté de passer le relais aux partis politiques, qui semblent bien embarrassés. Marché de dupes ou balbutiements d'un pays à l'indépendance récente ? Ce sera au prochain gouvernement d'apporter la réponse.

Reportage réalisé par DENIS HAUTIN-GUIRAUT.



Dans le centre de Paramaribo, une statue de Gandhi, symbole de la première constitution du pays : les Indiens.

capitale. Elle a abandonné, pour des raisons personnelles, mais aujourd'hui il n'y a plus de boutique, et l'hôtel, pratiquement désert, ne vide même pas la piscine où l'eau croupit. Jon Dasmem donne maintenant des cours à domicile. Elle ne va plus en forêt : les alentours de la capitale sont à éviter en raison de la pression de la guérilla.

« La crise économique mondiale, avec les chutes du prix de la bauxite (première ressource du pays), l'arrêt de l'aide des Pays-Bas après les élections de 1982, et les combats dans l'est et le sud du pays, alliés à une gestion chaotique des affaires, ont provoqué une crise sans précédent », dit un diplomate. Autrefois qualifiée de « Guyane prospère », le Suriname lorgne aujourd'hui vers son

gouvernement militaire. « C'était mieux avant » revient sur toutes les lèvres. Mais il est une autre lassitude, qui concerne l'absence de réelle démocratie. Certes, les partis politiques ont retrouvé depuis quelque temps la possibilité de s'exprimer et multiplient actuellement les meetings, dans la perspective des prochaines élections.

La nouvelle Constitution définit aussi les libertés essentielles. Mais si la liberté de parole est redevenue une réalité, la plupart des hommes politiques ou religieux, journalistes ou hommes d'affaires insistent pour ne pas être cités. La presse elle-même ne dispose pas d'une grande liberté. « Le pouvoir donne la moitié de la vérité et ne permet pas que l'on découvre — ou dise — l'autre moi-

trix, Mme Cecile Zandwyken, affirmant : « Si c'était à refaire, nous le referions. »

Ces divergences entre durs et modérés plongent les observateurs dans la perplexité. « Les militaires abandonneront-ils facilement le pouvoir ? Rien n'est moins sûr après sept années passées à la tête du pays », entend-on souvent. Le lieutenant-colonel Bouterse a bien sûr affirmé à maintes reprises qu'il respecterait « le verdict des urnes », mais il a aussi indiqué que les militaires restaient les garants « du retour à la démocratie ». Jusqu'où ? Là est toute la question. Et la Constitution comporte à cet égard quelques zones d'ombres.

Irma Loemben Tobing Klein a participé à la rédaction de ce

CHALES  
ETOLES  
CARRÉS

en matières nobles,  
CACHEMIRE  
SOIE  
LAINE

thèmes écossais,  
unis,  
imprimés  
**RODIN**  
38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

HOLOGRAMA  
LE MONDE EN 3 DIMENSIONS



CREATION - MARKETING  
80, passage de la bonne grille  
75011 PARIS 4700 25 25

A ces tarifs vous pouvez maintenant vous offrir le style American Airlines.

NEW YORK 3950 F

CHICAGO 4605 F

DALLAS/FORT WORTH 4945 F

LOS ANGELES 5390 F

SAN FRANCISCO 5390 F

LAS VEGAS 5585 F

HOUSTON 4945 F

SAN DIEGO 5430 F

NEW ORLEANS 5285 F

PHOENIX 5430 F

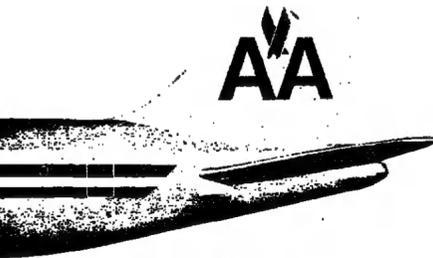
DENVER 4985 F

DETROIT 4680 F

SEATTLE 5430 F

CINCINNATI 4985 F

RALEIGH/DURHAM 4530 F



American Airlines.  
The American Airline\*

\* La compagnie typiquement américaine.

Tarifs aller-retour en classe économique. Validité du 1.10.87 au 14.05.88, dans la limite des places disponibles. Emission et règlement du billet dans les 24 H suivant la réservation, frais d'annulation avant le départ : 15%. Durée minimale du séjour : 14 jours. Tarifs susceptibles de modifications sans préavis. Taxe de sécurité : 70F.

Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au : (1) 42.89.05.22

ASSESSORATO REGIONALE  
COOPERAZIONE, COMMERCIO  
ARTIGIANATO E PESCA  
ENTE AUTONOMO  
FIERA DEL MEDITERRANEO  
UNIONOMERTE (SALICONA/ONSA/CSIA)

LA FOIRE-EXPOSITION  
DE L'ARTISANAT  
SICILIEN

PALEFIMO  
14/22 NOVEMBRE '87  
FIERA  
DEL MEDITERRANEO



AÉRONAUTIQUE

En engageant les programmes Ariane-5, Colombus et Hermès

L'Europe a affirmé sa détermination de ne pas « jouer les seconds rôles » dans la conquête de l'espace

La Conférence spatiale européenne de La Haye s'est achevée sur un succès, avec l'adoption, le mardi 10 novembre, en fin de réunion, de deux résolutions. La première, pour laquelle la Grande-Bretagne s'est abstenue, permet d'engager, à partir du 1er janvier 1988, les programmes Ariane-5, Colombus et Hermès. La seconde, adoptée par les Britanniques, affirme la volonté de l'Europe de ne pas passer « sous les fourches caudines américaines » pour ce qui concerne sa participation à la station spatiale américaine.

niques, comme l'Orient Express, ou les transports spatiaux de demain, comme le Sänger allemand, ou le Hotel britannique (1).

Cette convergence de vues sur les programmes a été rendue possible grâce à l'axe Paris-Bonn (plus ou moins soutenu par les Italiens), dont la solidité s'est concrétisée au prix de quelques concessions. On savait la France maximaliste pour des raisons stratégiques, on connaissait le profil des Allemands. On soup-

Qui financera ?

Pourcentages de financement pour les différents pays se déclarant prêts à prendre en charge :

Table with 5 columns: PROGRAMME, Côté (milliards de francs), ARIANE-5, COLOMBUS, HERMÉS. Rows include Austria, Belgium, Denmark, France, Germany, Ireland, Italy, Japan, Norway, Sweden, Switzerland, United Kingdom, Canada, and a TOTAL row.

Les chiffres entre parenthèses représentent une contribution supplémentaire possible. Les points d'interrogation indiquent que le choix n'a pas encore été fait.

coment l'acquisition des petits pays, dont « la contribution a été essentielle » depuis quinze ans (2). Mais l'ensemble des délégations était optimiste. Il manquait toutefois, dans cette belle unité, la Grande-Bretagne, partagée entre sa rigueur budgétaire, son libéralisme exacerbé et son atlantisme de toujours.

Par tous les moyens, son ministre du commerce et de l'industrie, M. Kenneth Clarke, a cherché à « pointer » la conférence. Tout lui a été bon pour tenter de diviser l'Europe, et manifester sa hargne contre les projets soutenus par les Français. « Ariane-5 est un rêve de despote, et Hermès un coucou dans un nid. Une illustration de grandeur qui ne fait qu'imiter les Américains avec vingt ou trente ans de retard », a-t-il dit, ajoutant qu'il ne mettrait pas son nom dans le budget de l'ESA.

Triste spectacle que cet homme haut en couleur, à l'humour acide, et dont l'attitude et l'isolement, note un observateur, vont « faire penser les industriels britanniques à côté des chances de demain ».

Fermeté

Le président et le directeur général du Centre national d'études spatiales, MM. Jacques Lions et Frédéric d'Allès, « très satisfaits de cette victoire de l'Europe », déclaraient toutefois qu'ils « avaient bon espoir que Londres revienne sur sa décision concernant Ariane-5, avant la fin de l'année ». Soit juste avant que les pays européens se prononcent formellement sur le montant de leur

lin, d'imaginer qu'on pourra aller dans l'espace en l'an 2000 avec un seul passeport, américain ou soviétique... Une remarque qui reflète parfaitement (britanniques inclus) le sentiment des autres Etats membres.

D'où une résolution en quatre points qui rappelle que restent encore à régler, de la part des Américains, les problèmes relatifs à : - la souveraineté de l'Europe dans la conception, la construction, et l'exploitation de l'APM greffé à la station américaine ; - l'utilisation éventuelle de la station à des fins militaires, que refusent nombre d'Etats européens ; - la mise en place de structures pour régler les litiges sur l'utilisation de la station ; - les questions de propriété industrielle des matériaux produits à bord.

Faute de précisions rapides sur ces points, l'Europe paraît déterminée à réorienter le programme Colombus en direction d'ambitions plus européennes.

Les investissements nécessaires pour réussir cette nouvelle aventure sont énormes. Au point que certains membres de la communauté scientifique se demandent s'ils ne vont pas avoir à souffrir de ces largesses en faveur des programmes spatiaux de l'Agence. C'est pourquoi les Etats membres de l'ESA ont invité comme les Allemands l'avaient déjà fait, et comme les Britanniques et les Français le souhaitent - à réduire le budget de l'Agence spatiale européenne pour les treize ans à venir de 15% à 10%. « Une telle économie est possible », a déclaré le directeur général de l'ESA, M. Reinmar Litz, sans que l'équilibre des programmes Ariane, Colombus et Hermès soit perturbé. Mais cela implique qu'il faudra songer à des étirements dans le temps.

Dans ces conditions, il est probable que certains autres programmes de l'Agence auront à connaître la rigueur, comme vraisemblablement les télécommunications, l'observation de la Terre et le budget général de l'Agence. Mais ce ne devrait pas être le cas du programme de satellite de liaison à haut débit (DRS) entre le sol et les structures orbitales, dont le sort se jouera dans deux ou trois ans. Ni celui du programme scientifique (3) qui (à la condition que la Grande-Bretagne lève ses réserves, et que ses activités fassent, selon les Français, la part belle aux sciences de la Terre) pourraient être augmentés de 5% par an, à partir de 1989.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

LA HAYE

de notre envoyé spécial

L'Europe spatiale est en orbite jusqu'à l'an 2000 et même au-delà. Après deux jours de débats, les ministres des treize Etats membres de l'Agence spatiale européenne (ESA), réunis à La Haye, ont parvenu, le mardi 10 novembre, à un accord.

En décidant d'engager politiquement les trois programmes qui sont la réalisation du lanceur lourd Ariane-5, celle du programme Colombus, dont un élément, l'APM (Attached Pressurized Module), doit se greffer à la station spatiale américaine, et la construction de l'aviation spatiale Hermès, les Européens ont démontré leurs ambitions. L'Europe n'a pas l'intention « de jouer les seconds rôles » dans la conquête spatiale des vingt prochaines années.

Ce qu'elle a obtenu avec les Ariane de la première génération - à savoir le contrôle de la moitié du marché mondial des services de lancement des satellites, - elle entend bien le poursuivre à la fin des années 90, avec le lanceur Ariane-5, plus fiable et plus puissant. D'où un engagement total de ce programme de 24 milliards de francs, qui doit donner lieu à un premier vol en 1995. De même, les Etats membres ont confirmé leur volonté d'être présents dans les vols habités, grâce aux programmes Hermès et Colombus, dont les travaux commenceront au début de l'année prochaine.

La Grande-Bretagne est toujours une lie

Le financement de ces deux programmes sera limité à une première tranche (8,2 milliards de francs) de trois ans (1988-1990). A charge ensuite pour les Britanniques de reconstruire automatiquement au terme de cette période ces deux programmes, s'ils n'ont pas buté sur des obstacles financiers, techniques ou diplomatiques. Les difficultés ne manquent pas. Mais la plupart des Etats membres sont lancés dans l'aventure, conscients, comme le remarquait le ministre allemand de la recherche, M. Heinz Riesenhuber, « que de nombreux travaux restent à faire, dans les domaines de la robotique, des logiciels, des matériaux et des vols superorbitaux », si l'on veut au bon moment être prêt à développer des avions civils hyper-

SPORTS

Le dopage des coureurs cyclistes

Jeannie Longo en accusation

Les résultats d'une contre-expertise sont venus confirmer les premières analyses positives : la cycliste Jeannie Longo était apparemment dopée lorsqu'elle a battu le record du monde des 3 kilomètres, le 12 septembre dernier à Colorado Springs, aux Etats-Unis.

La Fédération française de cyclisme (FFC) a été informée par son homologues américaine que « la contre-analyse effectuée sur le prélèvement organique de Jeannie Longo s'est révélée positive par la présence de traces d'éphédrine ». Soulignant que la championne du

monde sur route n'a jamais été soupçonnée tout au long de sa carrière, tant en France qu'à l'étranger, la FFC, avant de se prononcer, a demandé à la fédération américaine « de bien vouloir lui faire parvenir le dossier complet de l'affaire y compris les diagrammes d'analyses ».

« J'ai la conscience en paix d'une personne en bonne santé », a déclaré le triple vainqueur du record du monde de l'heure, Lucien Bailly, directeur technique national, expliquant que Jeannie Longo « ne s'est pas suffisamment méfiée en utilisant des gouttes nasales. Ce n'est pas une tricheuse, les contrôles négatifs qu'elle a subis depuis neuf ans dans les plus grandes compétitions en témoignent ».

Comme tout cycliste amateur, Jeannie Longo, convaincue d'avoir usé de produits interdits, sera suspendue pendant un mois par l'Union cycliste internationale (UCI) et son record de Colorado Springs ne pourra être homologué. La fédération française peut, de son côté, prendre une mesure beaucoup plus sévère.

● FOOTBALL : championnat de France. - En match avancé de la dix-neuvième journée de championnat de première division, le Metz Racing de Paris a battu, le mardi 10 novembre, au Parc des Princes, Lille par 3 buts à 0.

● TENNIS : Tournoi de Wembley. - Le Français Henri Leconte a triomphé, le mardi 10 novembre, de l'Américain Kevin Curran en deux sets : 6-3, 7-6 (7-3), lors du premier tour du Tournoi de Wembley (465 000 dollars).

MÉDECINE

Après une enquête de l'IGAS

Mme Barzach démet le docteur Bernard Serron de ses fonctions de délégué général du CFES

Dans un communiqué publié le mardi 10 novembre, Mme Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille, a indiqué qu'elle « retirait l'agrément qui avait été donné au délégué général du Comité français d'éducation pour la santé, M. Bernard Serron, en octobre 1986 » (nos dernières éditions du 11 novembre). Mme Barzach rappelle qu'elle avait demandé en juin 1987 à l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) de procéder à une enquête sur le fonctionnement du CFES et que c'est après lecture du pré-rapport, qui lui a été remis lundi 9 novembre, qu'elle a pris cette décision.

Les choses n'ont guère changé. Vingt-quatre heures à peine auront été nécessaires à Mme Barzach pour décider du rattachement du docteur Bernard Serron de son poste de délégué général du CFES. Vingt-quatre heures seulement pour se débarrasser d'une personnalité qu'elle avait elle-même nommée, en octobre 1986, et qui, de surcroît, appartient au même parti politique qu'elle, le RPR. Il n'était un mystère pour personne que le docteur Serron, conseiller municipal de Montpellier, conseiller général de l'Hérault et conseiller régional de la région Languedoc-Roussillon, un proche de M. Jacques Touhou, tout comme M. Barzach, était virtuellement candidat à la mairie de Montpellier.

Que s'est-il donc passé pour que Mme Barzach prenne une telle décision ? Les termes de la lettre qu'elle a adressée, lundi, au docteur Claude Rosenberg, président du conseil d'administration du CFES, fournissent certaines indications. Après avoir rappelé l'objet de la mission confiée à l'IGAS, Mme Barzach souligne que, dans le pré-rapport qui vient de lui être remis, de nombreux points restent « à préciser ». Elle ajoute que « le délégué général, au cours de la procédure contradictoire qui doit maintenir ou dénouer une affaire de ce genre, ne doit pas se limiter à répondre aux critiques qui y sont formulées. L'apprécier ainsi, poursuit Mme Barzach, la nature des suites judiciaires qu'il conviendra éventuellement de donner ».

La suite de la lettre éclaire bien ce à quoi pu motiver la décision du ministre de la santé : « Néanmoins,

ajoute Mme Barzach, les faits qui sont établis de façon incontestable sont suffisamment graves pour que j'adopte, sans plus attendre, la suggestion faite en conclusion du pré-rapport de retirer immédiatement au délégué général l'agrément dont il bénéficie. (...) Je vous demande en conséquence d'engager sans retard, c'est-à-dire dès réception de cette lettre, la procédure conduisant à la nomination d'un nouveau délégué général. L'appel des candidatures doit aujourd'hui privilégier la recherche de quelqu'un dont les compétences administratives et comptables sont excellentes. La remise en ordre qu'il s'impose absolument se situera en priorité dans les domaines de la gestion ».

Mme Barzach annonce que le nouveau délégué général devra « vérifier que les contrats passés par le CFES ont été correctement exécutés ». Et, comme pour mettre les points sur les « i », le ministre de la santé demande au conseil d'administration du CFES de désigner « un ou des commissaires aux comptes ». Reste donc à savoir quels sont les faits « suffisamment graves » qu'évoque Mme Barzach dans sa lettre. Dans son entourage, on se refusait, mardi soir, à fournir les moindres détails sur le contenu du rapport. On précisait seulement que la récente affaire des brochures d'information sur le SIDA (Le Monde du 29 octobre) y était évoquée, mais « sans plus ». Interrogée dans le Canard enchaîné du 28 octobre sur la gestion du docteur Serron à la tête du CFES, Mme Barzach indiquait que l'on pouvait lui reprocher « des petites maladroites accumulées plus qu'un dérapage ou quelque chose de pas clair ». La lecture du rapport de l'IGAS semble l'avoir fait changer d'avis...

Des structures inadéquates

Sur le fond, cette affaire pose une nouvelle fois le problème de la structure des organismes qui, en France, ont en charge l'éducation sanitaire et la prévention. Ce n'est pas la première fois en effet que le CFES se trouve épinglé : en 1986, le rapport de la Cour des comptes avait déjà attiré l'attention sur le comité, et y décelant des faiblesses de gestion dans les années 1981 à 1984.

Le CFES est une association loi de 1901 ; à sa tête se trouve un

conseil d'administration, qui a, entre autres missions, celle de proposer au ministre de la santé les noms du président du conseil d'administration et du délégué général. Ce dernier appartient, le plus souvent, à la même famille politique que le ministre : du temps de M. Edmond Hervé, le délégué général du CFES était le docteur Jean-Martin Cohen-Solal, comme lui membre du PS ; de même rappellent, tout comme Mme Barzach, le docteur Serron appartient au RPR. De même d'ailleurs que quelques-uns de ses principaux collaborateurs, comme M. Georges Lannuque, « chargé de tous les marchés » au CFES et secrétaire général du RPR de l'Hérault, ou encore M. Marie-Thérèse Boutemy, « responsable de l'engagement des dépenses » au CFES et proche collaboratrice de M. Nicole Chourau lorsqu'elle était à la mairie de Paris.

En 1987, le budget annuel du CFES a été de l'ordre de 32 millions de francs. 27 millions provenaient directement de la direction générale de la santé, 3,8 millions de la Caisse nationale d'assurance-maladie et 1,1 million de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse. Le CFES emploie actuellement environ quarante-cinq personnes.

Ce type de structure est-il adapté aux nécessaires développements de l'éducation sanitaire et de la prévention en France ? Ne faudrait-il pas mettre à la tête du CFES de véritables spécialistes de l'éducation sanitaire, indépendants des partis politiques ? L'utilisation que le CFES fait des différentes subventions qu'il reçoit, qu'elles soient d'origine publique ou privée, est-elle soumise à un contrôle suffisant ? Il est vraisemblable que le rapport de l'IGAS répond implicitement, sinon à toutes, du moins à la dernière de ces questions.

FRANCK NOUCH.

● RECTIFICATIF. - Dans l'article que nous avons consacré à la cloxine (Le Monde du 11 novembre), un nom a été rendu incompréhensible les notes de fin d'article. Il fallait lire : 1) Shu HP et al. 1987, Regulatory toxicology and pharmacology, 7, 57. 2) Kimbrough R. 1987, Annual Review of pharmacology and toxicology, 27, 87.

JUSTICE

Après la mort d'un jeune homme

Non-lieu pour deux gendarmes

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon a prononcé, mardi 10 novembre, un non-lieu en faveur de deux gendarmes qui au mois de mars 1986, à Villeurbanne (Rhône), avaient tiré au cours d'une opération de police sur un jeune Algérien, Mustapha Kasir, vingt-deux ans, et l'avaient tué d'une balle dans le dos (Le Monde daté 9-10 mars 1986).

Le jeune homme avait été abattu alors qu'il tentait d'échapper à l'arrestation, après avoir été surpris à bord d'un fourgon rempli de marchandises volées. Refusant de se soumettre aux sommations, il avait pris la fuite en direction du parc de la Tête d'or où les gendarmes devaient le rejoindre, faisant feu à trois reprises pour tenter de le toucher aux jambes puis une quatrième fois en visant le dos, le blessant mortellement.

Au lendemain de cette affaire, les deux gendarmes avaient été inculpés de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Après la décision de la chambre d'accusation, la famille de Mustapha Kasir a annoncé son intention de se pourvoir en cassation.

● Maintien en détention des frères Chaumet. - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a décidé, le mardi 10 novembre, le maintien en détention des frères Jacques et Pierre Chaumet, incarcérés pour banqueroute, abus de confiance et escroquerie depuis le 12 juin dernier. Les avocats des frères Chaumet avaient fait appel d'une ordonnance de maintien en détention prononcée par le juge François Chanut, magistrat instructeur chargé du dossier Chaumet. C'est la seconde fois que la chambre d'accusation refuse la mise en liberté des deux frères.

Les fraudes électorales à Trappes

Huit militants du PCF devant le tribunal correctionnel

Le procès de huit militants communistes, dont quatre conseillers municipaux de Trappes (Yvelines), accusés de fraude électorale lors des élections municipales de 1983, s'est ouvert, le lundi 9 novembre, devant la cinquième chambre correctionnelle du tribunal de Versailles. L'audition des cent neuf témoins cités par la défense et les trente-quatre parties civiles s'est poursuivie mardi 10 novembre.

Les « nombreuses irrégularités » qui avaient entaché les « opérations de vote et de dépouillement » dans six bureaux de vote de Trappes lors du scrutin de mars 1983 avaient entraîné le tribunal administratif de Versailles, le 19 mai 1983, à invalider la réélection du maire sortant communiste, M. Bernard Higo, et de ses colistiers, M. Jacques Cayot (UDF-PR), qui conduisait la liste d'union de l'opposition, et trois de ses colistiers avaient, de surcroît, porté plainte contre X... pour fraude électorale le 20 juin 1983. Cela n'avait pas empêché M. Higo, qui n'avait pas fait appel de la décision du tribunal administratif, de conserver la mairie en remportant au second tour, et sous le contrôle d'une commission spéciale, les nouvelles élections de juillet 1983.

La première audience du procès est en cours, qui porte sur le scrutin de mars 1983, a été consacrée à l'examen des fraudes portant sur cent quarante bulletins dans les quatrième et sixième bureaux. Dans le quatrième bureau, présidé par M. Chantal Degraev, trésorier de l'union départementale CGT, la police judiciaire de Versailles a pu vérifier que trente des soixante-douze bulletins contrôlés étaient faux, les personnes censées avoir émargé n'ayant pas voté.

Dans le sixième bureau, présidé par M. Claude Dupré, M. Jacques Willmes, assesseur suppléant de la liste de l'opposition, a affirmé que M. Jean-Jacques Hautemur, assesseur de la liste adverse, « avait mis dans l'urne des enveloppes », avec la complicité de M. Gérard Ratier, qui « tenait l'urne » à l'heure du dépouillement, en l'absence du président. Ces deux derniers prévenus, accusés de « bourrage d'urne », ont nié les faits qui leur sont reprochés. Selon eux, ces élections ont été troubles « par un commando de Versailles venu casser du maquis ». La défense a donc demandé la relaxe.

ALEX LEROUX.

réclamer le renforcement de leurs effectifs (nos dernières éditions du 11 novembre). En début de soirée, ils ont établi un piquet de grève devant l'entrée principale de la prison, empêchant notamment l'entrée de neuf détenus qui devaient être écroués aux Baumettes. Les surveillants ont annoncé qu'ils continueraient d'assurer leur service dans l'établissement mais empêcheraient les sorties, le fonctionnement des parloirs d'avocats et les transferts au palais de justice tant qu'ils n'auront pas obtenu satisfaction pour ce qui concerne leurs effectifs et le paiement des heures supplémentaires lors des émeutes du 16 et 17 juillet et du 13 août à la prison.

# Le Monde EDUCATION

## La guerre des devoirs à la maison

La guerre des devoirs continue de susciter des passions dans les écoles primaires. Bien qu'interdits par une circulaire ministérielle de 1956, les travaux écrits que les enfants doivent accomplir après la classe ont la vie dure. Jugés préhistoriques par les uns, mais indispensables par les autres, ces exercices du soir font l'objet de polémiques qui cachent deux conceptions opposées de l'école.

Le ministère de l'éducation nationale adopte en la matière une position mi-chèvre mi-chou : officiellement, les devoirs ne sont pas obligatoires. Mais, dans la pratique, ils sont considérés comme « une bonne chose », s'ils se traduisent par « une vérification des acquisitions et une occasion de renforcer l'autonomie de l'enfant ». Autrement dit, les instituteurs sont encouragés à ne pas respecter la circulaire de 1956, mais en demeurant dans les limites du raisonnable. « Dans l'ensemble, le volume des devoirs paraît rester stable depuis plusieurs années », affirme M. Louis Baladier, directeur des écoles. Ce floa artistique offre en tout cas un terrain propice aux interprétations contradictoires.

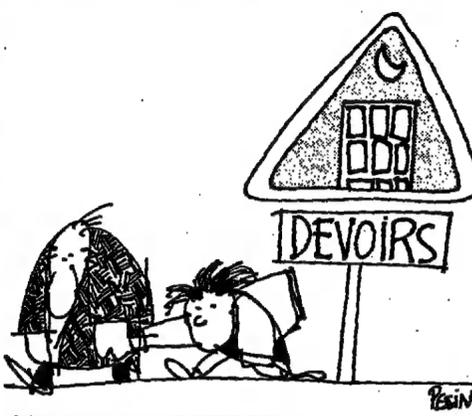
Pour certains, parents ou instituteurs, l'école est un lieu d'effort et de discipline, le premier terrain où se prépare le dur combat de la vie professionnelle. Dans cette optique, les devoirs sont, à eux seuls, un exercice de méthode et d'organisation, la première victoire à remporter sur soi-même pour devenir, un jour, « le meilleur ».

« A neuf ans, déclare une jeune maman, mon fils doit apprendre qu'il faut se battre pour réussir. »

Les partisans du travail à la maison soutiennent que l'effort exigé n'a rien d'insurmontable. Entre l'heure du goûter et celle du dîner, les petits peuvent, sans préjudice, avaler un problème de mathématiques, dévorer une rédaction ou grignoter quelques exercices de grammaire.

Farouchement opposés aux « pédagogies de l'éveil » qui font la part belle à la créativité, ces parents et ces maîtres défendent les bonnes vieilles méthodes d'enseignement. « Les rénovateurs qui ont tourné le dos aux devoirs ont fait des ravages », explique Catherine, mère d'une petite fille de huit ans. « Aujourd'hui, un enfant sur six entre en sixième sans savoir lire. » Enseignant depuis près de vingt ans dans un lycée d'enseignement professionnel (LEP) de la région parisienne, cette mère de famille se plaint d'affronter des élèves déboussolés, angoissés et manquant de bases essentielles, parce que personne ne leur a appris à travailler. « De grâce, plaide-t-elle, soutenons les instituteurs qui, contre vents et marées, continuent à faire leur métier... »

Le travail à la maison est aussi un argument pour restaurer l'image de l'école publique. Certains craignent de voir les parents se tourner vers le privé, réputé plus strict, si les instituteurs du public mettent les devoirs sous le boisseau. D'où un sursaut d'énergie de la part de nombreux responsables d'établissements. « Aujourd'hui, les devoirs sont bien plus à l'honneur qu'il y a dix ans », explique la directrice d'une école primaire parisienne. « Nous



Partisans et adversaires des devoirs à la maison continuent de s'affronter à l'école élémentaire. Les premiers semblent gagner du terrain. Officiellement contre, l'éducation nationale laisse faire.

Les réhabilitons, car nous ne voulons pas laisser l'école privée, qui a souvent conservé la pratique du travail à la maison, prendre le dessus.

De nombreux instituteurs affirment que les élèves soumis à un travail personnel obtiennent de meilleurs résultats que les autres. Plus concentrés, plus « savants », ces enfants seraient plus aptes à

affronter le système scolaire. En outre, l'apprentissage personnel prépare à l'enseignement secondaire, où les devoirs sont le lot commun. « J'ai vu des enfants arriver en sixième sans avoir jamais travaillé seuls. C'était une catastrophe », soupire Marie-Agnès, enseignante dans un collège de Rouen, avant de citer l'exemple du petit Loïc : dégoûté par des efforts auxquels il n'avait jamais été habitué, ce jeune garçon en était venu à payer un de ses condisciples qui « sous-traitait » son travail à la sortie de l'école.

### Enseignement général

Enfin, certains enseignants soutiennent que l'heure des devoirs rapproche parents et enfants, donnant aux adultes l'occasion de prouver qu'ils s'intéressent au progrès des petits écoliers. « Je connais une famille immigrée », affirme une institutrice, « où les parents se sont sentis poussés à apprendre le français pour mieux soutenir leur fils qui entre en CE 2. »

A l'inverse, des réfractaires aux devoirs s'élèvent contre cet empiètement de l'école sur la vie familiale et sur les loisirs de l'enfant.

La journée de l'écolier français, longue de six heures, semble aux parents assez chargée, et les devoirs sont la goutte d'eau qui fait déborder leur fatigue.

« Mon fils est saturé lorsqu'il revient de l'école », observe Marie-Françoise. Il n'a qu'une envie : se dévêtir, organiser son temps à sa façon. « Les devoirs fatiguent les enfants à leur travail, fatiguent de devoir mettre la main à la pâte pour expédier des exercices vécus comme des papiers, de nombreux parents réclament une trêve. » Ces devoirs s'effectuent dans un contexte d'émergence générale, qui a pour seul effet de dégoûter les enfants de l'école », remarque Sophie, dont la fille refuse tout simplement de travailler avec ses parents.

Les mères, traditionnellement chargées de veiller à la bonne marche des devoirs, se plaignent d'autant plus qu'elles rentrent tard de leur travail. « Lorsque les femmes restaient chez elles, les choses étaient plus simples, souligne Monique. Mais moi qui rentre à 19 heures chaque soir, je n'ai ni le courage ni l'énergie de batailler sur des problèmes d'orthographe... » Celles qui doivent surveiller deux ou trois enfants en même temps s'arrachent les cheveux, tandis que d'autres se déclarent tout simplement désemparées par les mystères des maths modernes ou l'écotéisme de la grammaire nouvelle. « Et puis, demande l'une d'elles, est-il vraiment efficace de vouloir transformer des gamins en bêtes à concours dès le cours préparatoire ? »

Certains enseignants s'élèvent contre une pratique qui leur paraît renforcer les inégalités entre les élèves. Les enfants d'immigrés, dont les parents ne savent parfois pas lire, souffrent constamment d'un gros handicap par rapport à ceux qui peuvent trouver une aide et des documents chez eux. « Moi, je travaille tout seul, parce que ma mère ne sait pas écrire », déclare Umir, dont les parents sont arrivés de Turquie peu avant sa naissance. Alors, quand je ne comprends pas, je rate ! » L'injustice frappe aussi ceux qui doivent travailler sur un coin de table à la cuisine, gênés par le bruit de la télévision et les distractions de toutes sortes.

Pour atténuer ces distorsions, des instituteurs « égalitaires » déclament de respecter les consignes de la circulaire de 1956, sans se laisser impressionner par les parents

pour qui un bon maître doit obligatoirement « prescrire » beaucoup de devoirs. « Je dispense tout mon enseignement en classe, explique un instituteur, et j'estime que cela suffit. Ceux qui donnent une grande quantité de travail le font pour se rassurer, pour avoir la conscience tranquille. » Seules les leçons qui ne sont pas mentionnées dans la fameuse circulaire continuent d'avoir droit de cité. La plupart des maîtres pensent, en effet, que la mémoire est un mécanisme qui doit être entraîné le plus tôt possible. Toutefois, ces instituteurs admettent généralement une exception pour la classe de CM 2, à l'approche de la sixième, les écoliers doivent se préparer à franchir un cap et à travailler seuls. « Mais attention ! souligne M. Jean Diquiero, directeur d'une école parisienne, même à ce moment-là, il faut leur donner des occupations ne nécessitant pas de documents particuliers, afin de ne pas accentuer les différences. »

### L'étude du soir

L'étude du soir organisée par les municipalités ou, de plus en plus, par des associations recueille les écoliers entre 17 heures et 18 h 30, et offre parfois un terrain d'entente aux parties opposées. Surveillés par un enseignant ou par un animateur, les enfants peuvent s'adresser à un adulte pour résoudre telle ou telle difficulté, mais doivent organiser leur travail seuls. « Là, au moins, je n'ai pas l'impression de corriger les devoirs des parents le matin ! », s'exclame une jeune institutrice. Certains points du cours peuvent même être repris pour tous les élèves, en cas d'achoppement général. « Au moins, quand on reste à l'étude, on est sûr d'avoir juste », constate Géraldine, onze ans.

Malgré la recherche d'une autre solution, le ministère de l'éducation nationale envisage une action de soutien scolaire baptisée « plan réussite ». Les enfants en difficulté des cours moyens pourraient être pris en charge, en petits groupes et en dehors de l'heure de classe, par des instituteurs qui recevraient une rémunération supplémentaire. Même si elles sont mieux adaptées à la situation, ces séances risquent toutefois de paraître bien longues aux enfants qui, d'étude en cantine, passent ainsi près de dix heures par jour à l'école.

RAPHAËLE REROLLE.

### Un intérêt éducatif limité

La circulaire du 29 décembre 1956 sur la suppression des devoirs à la maison ou en étude a commencé ainsi : « Des études récentes sur les problèmes relatifs à l'efficacité du travail scolaire dans ses rapports avec la santé des enfants ont mis en évidence l'excès du travail écrit généralement exigé des élèves. En effet, le développement normal physiologique et intellectuel d'un enfant de moins de onze ans s'accommodent mal d'une journée de travail trop longue. Six heures de classe bien employées constituent un maximum au-delà duquel un supplément de travail soutenu ne peut qu'apporter une fatigue

préjudiciable à la santé physique et à l'équilibre nerveux des enfants. Enfin, le travail écrit, fait hors de la classe, hors de la présence du maître et dans des conditions matérielles et psychologiques souvent mauvaises, ne présente qu'un intérêt éducatif limité.

En conséquence, aucun devoir écrit, soit obligatoire, soit facultatif, ne sera demandé aux élèves hors de la classe. Cette prescription a un caractère impératif, et les inspecteurs départementaux de l'enseignement du premier degré sont invités à veiller à son application stricte.

Elle ne doit entraîner ni la suppression pure et simple des devoirs ni une détérioration de l'enseignement des disciplines principales. Elle doit par ailleurs être effective et contrôlable.

Le texte précise ensuite la nature des « devoirs » qui doivent être faits en classe. Puis il traite des « études du soir », qui auraient « pour objet essentiel l'étude des leçons ». Le reste du temps disponible sera consacré « soit à des occupations individuelles », notamment la lecture, « soit à des occupations collectives » (films, disques, émissions de radio et de télévision...)

### L'INFORMATIQUE A L'ÉCOLE

NUMÉRO DE NOVEMBRE EN VENTE PARTOUT

SCOOP EN STOCK 88  
4<sup>e</sup> CONCOURS DE JOURNAUX LYCÉENS  
● Lycée ● Collège ● Fanzines

QUALIFICATIONS DU 28 OCTOBRE 1987 AU 15 FÉVRIER 1988  
9 concours régionaux avec les grands quotidiens de province  
FINALE COLLEGES FIN MARS 1988

18 équipes sélectionnées avec OKAPI  
FINALE LYCÉES 26 et 27 MARS 1988

18 équipes sélectionnées pour le :  
MARATHON DES JOURNAUX LYCÉENS ET FANZINES AU SALON DE l'Étudiant  
LES 26 ET 27 MARS 1988  
L'équipe gagnante verra ses articles publiés dans les colonnes du Monde Campus  
Le Monde  
CDL : 38, rue de Belfond, 75009 PARIS. - Tél. : 45-26-29-32.

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES  
6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-28-80-72

### « SOS tropiques »

ENTHOUSIASTE et généreuse, la jeunesse s'ouvre au tiers-monde et donne, volontiers, de l'argent. Mais pour qui et pourquoi ? Pour mieux l'informer, le Comité français contre la faim et la Ligue de l'enseignement se sont associés, à l'occasion de la Journée tiers-monde à l'école, pour produire un document de vulgarisation SOS tropiques, destiné aux enseignants et à leurs élèves. Celui-ci montre notamment que les pays en voie de développement ont une histoire, qu'ils ne sont pas seulement des terres de faim mais des civilisations riches et anciennes. Une

mappemonde, dessinée selon la projection Peters, fait ressortir leur véritable dimension, et ce que l'on appelle le tiers-monde devient les deux tiers du monde. Enfin, le CFCF et la Ligue proposent huit projets de développement en Inde, Burkina-Faso, Guinée, Pérou, Bénin-Togo, Mauritanie, Sénégal et Brésil.

(1) SOS Tropiques. Prix : 20 F. Disponible, ainsi que de nombreux documents thématiques, écrits et audiovisuels, auprès du CFCF, 42, rue Cambon, 75015 Paris, et de la Ligue de l'enseignement, 3, rue Récamier, 75006 Paris.

### « Malette de la francophonie »

DOMINIQUE GALLET, ancien animateur des Jeunes Gaullistes de gauche, et Mona Makki, libraire chilite, auteur d'une thèse remarquée sur l'enseignement du français dans son pays, se sont attachés, depuis 1981, à faire connaître les aspects les plus divers de la francophonie mondiale aux téléspectateurs de FR3 (Le Monde radio-télévision daté 22-23 février). Les télévisions d'une vingtaine d'États ont repris leurs programmes sur la chanson dans l'océan Indien, la presse en Tunisie ou Norodom Sihanouk au Cambodge.

Ils s'adressent maintenant aux enfants des écoles, avec une malette bien roi destinée aux éco-

liers des quarante pays francophones comprenant des films sur le monde francophone, des cassettes poétiques et musicales, des fiches sur une centaine d'écrivains non hexagonaux d'expression française, un dossier historique. Un instrument pédagogique remarquable, qui donne une idée de la vitalité de la francophonie africaine, arabe, antillaise ou mauricienne.

\* « Malette de la francophonie », 1 800 F. Institut pour la coopération audiovisuelle francophone, 9, rue de Cléry, 75016 Paris, tél. (1) 47-43-05-06.

Le Monde a publié en septembre un Dossier et documents hors série de 12 pages consacré à la francophonie. En vente seulement par correspondance, 13 F port compris.

### CAMPUS



#### Le jardin du silence

L'INNOVATION pédagogique est un art difficile. On le dit souvent de l'éducation nationale, ligotée par ses règlements et ses corporatismes. Mais les institutions les plus libérales n'échappent pas, elles non plus, aux déconvenues. La messagerie que vient de vivre M. Jean Kerchbron en fournit un exemple.

Depuis sept ans, ce réalisateur chevronné de la télévision proposait aux élèves d'HEC une animation originale, le Jardin des musiciens : aux déjeuners du campus ou au coin des amphit, il donnait aux futurs managers l'occasion de rencontrer des élèves du Conservatoire de Paris, venus donner un petit concert improvisé.

Fort de cette expérience réussie, il décide cette année de renforcer ce dialogue entre les musiciens et les forts en thème du compte d'exploitation. Son ambition : solliciter l'imagination et la créativité des jeunes HEC, utiliser la musique comme instrument d'une rupture avec leurs préoccupations habituelles, les entraîner à ressentir et évaluer la part de l'irrationnel qui existe dans tout marché nouveau, dans toute décision, fût-elle traduite ensuite dans le langage de la rationalité économique, sociale ou financière.

Avec le soutien de l'école, il conçoit un atelier de huit leçons consacrées à demander aux élèves, rassemblés en petits groupes, de créer chacun un modèle de société à partir d'un accord musical. Cet accord sera d'abord développé par des musiciens, puis décliné, au fil des séances, en une série de variations : des étudiants en architecture, en urbanisme, en design ou de l'école hôtelière imagineront avec ceux d'HEC des modèles de maison, de ville, d'aménagement intérieur et de gastronomie en harmonie avec la séquence musicale initiale.

Le programme était séduisant. Mais si déroutant que pas un seul élève d'HEC ne s'est porté candidat. Comme pour tous les cours « électifs » proposés au choix des étudiants, M. Kerchbron était pourtant venu présenter son projet dans le grand amphithéâtre de Jory-en-Josas. Pour éveiller la curiosité des amateurs, il avait invité M. Gilbert Trigano à expliquer le mariage aléatoire mais nécessaire de la créativité et de la gestion. Rien n'y a fait : le Jardin des musiciens est resté silencieux.

GÉRARD COURTOIS.

سكائن الازهر

# Le Monde ARTS ET SPECTACLES

« La Passion Béatrice », un film de Bertrand Tavernier

## « O saisons, ô châteaux... »

Que la **Passion Béatrice** commence, l'un des premiers films de Bertrand Tavernier, a fait rêver beaucoup d'historiens. La **Passion Béatrice**, dernière réalisation, les ravira sans doute. C'est une plongée au sein du Moyen Âge, un hommage à l'école des Annales, qui remet en honneur l'histoire des mentalités, la reconstitution du quatorzième siècle est sans faille, nous dit Jacques Le Goff, médiéviste réputé. Couleurs, lumières, gestes, vêtements, tout est vrai. Et c'est cette vérité, souligne l'historien, qui donne à l'œuvre sa densité, son poids tragique et sa morale. La vérité du Moyen Âge des matières, des sens et des apparences renvoie à la vérité intérieure des personnages. Mais cette authenticité certifiée arrive-t-elle, pour autant, à faire décoller l'épopée, le drame de Béatrice? Le respect scrupuleux des sources suffit-il à faire un film? Pour Jacques Le Goff, la réponse est oui. Michel Braudeau, en revanche, ne croit pas à ces certitudes taillées à la serpe dans l'Arnifin de l'histoire.



Bernard-Pierre Donnadiou et Julie Delpy

ELLE est haute, la haute vallée de l'Aude. Il doit y souffler un vent frais qui aurait découragé les moins braves que Bertrand Tavernier et son équipe. Ils ont tenu bon, contre la bise et la neige, dans l'après-décor du château de Puvert, et somme toute mieux réajusté que les Français contre les Anglais à la bataille de Crécy, en 1346, au début de la guerre de Cent Ans, où Edouard III mit la tête à Philippe VI et fit prisonniers, entre autres, le sire François de Cor-

temart et son fils, héros de la *Passion Béatrice*. Julie (Julie Delpy) est une diaphane et exquise pucelle, précoce ment mûrie par les événements, puisque c'est elle qui gouverna le château de Puvert et se débrouilla pour réunir le rançon de son père François et de son frère Arnaud, sauvegarder ce qu'elle peut face aux usuriers, à sa grand-mère acariâtre, en attendant le retour des prisonniers. Les courants d'air sont rudes, et les sentiments sont rudes.

Quand un soir de pleine lune le père et le fils repassaient, la surprise n'est pas des plus douces. François de Cortemart (Bernard-Pierre Donnadiou) est un homme fatigué, amer, humilié. D'une humeur à l'usage — c'est un rare exemple d'art de la scène chronique — il raconte comment ils ont été battus par les Anglais. Bien sûr, ces choses font la guerre d'une manière nouvelle, avec d'archers habiles, mais surtout, mais hélas, son fils Arnaud, ce fils, avait été entraîné de pétoche devant l'ennemi et sur son cheval, dans son armure, par une lance géante, il a dû lui porter secours et s'est fait prendre avec lui. La guerre pour eux n'aura pas eu lieu. Dur le départ pour un vilain vilain barbu, qu'on devine même un peu fébrilement il est méchant homme.

son fils, ce piteux effréné, il lui colle une robe de dorzelette, rose, et le voilà parti. Quant à sa fille, la si mignonne, il y voit sa perte et la viole tout cru. Il l'épouse, il en est fou. La petite, ne lui plaît pas, elle consulte son sorcier, demande à son frère de la faire avorter. Après quoi — quelle époque charmante, — il se lui casse qu'il plantier une épée dans le cou de papa. C'était la fin d'un monde, celui de la

Bernard-Pierre Donnadiou compose un personnage brutal que certains trouveront tragique, « possédé ». Tavernier lui a offert moins de nuances qu'Osama dans *Max mon amour*. C'est le personnage, dire-t-on. Eh bien, justement, ce n'est pas sa faute à Donnadiou, c'est la faute au scénario, qui est d'une lourdeur éternelle et où l'on enfonce des ponts-levis absurdes. Il y avait des gens subtils au Moyen Âge, et des personnages complexes. L'inceste ici est tellement au premier degré, on veut tellement nous persuader que nous assistons à une formidable épopée, du Moyen Âge français, que l'on ne croit pas longtemps à ces caractères taillés à la serpe dans l'Arnifin de l'histoire (qu'on se souvienne, en comparaison, de *Walerian Borowczyk*).

Heureusement, il y a la Julie de Julie Delpy, qui trouve à son premier rôle d'importance, une *Mauve* dans le genre. On lui promet sans hésiter un grand avenir. Pour le reste, que nous remercions le *Maître paysan* à Niaux, en Ariège, les armes en croix, Jean Jordan à Bergerac, les coiffures *Sinclair* d'Any d'Avry. Et encore une fois la haute vallée de l'Aude.

MICHEL BRAUDEAU.

## Un document d'âme

ON sait depuis *Que la fête commence* la passion de Bertrand Tavernier pour l'histoire. Une histoire qui n'est pour lui ni prétexte à reconstitution, ni décor extérieur, mais la matière même dont il pétrit ses films, crée ses personnages, dans laquelle il coule ses sentiments. Dans *La Passion Béatrice*, je trouve un Moyen Âge vrai, qui, compris, senti, assimilé en profondeur par Tavernier, contribue de façon essentielle à donner au film sa densité, son poids tragique, son élan irrésistible, sa beauté physique et morale, sa vérité.

Le Moyen Âge de Bertrand Tavernier m'apparaît authentique à trois niveaux.

Le premier, c'est celui de l'histoire. L'œuvre nous précipite dans ce temps de crise et de violence qu'a été le tragique quatorzième siècle. Vers 1360, un petit seigneur ruiné de la France méridionale revient de la captivité où l'ont tenu, avec son fils Arnaud, les Anglais après la bataille de Crécy. Blessé depuis l'enfance par la mort d'un père adoré trahi par la mère dont il a, à dix ans, tué l'amant, il revient avec une bande d'écorcheurs, l'un de désespoir, guerrier pris sans avoir combattu, après avoir découvert la lâcheté de son fils sur le champ de bataille.

De ces désespoirs, un Dieu hantise de se venger d'un Dieu qu'il hait, de se venger de lui-même qui ne se supporte plus. Pour atteindre Dieu, pour s'atteindre lui-même, il va s'obstiner à humilier, à souiller la pureté même, la meilleure part de lui-même, la chair de sa chair, sa fille Béatrice.

*La Passion Béatrice*, c'est le fulgurant calvaire qui entraîne la jeune fille de l'adoration d'un père absent à la haine de ce père, ou plutôt à ce mélange d'amour refoulé et de haine tremblante qui la conduit enfin à la décision de se sauver (ou de se perdre?) en lavant le sang de son déshonneur

dans le sang de ce père incestueux, par un parricide purification. Elle tue ou plutôt sacrifie cette victime consentante. S'appuyant sur le beau scénario et les dialogues de Colo Tavernier O'Hagan, Bertrand Tavernier a donc recréé un de ces épisodes pleins de fureur et de bruit (remarquable musique) qu'on aurait pu trouver chez un chroniqueur du temps, un Froissart par exemple.

Mais, à un niveau plus profond, l'histoire est vraie dans ce qui est devenu le gibier préféré des historiens, chasseurs du passé. Une histoire sociale présente par les images de la domination seigneuriale sur les paysans, par la rapacité du monde des bourgeois et des notaires, de l'argent et de l'écrit, qui s'alimentent, en bas de la montagne, du passage des marchands italiens et ne montent au ciel que pour le dépeupler, contre derniers chichement lâchés, de lambeaux de terre et de rares objets d'art, par la sauvagerie des écorcheurs venus des champs de bataille déserts.

### Penetration au coeur

Une histoire vraie proche de l'ethnologie, attentive au senti et au vécu des sociétés, l'historien vit le petit groupe de la famille de François de Cortemart dans un château plein d'inconfort, d'insécurité, de vides, avec ses coins de vie plus concentrée et plus chaude.

Un univers où cohabitent pauvrement le bois, le torchis, la pierre et — matériau recherché — le fer, où les hommes vivent au milieu des bêtes familières, chevaux qui marquent la noblesse et servent à la guerre, à la chasse, à la rapine, mais aussi poules et cochons (noirs, forcément noirs...), ou les poux parasites que l'on épouille discrètement, parmi les couleurs vraies des vêtements qui couvrent le corps de gris et de brun (où ressortent mieux le bleu

et le rouge — couleurs de la Vierge et du sang noble — de la robe et du manteau de Béatrice), les couleurs vraies de la nourriture — égayée par la clarté du safran — prise, selon les manières de la table de l'époque, entre l'ombre et la lumière vraie qui tombe pareillement comme au quatorzième siècle de fenêtres vraies et éclaire les gestes avec lesquels les gens mangent, dorment, s'habillaient, se lavaient ou se baignaient, suspendaient un vêtement.

Chaque geste, sans cesse en dialogue avec la nature, un étrange Midi nordique, dans une montagne sauvage, l'air couvrant de neige, où se dressent des arbres vrais et symboliques, pleins d'oiseaux réels et magiques, où apparaît parfois la pureté tranquille d'un ruisseau d'eau de ruisseau, un vent qu'on croit souffler avec les feuilles et le cœur des gens d'alors.

Un Moyen Âge des matières et des sens, des apparences, dont la vérité intérieure à la vérité intérieure des personnages (admirables Bernard-Pierre Donnadiou et Julie Delpy, mais tous les acteurs se sont faits hommes et femmes du quatorzième siècle). Car toute l'authenticité historique n'a d'autre raison que de rendre vrais les personnages. Tournant résolument le dos à la vaine psychologie qui s'étiolent tant de livres de romans et de films, Bertrand Tavernier va droit aux coeurs, aux âmes, aux passions qui se disent plus dans des actions, des gestes et des visages — vérité du cinéma — qu'en de rares, quoique justes, paroles.

Je crois que l'essentiel profond, entre Tavernier et le Moyen Âge vient de cette union tragique du corps et de l'âme qui fait le fond du christianisme médiéval. Car tout baigne ici dans le religieux et le sacré, de la pauvre paysanne qui, au moment de l'apparition du héros, cache dans la neige le cadavre nouveau-né sanglant de sa

petite fille qu'elle a tuée par misère, jusqu'à la scène shakespearienne où François — comme l'évoquent certains textes médiévaux — hurle sa double nature de loup-garou.

Les médiévistes ont reconnu dans le christianisme du Moyen Âge un étrange mélange de haute spiritualité et de pratiques magiques. Toutes les figures de saints sont de la sorcière avec son attirail de sortilèges à la main, dans laquelle s'agenouille François de Cortemart, du curé impuissant face à Satan à la lointaine hiérarchie ecclésiastique pourtant capable de faire sentir la menace d'excommunication, de Béatrice, la chrétienne toute simple qui pourtant place d'abord dans les sortilèges son espoir de se débarrasser de son père, à celui-ci, le grand blasphémateur, qui, pour mieux échapper au Dieu qu'il nie mais redoute, réclame qu'on jette son corps à la mer.

Il y a plusieurs Moyen Âge vrais. Le Moyen Âge excessif de ce film, paroxystique et pudique, me semble non seulement vrai, mais aller au fond des passions médiévales. Trois images en résonnent en moi, venant de sa lointaine vérité, l'arbre qui symbolise la malédiction dynastique, l'enracinement dans la terre, le foisonnement dans l'espace et l'aspiration vers le ciel : les enfants, qui ne sont pas au Moyen Âge, comme l'avait bien vu Philippe Ariès, des sujets, mais qui courent dans le film comme des témoins, tel l'admirable petit « idiot » et, enfin, répété par le chapelain qui en est revenu après y avoir mangé de délicieux gâteaux orientaux, par Arnaud et Béatrice, les enfants hantés par la pureté de la croisée, un mot, un rêve, un horizon : Jérusalem.

Comme les grandes œuvres, *La Passion Béatrice* est aussi un admirable document pour pénétrer au cœur du Moyen Âge, un « document d'âme ».

JACQUES LE GOFF.

AMPUS

du silence

Nanterre Amandiers

DANS LA SOLITUDE  
DES  
CHAMPS DE COTON  
Kates/Chéreau

REPRISE POUR 10 REPRESENTATIONS

avec  
Laurent Malet et Patrice Chéreau  
30 - 28 novembre

PIONNIERS  
A INGOLSTADT

Marieluise Fleisser/Bérandère Bonvoisin

avec LE FESTIVAL D'AUTUMNE

à partir du 24 novembre à 21h30

Relâche samedi et dimanche

Location: (1) 47 21 1881 et 3 FNAC

CINÉMA

« Prick up your ears », de Stephen Frears

Entre deux chaises

Au Festival de Cannes, le film avait surpris, choqué. L'effet de surprise passé, on en mesure mieux la force, mais aussi les ficelles.

DANS l'atmosphère festive du Festival de Cannes, on a pris le film en pleine figure, en plein nerf. Violent, caustique, on en a mesuré la force, la provocation de l'homosexualité dans l'Angleterre encore puritaine des années 50-60, la crudité du langage, l'authenticité d'un couple d'hommes dont l'un, Joe Orton, vampirise son compagnon auquel il a sa gloire dramatique, jusqu'à provoquer un acte...

La fièvre est retombée, c'est normal. L'œuvre, à l'écran, est toujours la même. Peut-être la voit-on autrement, l'effet de surprise s'efface. On ne va pas dire : « Ce n'était que cela », parce que ce n'est tout de même pas rien. Mais on s'aperçoit que la description des relations homosexuelles, qu'il s'agisse du couple Orton-Halliwel ou de deux autres vagues Joe Orton, a un aspect soft juste un peu canaille. Les dialogues, des mots, faisaient croire à celle des images.

En fait, le réalisme des choses du sexe est escamoté, de mœurs s'adresse à une audience moyenne dont Stephen Frears ne se prive pas de fustiger la médiocrité, les bêtises, les hypocrisies, à Londres comme à Leicester. Provocation donc, mais dans une sorte de ton « rétro ». L'Anglais de Margaret Thatcher ne saurait être concerné, même par rictus : l'homosexualité est un phénomène spécifique de la relation Orton-Halliwel.

L'habileté qu'avait mise Stephen Frears dans My Beautiful Laundrette (ce titre-là n'était pas intraduisible pour des raisons de décence) à parler, au même temps, du racisme ordinaire et de l'amour homosexuel nous a, sans doute, un peu masqué le principal défaut de Prick up your ears : une dispersion entre deux sujets, Orton et

Halliwel, par rapport à la société où ils avaient vécu et au milieu du théâtre. Orton et Halliwel ont une relation intime, qui reste en grande partie un mystère, car, malgré le film, on ne comprend pas pourquoi Orton (dont l'interprétation cynique Gary Oldman donne pas à penser qu'il pouvait avoir des scrupules) est resté si longtemps avec Halliwel, une fois passée la curiosité.

Ce n'est pas de l'ambiguïté, mais de la confusion. Stephen Frears a fait avancer alternativement ses deux sujets par des



Gary Oldman et Alfred Molina.

scènes souvent fortes, mais il est, en somme, resté entre deux chaises, et voilà que nous ne savons plus sur laquelle nous poser pour regarder jouer Gary Oldman et Alfred Molina, si extraordinaires soient-ils.

Et s'il fallait repenser tout cela selon le point de vue de Peggy Ramsey ? Avec un sourire en coin, un regard voyeur, des mains de cambrioleur et des jambes superbes, Vanessa Redgrave en fait le personnage essentiel d'une comédie dont elle seule aurait tenu les ficelles, connu les tenants et aboutissants. Elle avait vu le journal intime avant de le donner à publier. On dirait que, par le film, elle bâtit une légende, qu'elle a tout pouvoir sur la vérité indiquée, sur les secrets enfouis et sur les morts. Elle se dit « la veuve » de Joe Orton avec une ironie supérieure. On sait que ces veuves-là sont abusées. JACQUES SICLER.

Prince des voyous, ennemi de l'ordre, John Kingsley Orton a vu nombre de ses pièces représentées au Royal Court Theatre, temple des « jeunes gens en colère », avant d'être assassiné par son amant.

Il y a vingt ans, le 10 mai 1967, la police défouillait la porte d'un petit studio-gourbi dans la banlieue populaire d'Islington. Un spectacle d'horreur l'attendait : la veille,

de Prick up your Ears, est également originaire. Une famille démunie de quatre enfants, il quitte l'école à l'âge de seize ans. Deux ans plus tard, après avoir travaillé dans la sténographie et de la comptabilité, il abandonne toute idée d'un job traditionnel et décide de devenir acteur. Il vient à Londres, entre à la Royal Academy of Dramatic Arts (l'équivalent anglais de notre Conservatoire national d'art dramatique), y rencontre Kenneth Halliwel, un autre étudiant, plus âgé de sept ans, plus cultivé, plus extraverti, plus flamboyant

d'Islington. Délaissant l'art dramatique, il veut même aller à New York, mais il est arrêté par son père. Il se consacre à l'écriture. Sa première œuvre, The Ruffian on the Stair (« le Ruffian sur la marche d'escalier »), est présentée à la radio. Mais c'est Entertaining M. Sloane qui signale l'avènement de Joe Orton auteur dramatique.

Lorsqu'il décide de devenir acteur, Gary Oldman, interprète de Joe Orton dans Prick up your Ears, n'avait jamais vu une pièce de sa vie. Il savait cependant qu'il fallait passer une audition et, pour cela, apprendre un ou deux monologues. Le premier qu'il apprit était tiré de Mr. Sloane. Mr. Sloane est une pièce presque unique de Joe Orton : elle qui se présente à elle-même l'analyse brutale avec un dialogue brillant. Cela lui valut le surnom de « Oscar Wilde pour l'allocation-chômage ». Il pratiquait en effet, avec une oreille infatigable, un collage de toutes les cultures populaires, assimilait le langage des slogans publicitaires, celui des manchettes à sensation, celui des films de série B en un mélange qu'il amalgamait en un feu d'artifices d'épigrammes. « C'est la vie qui t'entraîne et t'entraîne l'Église », dit-il dans une scène plus équilibrée pour s'occuper de la mort. « On encaisse ! » dit-il au gentilhomme. Il préfère les blondes. (Loot). Et dans : « Un homme de bonne volonté, je suis bien préparé à la violence. » (Funeral Games). Pour Orton, le mot est l'arme fatale par excellence.

« Pour être destructeur, les mots doivent être irrefutables, précis. Le mot imprimé est moins efficace que le mot parlé parce que la déflagration en est moins forte. Le regard peut ignorer, glisser sur les vocables dangereux. Mais si vous parvenez à enfermer l'ennemi dans une pièce et à lui tirer votre phrase à bout portant, vous provoquez une sorte de secousse sismique. »

Joe Orton, prince des voyous, expert en chaos. Un ennemi de l'ordre. C'est ce qu'on ose à peine chuchoter, avec une dangereuse exaltation et une joie perverse. « Je dois être à la gare de King's Cross à 5 heures. J'ai rendez-vous avec un homme dans les toilettes », dit un personnage au début du Ruffian. Et son interlocuteur de répondre : « Tu viettes toujours des liesses et te débarrasses... » Par sa vie, terriblement publique, et par ses œuvres, Joe Orton secoue le public anglais laqué et conservateur, et l'establishment en raffole.

Les pièces de Joe Orton ont souvent été représentées au Royal Court, un théâtre situé en plein Sloane Square, qui jouait la carte du jeune, du nouveau, du social, du politique, du revendicatif. Ce fut le temple des « jeunes gens en colère », qui devaient signaler le renouveau du théâtre britannique — les John Osborne, Tony Richardson, Lindsay Anderson, David Hare, Edward Bond.

En 1966, Loot connaît un succès encore plus grand que M. Sloane et vaut à Joe Orton le Prix de la meilleure pièce de l'année. Le succès d'Orton et l'insuccès d'un Halliwel plongent de plus en plus dans une obscurité revendicatrice et paranoïaque conspirant à tordre leurs rapports. Jusqu'à la sanglante extrémité de cette nuit d'août 1967.

Joe Orton laisse derrière lui un journal intime (publié en 1987), un roman posthume, Head to Toe (1971), une farce noire, What the Butler Saw qui ne fut montée qu'en 1969, deux ans après sa mort, deux pièces de télévision — The Good and Faithful Servant, Funeral Games — diffusées en 1967 et 1968. Loot et M. Sloane, furent portés au cinéma, mais pas le scénario que Joe Orton écrivit pour les Beatles et qui fut rejeté par leur manager, Brian Epstein, parce qu'il était hors de question de montrer John, Paul, George et Ringo dans le même lit avec la même fille... HENRI BEHAR.

un homme avait tué son amant à coups de marteau et s'était donné la mort par des barbituriques. Un fait divers bien ordinaire, qui fit pourtant la première page de tous les journaux. L'un des deux morts s'appela Joe Orton, auteur dramatique à succès et l'un des chefs de file du nouveau théâtre anglais. Son assassinat par Kenneth Halliwel devait élever au rang de mythe.

John Kingsley Orton est né le 1<sup>er</sup> janvier 1933 à Leicester, une ville située au nord de Londres, dont Stephen Frears, réalisateur

(Orton bégayait et avait honte de son accent faubourien du Nord.)

Variation nouvelle sur le thème de Pygmalion, l'œuvre est sa première expérience homosexuelle avec Halliwel au moment précis où (à l'instar du film), sur l'écran du petit poste de télévision, Elisabeth d'Angleterre est couronnée à Westminster. Vrai ou faux ? Cette scène, Joe Orton aurait pu l'écrire.

Joe Orton et Halliwel vivront ensemble pendant seize ans dans le minuscule appartement

EPAD et ACTE EXPO présentent THÉÂTRE DE MARIONNETTES DE LA TRADITION ITALIENNE Exposition du 7 octobre 1987, au 3 janvier 1988 tous les jours, sauf mardi de 12 h à 19 h ART 4 - Foires du monde 15, pl. de la Défense, la DÉFENSE 4. Bous. : 49-00-15-96 Accès : KER sortie B, voitures parking central

GALERIE FRAMOND 40 ANS - 40 ŒUVRES A l'occasion de son quarantième anniversaire Octobre - Décembre 3, rue des Saint-Pères 75008 Paris - Tél. : 42 60 74 78

LES GALANTRIES DU DUC D'OSSONNE VICE-ROI DE NAPLES de Jean Meyer Mise en scène de Jean-Marie Villégier Comédie de l'Opéra Théâtre DU 19 AU 28 NOVEMBRE THÉÂTRE MUNICIPAL DE CAEN COMÉDIE DE CAEN

Cinéma PANTHEON 13, rue Victor-Cousin, 5<sup>e</sup> Réunis dans une seule séance, les premiers films de Jean-Luc GODARD, François TRUFFAUT, Maurice PIALAT, Jean ROUCH, François REICHENBACH, Jean RENOIR.

CHALIOT LE SOULIER DE SATIN Paul Claudel - ANTOINE Vitez GRAND THÉÂTRE 47.27.81.15 Du 8 NOVEMBRE AU 20 DÉCEMBRE Joué en semaine en 7 soirées. Le dimanche en continuité de 17 h à minuit. Relâche lundi et mardi.

THÉÂTRE DE GENEVILLIERS CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL TELEPHONE 47 30 30

UNE BELLE JOURNÉE D'AOUT 1.9.1.3 VARIATIONS AUTOUR DE L'HOMME QUALITÉS ET AUTRES TEXTES VIENNOIS TEXTE ET MISE EN SCÈNE DOMINIQUE DUCOS DU 10 NOVEMBRE AU 6 DÉCEMBRE avec : Stéphane Braunschweig, Jeanne Carré, Caroline Chaniolleau, Yann Collette, Jean Dautremay, Osvaldo Domini, Frédéric Ledigens, Laurence Mayor, Dominique Raymond, Fred Ulyse, Szymon Zaleski, Danusia Zarazik

JUSQU'AU 6 DÉCEMBRE ATHÈNÉE ELVIRE JOUVET 40 MISE EN SCÈNE BRIGITTE JACOBS AVEC PHILIPPE CLEVENOT MOULIERE 87 DU MEILLEUR COMÉDIEN DE 1986

GALERIE EVERARTS 8, rue d'Argenson Paris 8<sup>e</sup> EMILE DESCHLER DU 17 AU 28 NOVEMBRE

LE PRINCE ET LE MARCHAND d'après L'ÉPIQUE DE DOSTOËVSKI Une lecture de voix d'acteur. LE MONDE Une mise en scène d'ELISABETH MARIE à la fois précise et discrète... deux voix et deux regards très beaux, très vifs : ceux de BERNARD BLOCH et de SUZANNY SARRÉ-MACARY. L'ÉPIQUE ATALANTE 12, PLACE CHARLES DUMAS 20 h 30 DIMANCHE 17 h RELACHE MERCREDI

Découvrez aujourd'hui les peintres de demain EN PERMANENCE ÉCOLE NORMANDE CONTEMPORAINE GALERIE VICTOR-HUGO Place Victor-Hugo 81, rue Diderot, 75118 Paris Du mardi au samedi 14 h à 19 h et sur rendez-vous TEL. 46-91-28-01

Les nouveaux journaux télévisés au banc d'essai. Comment une même info est-elle traitée sur les 5 chaînes ? La couverture privé/public a-t-elle changé l'information télévisée ? Quel est le présentateur préféré des français ? Le plus impartial ? Comment les politiques jugent-ils l'information à la télé ? Pêle-mêle, quelques-unes des questions qui ont orienté la nouvelle grande enquête que Télérama publie dans ses numéros des 11 et 18 novembre. Une grande enquête de Télérama, l'hebdo culturel chez votre marchand de journaux.

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

VOYOUS

VENTE

La collection Renand au Théâtre des Champs-Élysées

Drouot à l'heure de Londres

Les commissaires-priseurs parisiens vont, avec la vente de la collection Georges Renand, inaugurer leur nouvelle salle de prestige, le Théâtre des Champs-Élysées. Une opération qui devrait marquer le début d'une stratégie nouvelle destinée à contrer les grandes compagnies londoniennes.

commença à collectionner vers 1920, la cinquantaine passée. Avec la fougue et la passion d'un pur amateur, sans esprit de système ni souci spéculatif. Son premier achat fut un nu de Bonnard. Le deuxième, un primitif. Il dédaigna ce qu'il n'aimait pas — les surréalistes, les abstraits. Il n'acheta ce qu'il aimait plus — il céda ainsi, d'un coup, l'ensemble.



George Seurat : « La Femme au panier », donée au crayon encausté vers 1881.

velle salle de prestige, Drouot-Montaigne, aménagée dans l'enceinte du Théâtre des Champs-Élysées récemment restauré. Les grands-messes du mardi de l'art sont toujours, martelés au poing, dans leur parer, pendant deux semaines, dans la salle même du théâtre. L'ancien fumoir (1 000 m2) sera ouvert toute l'année, parfois en nocturne. Les visiteurs et les acheteurs pourront y voir des œuvres exposées plus longuement, dans un cadre idéal et lumineux qui manque au salon de la Compagnie, rue Drouot.

L'autre volet de la création de Drouot-Montaigne est la mise en œuvre d'une nouvelle politique : l'organisation de ventes thématiques. Des objets de même famille, réunis par plusieurs études, seront présentés sous un seul label, avec un unique catalogue, même si plusieurs commissaires-priseurs doivent succéder à la vente. C'est ce qui s'est passé avec la vente Renand : les cinq heures ont confié leurs intérêts à cinq commissaires-priseurs, qui ont eu la mission de l'évaluer. « Drouot-Montaigne est un point de ralliement pour les objets, il doit le devenir aussi pour les hommes », dit Job-Marie Millet, le président de la Compagnie qui a beaucoup travaillé pour la création de ce nouvel espace. « En 1992, rappelle-t-il, les marchés européens seront réunis dans une seule salle pour nous

regrouper d'une manière ou d'une autre. Si nous n'y arrivons pas, nous avons toutes les raisons de nous tourner vers les grandes compagnies anglaises. »

Pour être présent sur le marché international, une innovation paraît s'imposer. Il n'est pas sûr que les commissaires-priseurs parisiens, dont l'individualisme a souvent poussé jusqu'à l'absurde. Ce nouveau label international ? Les derniers ont tendance, aujourd'hui plus qu'autrefois, à se tourner vers Sotheby's ou Christie's lorsqu'il s'agit d'une transaction internationale. On l'a vu récemment pour la vente du mobilier de Zola, au salon du mobilier de château de la Roche-Guyon.

Drouot doit se gérer comme une entreprise, dit un président, qui réalisera une loi de plus en plus d'efficacité de sa profession : « Les compagnies anglaises ont obtenu à 5 %, constate-t-il. Des points de succès sont ceux qui ont permis, en 1986, un taux de 3 % sur les œuvres européennes. » Entre l'État et les confères, cela fait beaucoup de succès à la fois.

EMMANUEL DE ROUX.

Le 11 novembre, Drouot-Montaigne, 15, rue Montaigne, Paris, le 20 novembre, de 19 à 30. Exposition, le 19 novembre, de 10 heures à 14 heures, et le 20 novembre, de 10 heures à 17 heures.

Un Bonnard, deux Modigliani, trois Cézanne, quatre Matisse, autant de Vuillard et six Corot ; huile du Douanier-Rousseau, esquisses de Van Gogh, pastel de Toulouse-Lautrec, dessin d'Ingres ; des œuvres de Marquet, Gellion Redon, Rodin, Dufy et Van Dongen ; cet ensemble sera exposé en quatre parties, le samedi 20 novembre. L'événement verra la peine d'être noté : il y a bien longtemps que l'on a pas vu sur les bords de la Seine une paroi de tableaux. Il s'agit de la collection Georges Renand, camarade de régiment du fondateur de La Samaritaine, ogéant des grands magasins à la mort de celui-ci, en 1920, avec Gabriel Cognac.

Ce brillant commercial, qui travailla pendant vingt ans au Crédit lyonnais, où il occupa les fonctions de secrétaire général,

Les quarante-cinq œuvres mises en vente sont estimées à 250 millions de francs : 40 à 50 millions de francs pour la Belle Romaine, un nu de Modigliani ; 30 à 40 millions de francs pour les Toits de Van Gogh ; 14 à 18 millions de francs pour la Conversation de Matisse. Si les prix ne s'envolent pas trop, on peut légitimement espérer que certaines de ces œuvres pourront entrer dans les collections nationales. Pour la Périssoire de Seurat, artiste dont nos musées sont cruellement démunis, il faudra sans doute déboursier 2 millions de francs. Le Portrait de Mme Chamouillet et le Jeune Homme assis, poitrine dévoilée de Corot sont estimés entre 2 et 3 millions de francs, comme le Maréchal-Farrand anglais, une toile de Gérardou, d'une facture assez rare, ou le beau Paysage d'Alger du Douanier-Rousseau, daté 1890.

Mais cette vente, organisée par la Compagnie des commissaires-priseurs parisiens, doit également inaugurer leur nou-

La semaine de Marrakech Le rêve d'un festival

MUSIQUE

La première Semaine musicale de Marrakech a ouvert le festival qui pourrait être à l'avenir un lieu de rencontres entre cultures du monde entier, dans la plus belle ville que l'on puisse imaginer pour les recevoir, carrefour du Nord et du Sud, de l'Orient et de l'Occident.

Eve Ruggieri et présidé M. Ahmed Aïsoûl, ministre d'État, avait attiré un public nombreux, marocain et français. La pleine Lune elle-même, escortée de la brillante Vénus, s'était levée derrière l'orchestre pour écouter les airs de Mozart chantés par Barbara Hendricks, dont la voix de velours scintillait de bijoux comme une fiancée du Sud (elle allait donner après un ravissant récital Brahms, Fauré, Strauss).

Mais le froid, exceptionnel pour la saison, égalé par une pluie diluvienne, également exceptionnelle, semble avoir rafraîchi les ardeurs, et les concerts suivants, qui devaient des flots de musique baroque (Bach, Telemann, Haendel, Bocccherini, Haydn...), furent moins fréquentés. Le niveau artistique s'en ressentit, et le Nouvel Orchestre philharmonique parut un peu démotivé par une atmosphère de vacances. Avec un homme à poigne Marek Janowski, capable de hisser cet orchestre à un très haut niveau, ainsi que l'ont prouvé ses récentes tournées internationales, cette semaine de Marrakech aurait pris une tout autre allure.

Mais il y eut d'autres initiatives intéressantes, comme celle de faire entendre aux mélomanes européens, dans le luxueux hôtel Tichka, de des meilleurs orchestres de musique arabo-andalouse, celui de Fes, sous la direction du vieux maître Haj Abdelkrim Raïs, en un concert retransmis en direct à la fois par France-Musique et les radios suédoise et italienne. Cet ensemble nombreux, qui se consacre à la musique de cour née en Andalousie l'an 1000, comprend, à côté des violons et



Jeune fille marocaine des « Aïssouas ».

altos (tenus verticalement), des instruments orientaux tels que le oud (luth), le rebab (vièle à archet), le tîr (tambour de besque), le darbouka (tambour en poterie) et le qasnoom (cithare). Les pièces instrumentales à vocales de cette « nouba » traditionnelle progressaient peu à peu en intensité à travers des formules rythmiques variées, l'écriture très monodique était agrémentée par une diversité d'attaques donnant au son une vie et une vibration particulières. Pourtant, cette musique d'apparat nous a semblé assez éloignée de la puissance poétique et de la richesse d'improvisation qui règnent en d'autres musiques orientales, même si certains solos, de chant surtout, atteignaient à une grande beauté, rappelant parfois notre musique

populaire berbère. Quatre instruments pétillants, aux moustaches farouches, venus de la fameuse place Jemaa-el-Fna, illustraient une réception : un joueur de rebab à l'intonation courbe, deux luthistes et un percussionniste, frappant sur le moyen de rose d'auto, enchaînant des morceaux endiablés, mêlés de chants, de claquettes, de danses et de saynètes mûsses.

Des lieux privilégiés

Dans le corridor se profilaient timidement les habitants berbères du derb (quartier), attirés par les sons familiers, un vieil homme cheu, une femme, la tête enfermée dans un délicat voile bleu, deux jeunes qui peu à peu se mirent eux aussi à frapper dans leurs mains et à chanter. Les assistants épingleaient des billets sur le fez des musiciens, qui répliquaient en improvisant de plus belle : « Qu'Allah vous bénisse de votre patience. Mes amis, quelle belle soirée ! »

Avec des formes diverses, la musique de Marrakech aura du moins fait une percée et permis de voir l'avenir de ce festival qui devrait être sublime à l'image de la ville.

Musiciens de lieux privilégiés semblent y attendre la musique. Au palais d'El Bahja, à côté de la cour d'honneur pour les concerts symphoniques, on pourrait imaginer des musiques de chambre dans les salons, des récitals et des récitals orientaux dans les patios, et même, partout en même temps, une de ces œuvres à foyers multiples qu'aiment nos contemporains, où l'on passe d'une pièce à d'une autre à l'autre comme on va dans le sabbat d'artisan en artisan.

Tout près, le musée Dar-Si-Saïd renferme les salles plus calmes, et, non loin, les ruines rouges d'El Badi « l'incomparable », où se déroulera le Festival du folklore, offriront un décor aussi fantastique que le musée de l'artisanat pour des gigantes-

ques spectacles à la manière de Xenakis.

Dans l'admirable médina Ben Youssef (ancienne médina de théologie) du seizième siècle, livre de pierre où les terrasses du Coran, entrelacés de fleurs, rayonnent sur les murs, les musiques religieuses de l'Orient et de l'Occident se mêleront. Et que ne pourrait-on imaginer à la Ménara, devant le pavillon pyramidal à tuiles rouges et les minarets de l'Atlas, ou les minarets multipliés de l'Aghedal, au bord des miroirs d'eau, les étoiles de nuit, quand on se rappelle les messages mystérieux du Sternklang de Stockhausen se répandaient en jardin en jardin, dans le parc Delgosa des tours multipliées lors du Festival de Chiraz ?

C'est bien en effet aux fastes de la révolution khomeïniste qu'on pense instantanément à Marrakech. Comme dans la vieille ville persane de Hafiz, il faut voir large, organiser une fête qui soit pour tous, les Marocains et les Européens, les foules et l'élite, où confluent les musiques populaires et populaires de nombreux pays, car on ne peut douter que ce peuple si musicien ne soit sensible à des traditions proches, du Maghreb et du Machrek, mais aussi de l'Irak et de l'Iran, et au-delà, de l'Inde ou de Bali, sans oublier les musiques d'Afrique noire, voisines par-delà le désert, ou ce carrefour du Nord et du Sud, de l'Orient et de l'Occident.

Les merveilles de Marrakech font rêver quelque peu délirer. Du temps où beaucoup d'argent seront nécessaires pour transformer l'audacieuse de Latif BenSeddik de Radio-France en un grand festival. Rien ne pourra se faire sans l'appui royal, dont les ministres présents sont prêts à se porter garants, et sans l'aide d'un organisateur ayant l'expérience et l'imagination requises pour un tel projet.

JACQUES LONCHAMPT.

Publicity for 'Le Souffrir des Journaux' featuring a bottle of wine and text: 'RIE FRAMOND 40 ŒUVRES', 'Le Souffrir des Journaux', 'Après un hommage à Ravel qui, déjà malade, fit au Maroc un de ses derniers voyages, le concert officiel d'ouverture, présenté par'.







Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi...

Mercredi 11 novembre

TF 1

20.30 Variétés: Sacré sacré. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invité: Michel Serouf. 22.10 Magazine: Saper sexy...

A 2

20.30 L'heure de vérité. L'invité: Jacques Toubon répondra aux questions d'Alain Duhamel, Albert Roy, François-Henri de Vienne...

FR 3

20.35 Magazine: Thalassa. A l'occasion du quatre centième anniversaire de l'invention, Georges Prunard se trouve en direct de Santorin...

CANAL PLUS

21.00 Plus: Cours privé. Film français de Pierre Granier-Deferre (1986). Avec Elizabeth Bourgoin, Michel Aumont...

22.25 Flash d'information. 22.30 Cinéma: Soudain nouvelles séries...

LA 5

20.30 Variétés: Coltrane. Emission de Stéphane Collaro. 21.45 Série: La loi de Los Angeles...

M 6

20.30 Série: Dynamis. 21.20 Série: Falcon Crest. Odyssée. 21.10 Journal. 22.20 Météo. 22.25 Série: Les espions...

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Suisse, de la Belgique, du Canada...

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 6 mai au Victoria Hall de Genève): Impressions brésiliennes, de Respighi...

Jeudi 12 novembre

TF 1

11.00 Magazine: Pensée sur le 16. Animé par Christophe Dechavanne. Mode, littérature, cinéma, théâtre...

A 2

18.15 Série: Ma sorcière bien-aimée. L'art d'être grand-père. 18.45 Jeu: Des chiffres et des lettres...

FR 3

18.30 Fantaisie: La Liberté Stéphanie. De Georges Coulanges. Avec Agnès Torrent, Philippe Jutreau...

CANAL PLUS

17.20 Cabos exot. 17.45 Série: Superman. 18.15 Flash d'information. 18.16 Mytho-Folies. 18.25 Dessin animé...

18.00 Journal. 19.30 Jeu: La roue de la fortune. 20.00 Journal. 20.25 Météo. 20.28 Série: Questions à domicile...

LA 5

17.20 Dessin animé: Charlotte. 17.45 Dessin animé: Paul et la ville. 18.15 Série: La petite maison dans la prairie...

M 6

17.45 Série: Hawaii. 18.00 Journal. 18.15 Météo. 18.20 Série: La petite maison dans la prairie...

FRANCE-CULTURE

20.30 Profil perdu. Bernard Grottesco. 21.30 Nouvelles des Deux Indes. 10. Le couvreur des dernières fêtes...

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 8 novembre 1987, salle Pleyel): Poème lyrique op. 15, de Glazounov...

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4612. 1 2 3 4 5 6 7 8 9. I II III IV V VI VII VIII IX X XI

HORIZONTALEMENT

I. Un nombre. II. Rester à côté. III. Qui du... cracher. IV. Un... dans la Loire-Atlantique...

VERTICALEMENT

I. Des femmes qui ne manquent pas de charme. II. Peut être un auxiliaire de police...

Solution du problème n° 4611

Horizontalement: I. Anaba. Io. II. Tripot. Ru. III. Lise. Aser. IV. An. Polo. V. Soissons. VI. Ilienne...

CARNET DU Monde

Décès

M. et M<sup>me</sup> Robert Schaefer, M. et M<sup>me</sup> Roland Domergue, M. et M<sup>me</sup> Jean-François Domergue...

M<sup>me</sup> Renée Charles DOMERGUE

survive le 6 octobre à Paris, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Le service religieux sera...

Le 12 novembre, à 13 h 45, en l'église anglicane St-Georges, 7, rue Anguste-Vaquerois, 75016 Paris.

M. et M<sup>me</sup> Robert Maze-Sencier

et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Guy de Riedmatten et leurs enfants...

M<sup>me</sup> Jacques MAZE-SENCIER

survive le 9 novembre 1987, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Logis de la Broue

16450 Saint-Claud. M<sup>me</sup> Elizabeth Salafia, ses enfants et petits-enfants...

M. Yves SALAÜN

agréé de l'Université, professeur titulaire à l'Institut français de Royaumont, surville le 29 octobre 1987, dans sa quatre-vingt-troisième année.

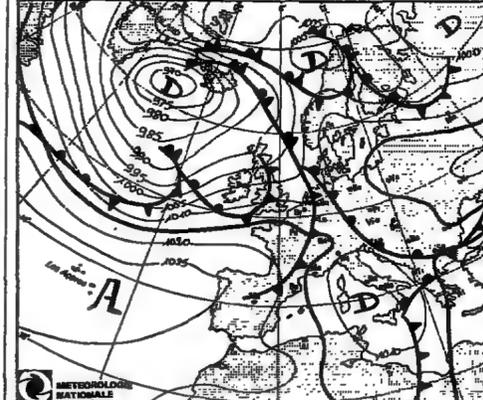
41 Carbery Ave., London W.39AD.

Soutenances de thèses

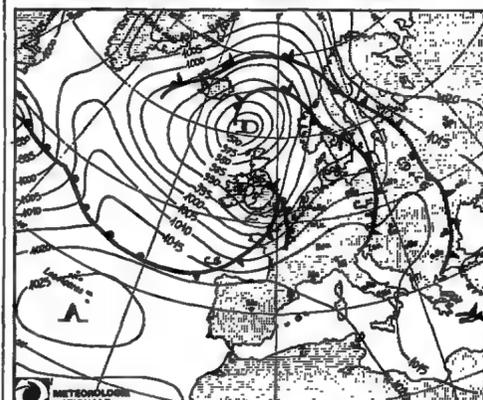
Paris-III: le jeudi 12 novembre, à 8 h 30, salle Bourjac, M. Bernard-Salafia...

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 NOVEMBRE 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 13 NOVEMBRE A 0 HEURE TU

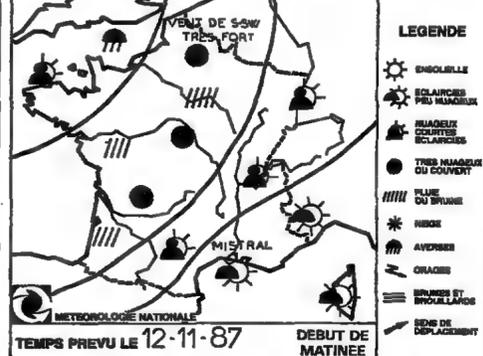


Evolution probable du temps en France entre le samedi 11 novembre à 0 h TU et le jeudi 12 novembre à 24 h TU.

La France est soumise à un flux zonal océanique. Les perturbations se succèdent rapidement sur notre pays...

Le 12 novembre, le soleil sera généralement voilé par les nuages. Le mistral faiblira en cours de matinée...

Le 13 novembre, le temps sera généralement nuageux. Les températures seront voisines de celles du 12 novembre...



TEMPÉRATURES maximales - minimales - temps observé

Table with columns for location, max temperature, min temperature, and observed temperature for various cities in France and abroad.

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France 1 heure légale moins 2 heures en été, 1 heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

L'expression des élus des DOM-TOM sur RFO

Le président du conseil général de Guadeloupe, M. Dominique Larilla, se dit « amer » et ne comprend pas le « peu d'intérêt »...

Accord entre Canal Plus et le BLIC

La chaîne à péage et le BLIC de liaison des industries cinématographiques regroupant producteurs, distributeurs et industries techniques...

Economie

SOMMAIRE

Le dollar avait de nouveau chuté, dans la journée de mardi 10 novembre, sur les marchés de New-York, Zurich et Francfort.

Le dollar avait de nouveau chuté, dans la journée de mardi 10 novembre, sur les marchés de New-York, Zurich et Francfort.

qu'il détiendrait dans le secteur bancaire (voir ci-dessous).

BILLET

Dangereuse cacophonie

Les petites phrases assassines ou rassurantes se succèdent à un rythme qui brouille chaque jour un peu plus la perception, déjà à court terme, des marchés.

Nouvelle baisse du dollar et des marchés boursiers

Attente et inquiétude

La journée de mardi 10 novembre a encore été très agitée sur les places financières. Le dollar, d'abord, a battu une fois de plus ses records de baisse.

change. On était attendu pour la semaine à 133,20 DM, après que le quotidien le New York Times ait prédit à un assasin selon lesquels le gouvernement des Etats-Unis souhaite que le billet vert glisse encore pour réduire le déficit commercial du pays.

de baisser tant que les déséquilibres actuels du commerce mondial ne seraient pas corrigés. Cela signifie, en clair, que les énormes excédents allemands et japonais doivent être réduits, de quoi on se force, quinon répondant, on le sait, dans de nombreux milieux aux Etats-Unis, notamment au Congrès.

fiévreusement initial, le cours se stabilise à 1,2 %. Au marché, le châte se poursuivait à Francfort, avec un recul de 7,3 % qui atteignait 10 % pour les titres de sociétés exportatrices donc vulnérables à la baisse du dollar comme Siemens (-10 %).

Parfois une baisse du dollar qu'une réaction affirmée, un matin, M. James Baker, secrétaire américain au Trésor. Le moralisme américain a suffisamment baissé, le lendemain, le président Reagan. Commencé par mettre de l'ordre dans les budgets, les vertueux Allemands ou les Japonais dont la patience, de toute évidence, s'évite soigneusement. Baissez vos taux d'intérêt pour limiter les conséquences d'un peu de rigueur sur les Etats-Unis et nous reprendrons le fil du dialogue, répliquent les Etats-Unis. Envoyé l'espoir d'une nouvelle impulsion à la concertation glorieuse lors de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international, quinze jours avant le « lundi noir » du 18 octobre, à Wall Street ?

La série noire continue. Pour la quatrième fois (1) depuis le 19 octobre, la Bourse à New York a plongé de 6,28 %. Rien ne permet d'affirmer que ce soit la dernière secousse. Ancien spécialiste d'ose d'ailleurs avancer de prévisions. Les boursiers attendent plutôt avec une certaine appréhension la reprise du marché jeudi, après la commémoration de l'Armistice. Ils craignent la réaction de panique des petits porteurs qui pourraient augmenter leurs ventes, tout comme d'ailleurs les professionnels, au vu des mauvaises performances des autres Bourses étrangères.

ajoutés les reculs de Wall Street et la Bourse de Tokyo et également l'échec de la cotation de Suez. Lundi, la spirale des privatisées avait perdu 17,66 % sur de sa première année avec près de 2 millions de titres échangés. Il n'en fallait pas plus pour accroître le pessimisme ambiant.

as public. Tout comme lors de la première cotation, l'ensemble des ordres de vente n'a pu être exécuté. Globalement, on y incluant les 836 500, il avoisinait le million. Aux investisseurs étrangers qui auraient vendu d'importants blocs de titres comme la veille se sont ajoutés les petits porteurs. Ces derniers réalisent qu'ils ont perdu près de 20 % par rapport au prix d'offre publique de vente de 317 F.

La politique des privatisations

L'Etat cède ses participations financières bancaires minoritaires

L'Etat cédera, avant le 31 décembre 1987, aux sociétés mixtes, les participations minoritaires qu'il détient encore dans des groupes bancaires privés. 49,7 % dans le Crédit du Nord, filiale de Paribas, et 49 % (au travers du Consortium français de participations bancaires) dans l'Européenne de banque, l'Union de banque de Paris et la Banque Caux, filiales du Crédit commercial de France.

Une logique imperturbable

Si l'on a bien une chose que l'on ne peut reprocher à M. Balladur, c'est de ne manquer de suite dans les idées. La tournure que prennent les marchés financiers ne le déçoit pas d'un pouce de la mission de privatisation qu'il s'est assignée. Le mardi 10 novembre, alors que la Bourse de Paris affichait une nouvelle et forte baisse, le ministre de l'Economie faisait savoir que l'Etat se défendait, avant le 31 décembre 1987, au profit de Paribas et de Crédit commercial de France, des dernières participations minoritaires qu'il détenait encore dans les filiales de ces groupes bancaires retournés au privé.

AFFAIRES

Abu Dhabi aurait acquis 5 % du capital de Total

Selon le Times, Abu Dhabi Investment Authority (ABIA) aurait acquis 5 % d'actions de Total Compagnie française des pétroles. Cette acquisition aurait été réalisée au fil des mois qui ont précédé l'actuelle crise boursière.

Le tribunal de commerce refuse de nommer un administrateur provisoire chez Machines françaises lourdes

Le président du tribunal de commerce de Paris a refusé, le mardi 10 novembre, la nomination d'un administrateur provisoire chez Machines françaises lourdes (MFL), dernier pôle de regroupement de la machine-outil encore en vie, estimant qu'une telle décision n'est pas pour l'instant justifiée. Un conseil de surveillance devait se réunir jeudi pour décider du sort de MFL.

Le tribunal de commerce refuse de nommer un administrateur provisoire chez Machines françaises lourdes

Le tribunal de commerce de Paris a refusé, le mardi 10 novembre, la nomination d'un administrateur provisoire chez Machines françaises lourdes (MFL), dernier pôle de regroupement de la machine-outil encore en vie, estimant qu'une telle décision n'est pas pour l'instant justifiée.

Lever un préalable

Qui plus est, pour renflouer le Crédit du Nord, il faut prévoir une augmentation de capital de 750 millions de francs que Paribas entend bien faire assumer pour moitié par l'Etat. Ce qui fut fait. L'économie n'est a priori du bon.

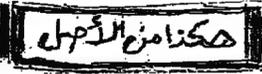
Les Journées nationales pour la Sécurité sociale

Le ministre de l'Économie, Jacques F. V., a annoncé, le mardi 10 novembre, que la participation d'Etat dans le capital de MFL est démissionnée, le 29 octobre, le conseil de surveillance - composé essentiellement de représentants d'entreprises publiques ou parapubliques - est toujours en fonction; en conséquence, l'Etat démissionnerait de sa participation dans MFL.

Le tribunal de commerce refuse de nommer un administrateur provisoire chez Machines françaises lourdes

Le tribunal de commerce de Paris a refusé, le mardi 10 novembre, la nomination d'un administrateur provisoire chez Machines françaises lourdes (MFL), dernier pôle de regroupement de la machine-outil encore en vie, estimant qu'une telle décision n'est pas pour l'instant justifiée.

Marginal notes and text from the right edge of the page, including 'REPÈRES' and various handwritten notes.



Economie

REPÈRES

Commerce extérieur

Réduction de l'excédent japonais

L'excédent commercial japonais s'est inscrit à 6,81 milliards de dollars en octobre contre 7,43 milliards un mois plus tôt, annonce le ministère des finances.

Monnaies

Le forint dévalué de 5 %

La devise hongroise, le forint, a été dévaluée de 5 % vis-à-vis des devises convertibles, à compter du mercredi 11 novembre.

SOCIAL

Le rapport Riboud sur les nouvelles technologies

'Faire évoluer le travail des hommes en même temps que leurs outils'

M. Antoine Riboud a choisi un ton délibérément optimiste dans le rapport sur les nouvelles technologies (1) qu'il a remis, le mardi 10 novembre, à M. Jacques Chirac.

Une approche consensuelle

Le rapport Riboud avance comme deuxième recommandation de « repenser l'investissement productif ». Dans le choix d'une nouvelle technologie, il est d'avis que...

Deux Journées nationales pour la Sécurité sociale

Près d'un millier de personnes sont invitées aux deux Journées nationales des États généraux de la Sécurité sociale organisées par le gouvernement le jeudi 12 et le vendredi 13 novembre à Paris.

RECTIFICATIF

Dans l'article sur la révolutions du traitement des fonctionnaires (le Monde du 11 novembre), la fin d'une phrase a malencontreusement disparu.

La CEE lance un programme spécial d'aide aux pays africains les plus pauvres

Les ministres des Douze chargés de la coopération, qui étaient réunis le lundi 9 novembre à Bruxelles, ont approuvé un programme spécial de 100 millions d'ECU, soit 700 millions de francs, en faveur des pays les plus pauvres et les plus lourdement endettés de l'Afrique subsaharienne.

BRUXELLES (Communauté européenne) de notre correspondant

Ce nouvel effort, qui vient s'ajouter à l'aide financière accordée au titre de Lomé III, témoigne de la volonté de la Communauté de s'engager comme partenaire actif dans les débats concernant la politique de réforme économique.

Le rapport Riboud sur les nouvelles technologies

'Faire évoluer le travail des hommes en même temps que leurs outils'

Les entreprises sont invitées à « ne pas se précipiter dans une démarche technique ». Il s'agit de « déterminer des axes majeurs de stratégie (...)

Une approche consensuelle

Le rapport Riboud avance comme deuxième recommandation de « repenser l'investissement productif ». Dans le choix d'une nouvelle technologie, il est d'avis que...

Deux Journées nationales pour la Sécurité sociale

Près d'un millier de personnes sont invitées aux deux Journées nationales des États généraux de la Sécurité sociale organisées par le gouvernement le jeudi 12 et le vendredi 13 novembre à Paris.

RECTIFICATIF

Dans l'article sur la révolutions du traitement des fonctionnaires (le Monde du 11 novembre), la fin d'une phrase a malencontreusement disparu.

MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 10 nov. ■

Décontenancé

Wall Street a, de nouveau, cédé à la baisse mardi, sans que rien puisse laisser préager une reprise après trois séances consécutives de repli.

LONDRES, 10 nov. ↑

Timide reprise

La forte baisse enregistrée à l'ouverture du Stock Exchange a été effacée dès la mi-journée de mardi, et le marché a repris son cours normal.

TOKYO, 11 nov. ↓

Forte chute

La Bourse de Tokyo a poursuivi son mouvement de baisse mercredi 11 novembre. L'indice Nikkei a clôturé à 21 036,76 yens, en baisse de 649,70 yens par rapport à la séance de la veille.

Table with columns: VALEURS, Cours du 10 nov., Cours du 11 nov. Lists various stocks and their prices.

Table with columns: VALEURS, Cours du 10 nov., Cours du 11 nov. Lists various stocks and their prices.

LONDRES, 10 nov. ↑

Timide reprise

La forte baisse enregistrée à l'ouverture du Stock Exchange a été effacée dès la mi-journée de mardi, et le marché a repris son cours normal.

NEW-YORK, 10 nov. ↓

Décontenancé

Wall Street a, de nouveau, cédé à la baisse mardi, sans que rien puisse laisser préager une reprise après trois séances consécutives de repli.

M. Duisenberg, président de la Banque des règlements internationaux

Le gouverneur de la Banque centrale du Pays-Bas, M. Wim Duisenberg, a été élu, le mardi 10 novembre, président de la Banque des règlements internationaux (BRI) par le conseil d'administration de l'institution.

FAITS ET RÉSULTATS

Thomson-CSF a une filiale à salaires... Hoesch prendrait la majorité du groupe... OPA de Granada sur Electronic Rentals... Hoesch voterait au secours de PHB-Weserhütte.

CONCOURS LE MONDE DU VIN COMMANDEZ VOS NUMÉROS MANQUANTS. Cochez les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en franco de port.

Table with 7 columns: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, ÉCONOMIE, ARTS ET SPECTACLES, SERVICES, MINITEL. Lists various news items and their page numbers.

Les remous au PR

La solidarité face aux attaques du RPR n'a pas masqué l'affrontement entre M. Léotard et M. Giscard d'Estaing

« Cette fois, il est exagéré... » Dans les couloirs du Palais-Bourbon, le mardi 10 novembre, M. Jean-Claude Gaudin a pris sa grosse voix pour faire croire à sa colère.

sortie publique, M. Gaudin avait été encore plus sec. Il s'en était pris notamment à M. Alain Juppé et surtout à M. Bernard Pons, qui, secrétaire général du RPR du temps où M. Barre était à l'hôtel Matignon, avait mené la fronde chrétienne contre son gouvernement.

menacé jamais. Le secrétaire général du PR a dû se défendre de sa volonté de s'en prendre aux giscardiens, après avoir retiré la responsabilité des élections à M. Michel d'Ornano : « L'idée de l'excitation est absurde : il me suis battu pour que les barrières se sentent chez eux au PR ». M. Léotard s'est presque mis en colère : « Je n'accepte pas le doute sur mes sentiments à propos de Giscard ».

Au conseil municipal de Lille

« Rénovateurs » et communistes « orthodoxes » se séparent

Il y aura désormais deux groupes communistes au conseil municipal de Lille. Composés de dix élus depuis les élections de 1983, le groupe du PCF s'est cassé en deux parties égales. La composition du nouveau groupe des élus « renovateurs communistes », appelant au soutien de M. Pierre Juquin, devait être annoncée officiellement le mercredi 11 novembre.

groupes communistes officiels. A Brest (Finistère), où la gauche est dans l'opposition, trois des quatre conseillers municipaux communistes ont constitué un groupe renovateur, le 24 octobre, et la majorité du groupe d'Aigues-Mortes (Gard), dirigé par M. Sédol Colombini, ex du PCF, a fait de même le 29 octobre.



Onzième partie Kasparov parachève son « hold-up »

Ayant mis sous enveloppe, une fois de plus, le meilleur coup possible (41... Tg7), Kasparov a exécuté en neuf coups Karpov dans la reprise de la quatrième partie, le mardi 10 novembre. Pour beaucoup d'experts, le challenger n'a repris cette partie que pour voir ce coup, car, sur tout autre choix du champion du monde, le gain, pour les Noirs, aurait été long et difficile.

L'affaire Michel Droit

La Cour de cassation a mesuré sa réaction aux critiques de la presse

Trois heures et demie ont été consacrées aux travaux de la Cour de cassation, réunis le mardi 11 novembre en audience générale sous la présidence de M. Simone Weil, premier président, pour statuer de la forme que prendrait leur réponse aux critiques de la presse dont la haute juridiction a fait l'objet à propos de l'affaire Michel Droit, et de la suspension temporaire de juge Claude Grellier, à qui le conseil avait été nommé le 10 novembre.

était l'indignation. Plusieurs magistrats ont attaqué violemment le Monde et le Monde de France. Arpaillange, procureur général près la Cour de cassation, dans le réquisitoire publié dans le Monde, et le commentaire qui l'accompagnait dans ce journal, à l'origine de l'émotion de ses collègues, était présent à l'assemblée générale, mais n'a pas pris la parole.

des journaux, il a été alors décidé de l'accompagner d'un « prière d'insérer » à destination du Monde et du Monde de France, sorte de droit de réponse des administrations.

Directeur du Théâtre Malý

L'acteur soviétique Mikhaïl Tsarev est mort

Mikhaïl Tsarev, directeur artistique du Théâtre Malý, est mort le mardi 10 novembre à Moscou. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

comédiens de l'école théâtrale Tchekhovskaïa. Mikhaïl Tsarev, brillant acteur russe, personnalité publique de renom, artiste communiste, homme de grand devoir civique et patriotique, a plus, indique la légende officielle, signée notamment par M. Mikhaïl Gorbatchev.

Effervescence syndicale dans les théâtres nationaux

Le conflit qui a surgi le dimanche 8 novembre entre les personnels techniques et la direction du Théâtre national de Chaillot, empêchant la représentation de la version intégrale du Soulier de satin, de Paul Claudel, dans la mise en scène d'Antoine Vitez, n'a pas trouvé de solution à l'issue d'une rencontre entre les deux parties mardi 10 novembre.

du théâtre et de l'action culturelle (SYNFIAC) CGI s'oppose toujours à la représentation de la version intégrale dimanche. Selon le secrétaire général de ce syndicat, il ne s'agit pas d'une grève, mais simplement de « l'application de la convention collective qui prévoit que le dimanche est le jour de repos de Chaillot depuis plusieurs années ».

avoir une nouvelle négociation dans l'hypothèse où le ministère de la Culture obtiendrait de la part des finances une majoration du budget du théâtre. Or, un million de francs de supplément ont été obtenus pour la Comédie-Française. Les techniciens du Français demandent donc l'ouverture de discussions en indiquant qu'ils ne veulent pas payer pour la mauvaise gestion du conflit, et qu'ils sont prêts à prendre leurs responsabilités pour s'opposer à toutes économies portées sur l'emploi.

Le ravisseur de M. Maury-Larivière s'évade de la centrale de Saint-Maur

Jacques Hyver, le ravisseur, en juin 1980, de M. Michel Maury-Larivière, vice-président du CNPF, s'est évadé, le mardi 10 novembre, de la maison centrale de Saint-Maur (Seine) en compagnie de deux détenus.

Les nouveaux journaux télévisés au banc d'essai.

Advertisement for 'Les nouveaux journaux télévisés au banc d'essai' featuring a 'Télérama' magazine cover and text about a survey on TV news.

En France

C'est le cas à la Comédie-Française, où le syndicat CXT semble vouloir reprendre l'initiative afin d'obtenir de la direction du théâtre, l'intégration dans le salaire des techniciens des primes obtenues lors du conflit du printemps dernier, un conflit qui a déjà coûté 15 millions de francs à cette institution. Le SYNFIAC rappelle qu'il « devait »

Le président Reagan invité à se rendre en Israël

Le président Reagan, invité à se rendre en Israël, a été officiellement à Washington, le mardi 10 novembre, le président Reagan à se rendre en visite officielle dans son pays pour qu'il puisse se rendre compte par lui-même de la gravité des Israéliens à son égard pour l'aide qu'il n'a cessé d'accorder à l'État hébreu. M. Herzog a estimé que le président Reagan avait porté l'aide américaine à Israël à un niveau jamais égalé auparavant.

A B C D E F G

Le numéro de « Monde » daté 11 novembre 1987 a été tiré à 505 005 exemplaires

tradition et pr...

Comme si le Roi Soleil...

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



# Maroc

## tradition et progrès



Industrie du phosphate près d'El-Aïch au Sahara. En haut à gauche, les armoiries du royaume.

L'horizon s'éclaircit un peu au Maghreb, avec la levée des incertitudes quant à la façon dont aurait lieu la relève de M. Bourquiba. Le Maroc a été un des premiers pays à exprimer sa satisfaction au président Ben Ali, et la chaleur de ce sentiment n'était pas feinte, tant il est clair que les trois nations du Maghreb doivent envisager l'avenir en commun et que le désordre chez l'un aurait à terme des conséquences chez les autres.

Le 26 février 1961, survenant trop tôt pour que cet acteur décisif dans une époque cruciale pour la liberté marocaine ait pu mettre son immense prestige et sa sagesse au service de son pays qui s'écroulait dans l'intense activité d'une responsabilité de plein exercice.

La réponse a été négative, ce qui n'a vraiment surpris personne à Rabat, où l'on connaissait les obstacles juridiques et géographiques au projet. Mais le non des Européens était assorti de considérations amicales sans le royaume et de promesses de collaboration future.

Partisan d'un dialogue sans complexe ni inhibition avec l'Occident, y compris Israël, il est incompréhensible si l'on ne tient pas compte de son enracinement profond dans un monde arabe où il peut jouer un rôle considérable. Le dernier projet diplomatique du roi n'est-il pas d'organiser un sommet islamique pour essayer de réconcilier sunnites et chiïtes ?

L'ORIGINALITÉ du régime politique marocain déroute les observateurs superficiels. Inattention désinvolte ou dogmatisme réducteur, quelle que soit l'attitude, l'erreur est la même : juger avant de connaître. Evidemment, quand existe un chef, si possible militaire, un parti unique qui monopolise à tous ses échelons l'essentiel de la vie publique, l'analyse est plus simple. Si le régime, en outre, se dit socialiste, les attitudes, les affinités, les méthodes se dessinent aisément. Les références ne manquent pas. Les propagandes ne manquent pas. On se trouve en terrain familier sinon amical.

Le Maroc n'est ni un jeune Etat, ni une unité géographique et démographique de récente cristallisation. L'histoire accumulée en siècles derrière lui, son peuple scroché depuis toujours à ses paysages, il n'imagine pas être moderne par perte de mémoire ou s'administrer à partir de programmes parvenus par la dernière valise diplomatique. On est « chez soi ». Qui l'oublie, s'exclut déjà de la communauté en la perdant de vue en quelque sorte. Qui débarque avec son « attaché-case » idéologique — capitaliste ou marxiste — risque de devoir l'ouvrir pour satisfaire la curiosité et pour constater que ses manuels sont inadaptés.

Comme si le Roi Soleil... L'empire marocain a traversé les siècles, comme le russe, l'ottoman, le britannique, l'espagnol, à cette différence que, lui, dure toujours. Des dynasties s'y sont succédées depuis le huitième siècle, quand Idris F., contemporain de Charlemagne, fonda Fès. On en compte ensuite quatre. La sixième — l'Almoravide — celle des Almohades, règne depuis 1659. Comme si les descendants de Louis XIV s'étaient perpétués sur le trône de France depuis 1654, sacre du Roi Soleil !

Vieux pays qui ne compte plus ses résistances : aux Romains, aux Byzantins, aux Espagnols, aux Portugais, aux Turcs, aux Européens et spécialement aux Français. Vieille

terre qui, aux temps d'épreuves, s'est toujours reconquise dans l'attente et dans des solidarités de voisinage. Vieille complexité d'un peuple et de ses souverains, illustrée par leur prééminence spirituelle de Commandeurs des croyants. Le « bay'a », le pacte d'allégeance établi entre le souverain et le commandant des croyants, cette transcendance reconnue par le peuple est source essentielle du pouvoir royal.

La logique juridique moderne cherchera en vain ses repères : ici, on se tient au niveau de la vie personnelle du croyant, de ce qu'il aime, de ce qu'il respecte, de l'engagement qu'il formule. Ainsi comme toujours : que l'interprète de cette immense confiance plaise ou plaise moins, que sa gestion ou la rigueur des temps éprouve le lien établi, remette en cause le pacte souscrit ne peut être qu'un ébranlement profond de l'ordre convenu.

Pendant des siècles, le pouvoir séculier n'a été que la conséquence, l'interprétation, l'utilisation de cette délégation fondamentale faite au niveau des esprits, animés du souffle de la foi. L'histoire relate comment elle fut gérée. Comment la monarchie devint, parmi des malheurs, le symbole de l'unité nationale, de son quinquité à résister aux assauts extérieurs comme aux vertiges de l'éclatement.

Au bout d'une longue route, le Maroc, longtemps retranché du monde extérieur dont il avait appris à craindre les appétits, libéré des tutelles et de sa méfiance du dehors, a retrouvé le plein soleil de son destin. Allait-il déposer le sac de l'histoire ? Copier, lui qui si longtemps avait tenté pour demeurer fidèle à lui-même, les formules de l'Etat ou de l'Onet ? Laisser sans vie à quelque militaire le soin d'un nouveau version nationale ? Cette légitimité a existé. Elle a traversé des siècles ; on a fait vaciller plus d'un. Qui ne le sait !

Le sultan Mohammed V rentre à Rabat, le 18 novembre 1955, dans la

## Au nom du peuple

par Michel Jobert

Jeune populaire qui consacrait de façon éclatante la fidélité au serment et la pérennité marocaine assurée, contre vents et marées, par la dynastie. Le 2 mars 1956 et le 7 avril 1956, il était mis fin aux protectorats français et espagnol. En août 1957, le sultan prenait le titre de roi du Maroc. La mort devait le saisir le 26 février 1961, survenant trop tôt pour que cet acteur décisif dans une époque cruciale pour la liberté marocaine ait pu mettre son immense prestige et sa sagesse au service de son pays qui s'écroulait dans l'intense activité d'une responsabilité de plein exercice.

« Le citoyen à la surface » En décembre 1962, sous l'égide de son fils aîné, le roi Hassan II, qui lui-même succéda, la première Constitution marocaine fut établie. Elle visait, Loi suprême du royaume, à consacrer l'état de droit renouvelant le pacte fondamental et traditionnel entre le peuple et le roi. Elle institutionnalisait, comme jamais auparavant, les organes et les règles de pouvoir. Un référendum, le 1<sup>er</sup> mars 1972, lui substitua une nouvelle Constitution, elle-même modifiée le 23 mai 1980, par référendum portant sur l'âge de la majorité royale et le conseil de régence.

Si l'on accepte, au instant, d'abandonner l'esprit de système ou le culte des systèmes auxquels porte trop aisément l'enseignement universitaire, on s'interrogera plus utilement sur l'opération en cours au Maroc : l'atténuation d'une tradition séculaire, vivante et intime, consubstantielle au peuple marocain, sur le terrain d'exercice des libertés démocratiques de citoyen moderne.

Je ne me limiterai pas de citer qu'il est réussi. Car la manœuvre est complexe. Je dirai qu'elle est conduite,

depuis l'organisation régionale en question. Les perspectives et responsabilités d'Etat, sont appréciées et mises en œuvre en considération de l'animation et de la promotion locales. Quand je me rends, visiteur amical et attentif, au Maroc, cherchant ce qui a changé, je dis : « C'est, cette volonté de faire monter le citoyen à la surface de la participation, de l'éduquer par l'exercice du pouvoir. »

Que l'administration centrale, qui a proliféré dès 1956, en soit heureuse, je ne le jurerai pas. Mais le cap est fermement maintenu vers des gestions locales en éveil. De celles-ci, comme partout, il arrive que des équipes s'emparent et abusent ; que la politique prenne le pas sur la gestion. Néanmoins, une spécificité marocaine, l'autonomie collégiale des pouvoirs, est en voie de « re-création », de façon neuve. On est loin, ce faisant, des décentralisations habituelles en Afrique et qui ne décrivent que l'organigramme provincial et local du parti unique !

Quant à l'institution parlementaire, illustrée au Maroc par la Chambre des représentants — qui compte trois cent six députés, — elle n'a pas l'ambition, au nom de la séparation des pouvoirs, d'interpréter quand même l'essentiel de la vie nationale, comme, chez nous, la IV<sup>e</sup> République en donna le plus fleuve exemple. Ici, les élus témoignent pour la pluralité des partis (une douzaine), dans une démocratie ouverte et modérée, depuis 1962. Le Parlement en est à sa quatrième législature, après quelques vicissitudes. Il reflète la diversité socioculturelle du pays, bien que les universitaires y soient particulièrement nombreux. L'opposition s'y est organisée, mais le consensus existe sur les fondements de la politique marocaine, sur celui-ci : le souverain n'est pas une institution au même titre que le même plan que les autres (gouvernement, Parlement). Il est un garant de l'essentiel.

On aurait tort de croire que l'institution parlementaire tourne à vide ; qu'elle débâtle ou légifère, qu'elle contrôle (le gouvernement) ou qu'elle propose, qu'elle concoure au statut des partis, à leur intégration dans la vie publique, qu'elle s'associe à l'action diplomatique. Il lui échoit autant de responsabilités, il lui revient autant d'initiatives et d'influence, qu'à d'autres moments. Les 60 ans désormais lointains. Une autre génération a largement pris la relève : les deux tiers de l'Assemblée sont nouveaux, probablement, une vision moins théorique et moins passionnée qu'aux heures fébriles de la libération. L'heure des grandes remises en cause est passée. La leçon des « expériences » faites ailleurs — en Afrique ou ailleurs — a été étudiée, en fonction des résultats obtenus. Et la conclusion semble être que rien ne doit être brusqué, dans une société très rurale encore et attachée à de multiples traditions, mais que l'innovation de ce qui est praticable est la meilleure règle de conduite.

Droits de l'homme De loin en loin sont dénoncées des atteintes aux droits de l'homme, avec d'autant plus de virulence qu'elles se produiraient dans un pays qui s'essaie avec succès à la démocratie. Moins de vigilance ou plus d'opacité entourent des Etats socialistes, dont la vertu semble austère et irréprochable... Qu'importe, le Maroc devrait être fier qu'on attende de lui plus qu'il ne peut immédiatement donner. Etat de droit, original par la dualité de son inspiration, il assurera de plus en plus à ses citoyens la double garantie, administrative et judiciaire, sans laquelle toute démocratie se sent en défaut à l'égard d'elle-même.

Reste l'intransigeance royale dès que l'intégrité territoriale est mise en question. Entre Etats, celle-ci est difficilement discutable. A fortiori, les fils du pays ne peuvent en faire un sujet de doute ou de dénigrement.

**Agriculture**

**Plus d'un Marocain sur deux vit de la terre**

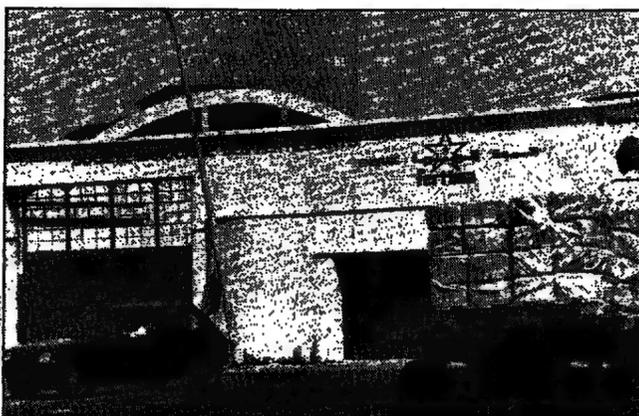
« Tu sais, cher peuple, que l'agriculture occupe une place dans nos préoccupations... » Ainsi s'exprimait, dans un discours du Trône de mars 1984, le roi Hassan II. Depuis, pas de changement de stratégie. Le royaume chrétien qui fut, dès les années 60, l'un des rares pays du tiers-monde à ne pas abandonner son agriculture a profité de l'industrialisation, continue à avoir pour objectif prioritaire l'autosuffisance alimentaire ainsi que le développement des exportations d'agrumes.

L'effort de l'Etat a porté dans plusieurs directions, mais d'abord sur la maîtrise de l'eau et de sa distribution. Lancée il y a un quart de siècle, la politique des grands barrages est aujourd'hui complétée par la création de lacs collinaires par le développement sur place de techniques américaines d'irrigation par pivots. Aujourd'hui, sur trois cents cinquante-deux sites possibles, disséminés dans seize provinces, quarante-six projets de lacs collinaires ont été sélectionnés, dont vingt-quatre ont déjà abouti. La technique des pivots, qui a notamment permis à la Libye et à l'Arabie saoudite d'atteindre l'autosuffisance devrait permettre d'irriguer 600 000 hectares d'ici à l'an 2000. Une première tranche de 20 000 hectares devrait être réalisée dans deux ans.

De 60 000 hectares à la veille de l'indépendance en 1956, le Maroc dispose aujourd'hui de plus de 800 000 hectares de surfaces irriguées. Ce sont ces progrès spectaculaires qui sont à l'origine de l'essor extraordinaire du secteur agro-industriel. Il y a en 1987, au Maroc, trois sucreries, seize laiteries, une centaine d'usines de conserves végétales et soixante-sept minoteries industrielles.

La « stratégie de développement » de ce secteur, dit un document officiel « repose sur quatre axes fondamentaux : autosuffisance, exportation, agro-industrie, amélioration du niveau de vie des agriculteurs ». La population rurale représente toujours en effet près de 55 % des sujets marocains, et l'emploi agricole contribue, à hauteur de 42 %, à l'emploi total.

C'est l'explosion démographique qui avait partiellement provoqué, à partir de 1973, la rupture du équilibre céréalier du Maroc. C'est la sécheresse de 1980 à 1984 qui a aggravé la situation. En 1985, les conditions climatiques se sont nettement améliorées. L'an dernier, ce fut mieux



encore : selon le rapport annuel du ministère de l'information qui paraît quelques semaines, « la pluviométrie plus abondante et mieux répartie que les années précédentes (...) a permis au secteur agricole d'atteindre des résultats exceptionnels ».

La valeur ajoutée du secteur a totalisé 29 milliards de dirhams (+ 30 % sur un an) et dépassé, de loin, celle de tous les autres secteurs. Du coup, la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut est passée de 18,4 % à 21,3 %. Une évolution qui a bien sûr permis de limiter les importations (15,7 millions de quintaux de blé - aliment de base du Marocain - contre 21 millions en 1985) et de renforcer les ventes à l'étranger, l'excédent de la balance commerciale alimentaire passant de 399 millions de dirhams à 2,2 milliards en 1986. A elle seule, la production des quatre principales céréales (maïs, blé dur, blé tendre et orge) a atteint un niveau jamais réalisé de 76,8 millions de quintaux, en augmentation de 47,1 % sur la campagne précédente !

1986 fut ainsi l'année d'un gros effort de restructuration. Nouvelle répartition des terres entre le « bour » (culture à sec) et

l'irrigué, reconversion en faveur de cultures mieux adaptées, mise en place d'un programme pour l'extension d'un million d'hectares à la culture de la vigne... L'Etat participe à ces efforts en approvisionnant régulièrement les exploitants en semences et engrais et en encourageant la Caisse nationale de crédit agricole à accorder des prêts.

Enfin, depuis 1986, la commercialisation à l'étranger des fruits et légumes ne dépend plus du seul Office national de commercialisation d'exportation. Les producteurs ont désormais le choix d'exporter directement leurs produits. Cette mesure de libéralisation devrait renforcer les exportations et favoriser une diversification des débouchés. Reste au Maroc à défendre sagement les avantages qui sont les siens en ce qui concerne l'accès de ses produits agricoles aux pays de la CEE. Ces avantages pourraient être en effet remis en question par l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal. A moins, bien sûr, que le rêve du roi Hassan II d'associer le Maroc à l'Europe ne se réalise d'ici quelque temps...

P.C.

**Développement de la pêche,**

**Un peuple**

« Les Marocains ne mangent pas assez de poisson. Pour eux, faire un bon repas, c'est ingurgiter de la viande. Ils ont tort, moi, mon plat préféré, c'est la sardine grillée. C'est tout simple, mais je ne connais rien de meilleur que notre sardine marocaine, bien fraîche et cuite à point. » L'homme qui parle ainsi avec une conviction culinaire communicative est M. Bensalem Smil, ministre des pêches maritimes et de la marine marchande. Il s'est assigné une double mission : faire du poisson une des principales recettes d'exportation et changer les habitudes alimentaires de ses concitoyens.

**Le dos tourné à l'océan**

Bien qu'il soit doté d'une double façade maritime - atlantique et méditerranéenne - sur une longueur de 3 500 kilomètres, le Maroc n'a pas un grand passé marin. De ses quatre villes impériales, Fès, Meknès, Marrakech et Rabat, cette dernière est située sur le littoral. Au dix-septième siècle, la République du Bou-Regreg, installée dans l'actuelle capitale administrative du royaume, vécut de la piraterie aux dépens des vaisseaux portugais et espagnols, mais ce passé, encore incarné dans la casbah des Oudayas, paraît bien lointain. La ville tourne le dos à l'Atlantique et l'on peut y séjourner longtemps sans y voir la couleur de l'océan.

L'occupation de plusieurs ports marocains par la Grande-Bretagne, l'Espagne et le Portugal, accrochés aux rivages barbaresques, après la Reconquête de 1492 dans la péninsule ibérique explique peut-être une longue médianité à l'égard de l'économie maritime. Inversement, l'union nationale créée par le « marocbe vert » de 1975 pour l'intégration de l'ancien Sahara espagnol a contribué à un déclin d'engagement pour la mer et les ressources halieutiques. En l'état actuel de la situation, la mise en valeur des provinces du Sud

se fait essentiellement à partir du littoral, à l'exception des gisements de phosphates. Des investissements considérables ont complètement transformé El-Aloum. Un complexe sera construit pour faire de Dakhla un grand port de pêche.

L'institution de la zone économique exclusive de 200 milles marins a porté l'aire maritime sous juridiction nationale au-delà du million de kilomètres carrés. Le volume des captures possibles sans mettre en péril l'équilibre naturel de la biomasse est évalué à 1 500 000 tonnes. En 1986, le poids total des prises marocaines a été de 600 000 tonnes.

Même en comptant les prises étrangères, notamment espagnoles, la marge d'exploitation reste considérable. En raison de la nature des courants, les eaux sahariennes sont les plus riches en bancs de tout genre, notamment en mollusques, les plus recherchés. L'Europe est évidemment intéressée par cette zone, mais aussi le Japon et l'URSS.

La pêche figure au troisième ou au quatrième rang des exportations marocaines, après le phosphate, les produits agricoles et peut-être les tissus. D'une valeur de 300 millions de dollars en 1986, les poissons, les mollusques et les crustacés représentaient 12 % des ventes totales à l'étranger, et 40 % des ventes alimentaires. L'objectif est de placer un jour la pêche au même rang que les phosphates dans les ressources d'exportation. Pour cela, les autorités sont conscientes qu'il faudra développer la flotte et surtout « créer une industrie halieutique-alimentaire, comme il existe une industrie agro-alimentaire ».

La flotte côtière, utilisée de façon artisanale, effectue à elle seule les trois quarts des prises. Elle alimente les exportations de pêche fraîche, celles des poissons congelés étant essentiellement à l'actif des « bateaux-usines » de la flotte hauturière. Une politique de crédit dynamique a permis la modernisation de ce secteur entièrement marocain, qu'il s'agisse de la construc-

**مكتب التنمية الصناعية**  
OFFICE POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Votre partenaire pour des investissements industriels au Maroc

Organisme public d'études et de promotion des investissements industriels

1 - Etude des projets 2 - Promotion des investissements 3 - Assistance technique aux PME 4 - Participation financière

---

**اكويز**  
ICOZ

INDUSTRIE COTONNIÈRE D'OUED-ZEM

Société Anonyme au Capital de DH 124 300 000

Siège Social : 9 et 11, rue d'Epernay - CASABLANCA. Tél. : 26.804M. Téléc. : 26.804M.

Filiale de l'Office pour le Développement Industriel

● Filature de coton peigné 100 % de 70 000 broches pour une capacité de production annuelle de 6000 tonnes.

● Production de fil simple et retors écu et gauzé du Numéro 12/20 Nm au 120 Nm.

---

**الشرق**  
Cimenterie de l'Oriental

RABAT

DIRECTION GENERALE : 2, rue Abi-Chouaib-Eddoukail, Tél. (07) 694.04/689.20, Téléc. 61.677.

USINE : Km 45, route Oujda - Casablanca - BP 44 Oujda - Tél. : (068) 54.00/55.00/56.00 - Téléc. : 61.625/61.673.

Produits fabriqués : ● Ciment et CPAZ 325 ● Travaux de béton et de béton armé ● Béton en grande masse ● Tous travaux de bâtiment et de génie civil ● CM 250 : ● Escaliers extérieurs ● Sols béton ● Fabrication d'agglomérés ● Construction plain-pied

---

**سنيپ**  
S.N.E.P. « SNEP »

Société Nationale d'Electrolyse et de Pétrochimie

Activité : Production et commercialisation de composés, PVC, soude et chlore.

Produits fabriqués : PVC suspension, PVC émulsion, soude, composés chimiques, composés non alimentaires, chlore, eau de Javel.

Adresse : Route côtière - Mohammedia - Boîte postale 75 - Tél. : 23-702

---

**مركب**  
Société des Industries Minières et Electrolytiques de Phosphates

Siège Social et Usine

Km 10, route d'Ala-Chikil BP 41/A - Fès - Tél. : (06) 416-43/44 et 419-16 - Téléc. : 619-62M

Produits fabriqués : ● Moteurs 50 cv : ● Moteurs Diesel : ● Moteurs électriques : ● Moteurs à embrayage pour machines à commande industrielle ● Sous-traitance de pièces mécaniques et outillage de précision pour la construction d'usines industrielles nationales.

---

**Office pour le Développement Industriel**

10, rue Ghannouchi Rabat MAROC

Tél. : 684-80 Téléc. : 31053 BP 211

Délégations de l'ODI à l'étranger : PARIS - COLOGNE - BRUXELLES

**سكسكس**  
Société Chérifienne des Pétroles

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 70 680 000 DH

Siège social : 5-7, Charia Moulay Hassan

Tél. : 630-75/631-28 Téléc 31084 CHETROL RABAT

**RABAT**

**PRESENTATION :**

La Société Chérifienne des Pétroles née le 29 avril 1929 d'une entente entre, d'une part, l'Etat marocain, représenté par le Bureau des recherches de participations minières (BRPM), auquel s'est substitué plus tard l'Office national de recherches et d'exploitations pétrolières (ONAREP) et, d'autre part, intérêts privés, d'autre part.

Première société maghrébine dans la recherche pétrolière, la Société Chérifienne des Pétroles s'est intéressée également au raffinage grâce au développement continu depuis 1942 de sa raffinerie de Sidi-Kacem.

**ACTIONNAIRES :**

- Office National de Recherches et d'Exploitations Pétrolières (ONAREP) ... 60 %
- Société Nationale Elf Aquitaine (SNEA) ... 36 %
- Compagnie Française des Pétroles (CFP) ... 6,66 %
- Divers ... 7,34 %

**PRINCIPALES ACTIVITÉS :**

- Recherche des hydrocarbures : la SCP participe à plusieurs associations.
- Raffinage du pétrole brut à la raffinerie de Sidi-Kacem avec une capacité de traitement annuel de 1 200 000 tonnes, la SCP représente 33 % de l'activité raffinage du Royaume.
- Emplissage de bouteilles de gaz de 3 kilos et de 12 kilos dans les différents centres emplisseurs du Maroc : centres de Fes Berisouda, de Rabat, d'Oujda, de Tanger et bientôt les centres de Nador et d'Errachidia ; la SCP représente 40 % de l'activité emplissage du Royaume. En 1986, le total de l'emplissage SCP a atteint 139 500 TM. En 1986, le total de l'emplissage SCP a atteint 149 972 TM.
- Fabrication de bouteilles de gaz butane et propane (3 et 12 kilos). Effectifs au 31 décembre 1986 : 873 dont 68 ingénieurs.

مكتبة التنمية الصناعية

aménagement des ports

Décentralisation

qui découvre la mer

La commune, école de civisme



M EK NÈS, 9 du . Les entre- prises et les administrations fer- ment, . petits embouteillages . forment sous les remparts de Moulay Ismail. Une trentaine d'hommes pressés roulent en direction du conseil municipal, imposant bâtiment de la ville moderne, une des plus riches du Maroc, en raison . ressources agricoles de la région. Ordre du jour de . d'octobre : la tenue, ici, des Jeux mondiaux de la paix, . l'égide de la Fédération mondiale des villes jumelées. La question est d'importance : les jeux entraîneront des dépenses, mais il y . . retombées économiques et des subventions.

Le président du conseil, un . appartenant à l'Union socialiste . populaires, parti d'opposition majoritaire parmi les Mekkassis, s'assure que le quorum est atteint. Le pacha officie à ses côtés. Il représente le roi, qui l'a nommé lui-même. Il appartient lui aussi à l'USFP mais le palais a reconnu ses . de gestionnaire. Débat animé, qui . se prolonger tard.

Si la . parlementaire, à Rabat, paraît . vent trop paisible . quelque . artificielle, il est difficile de tenir ces sessions des assem- . pour . simples formalités. La décentralisation, l'autonomie de plus en plus large donnée aux . territoriales sont des réalités qui expliquent en partie le décollage . certaines régions.

Il est une adresse précieuse pour le journa- liste qui veut sortir de la capitale : « la région », . le bâtiment qui abrite les bureaux du gouverneur, l'équivalent de notre préfet, placé . l'autorité du ministre de l'intérieur . représentant en fait . les ministères.

Toujours au niveau du pouvoir . tré, il y . quelques pachas, dans des villes « historiques », à 464 caïds, Naguère che- villes ouvrières du royaume, ceux-ci ont perdu une partie de leur pouvoir. Par exemple, depuis 1963, . ne rendent plus . justice. Mais . ne sont pas pour autant « folklori- ques ». Représentants . palais, ils sont nommés sur proposition du ministre de l'inté- rieur. Signe des temps nouveaux, ce sont sou- vent des licenciés en droit, élèves de l'École d'administration.

Mais, en 1976, un important dahir a insti- tué un pouvoir décentralisé, à côté du pouvoir déconcentré incarné par ces agences d'administration. Ce fut la réforme communale, qui procure une grande liberté de manœuvre aux élus des



collectivités locales. L'objectif est de . de celles-ci un . agent du développement éco- nomique en même temps qu'une école de civisme dans la mesure où elle oblige les popu- laires à se prendre elles-mêmes en main, avec leurs propres moyens.

Le Maroc est divisé en 839 communes, qui se répartissent en 781 communes rurales et 99 communes urbaines (59 municipalités et 44 communes autonomes). Le premier décou- page a été fait en 1959. Il s'agissait alors de concilier les réalités économiques et le facteur ethnique, qui bien . jouait encore un rôle prépondérant. Depuis, ces . ont changé. La population s'est urbanisée. Les régions rurales ont davantage de moyens : elles devraient être en mesure de s'organiser dans un tissu communal moins lâche qu'aujourd'hui, sans perdre de vue que la création de communes . étendues impli- que un . financier des administrés sous forme d'impôts . On va bientôt passer de 859 à 2 800 communes.

Les conseils communaux (ou municipaux dans les villes) ont été élus en 1983 au suf- frage . direct pour un . de six ans. Ils . compétence générale

de toutes les affaires locales. Ils . de la création et de l'organisation des services publics communaux et de leur gestion. Ils définissent le plan de développement économique et social de la région. Ils fixent les . et les redevances perçues à leur profit.

Un . de la TVA, . en 1976 à l'échelon national, . des collectivités locales, ce qui a permis aux budgets locaux de disposer d'un nouvel apport finan- cier de 3 milliards de dirhams (plus de 2 mil- liards de francs).

En 1976, l' . de la réforme communale, 64 . des 13 000 . locaux se déclaraient « . ». Sept . plus tard, ils étaient 15 . en raison de la création de nou- velles circonscriptions, et 78 se réclamaient . contraire d'une formation politique. Les résultats, qui attribuaient un grand nombre de sièges à des . contristes, pro- gouvernementales, ont parfois été . L'intérêt . par le scrutin de 1983 montre en tout cas que la réforme . pas seulement une tarte à la crème pour doc- torats en droit.

tion des bateaux, de la composition des équipages et de la maintenance à quel.

Quelque 240 bâtiments de 150 tonnes en moyenne, sur lesquels il est possible de congeler immédia- tement le poisson, constituent la flotte hauturière. Elle navigue sous pavillon marocain mais, en fait, les équipages sont coréens. Les Maro- cains ne sont pas encore formés pour la pêche loin du littoral. Des sociétés spécialisées proposent des contrats de deux ans aux volontaires sud- coréens, à des tarifs qui vont de 50 000 F par mois pour un capitaine à 3 000 F pour un homme de peine.

Le manque à gagner ne tient pas tant aux versements de ces salaires (en dollars) qu'aux dépenses occasionnées par le mouillage de la flotte hauturière aux Canaries : 120 mil- lions de dollars par an. Les Palmas et les environs offrent en effet une zone franche, un accès rapide au marché international et des faci- lités d'entretien et de réparation, absentes du Maroc depuis trop long- temps.

La politique actuelle est de moderniser plusieurs ports pour inciter les armateurs à décharger au Maroc. Un tiers de la flotte han-

rière a déjà abandonné les Canaries pour utiliser les infrastructures nationales. « . objectif est de tout rapatrier d'ici à 1990 », nous a dit M. Smilil.

La création d'ateliers de moyens de déchargement s'accom- pagne du développement de chaînes de froid qui permettront le stockage en vue de l'exportation et aussi la diffusion des produits congelés dans tout le pays. Le moment approche où, partout dans le royaume, on pourra se procurer les sardines « chères » au ministre, pour quelque 3 francs le kilo.

Au-delà d'une rentabilisation de la flotte, il y a toute une politique d'aménagement du littoral visant à la spécialisation des ports. Des tra- vaux gigantesques ont été effectués pour transformer Nador en un grand port minéralier. Tanger sera affecté aux marchandises et au transit des passagers. Casablanca gardera sa vocation d'import-export. Agadir servira davantage au chargement des agrumes, abandonnant à Tan- Tan et à Dakla une partie des ac- tivités de pêche.

J. G.

J. G.

arifienne roles

Pour suivre, il faut souffler,

un peu, un tout petit peu. Le MAROC, un grand poumon, qui oxygène l'entreprise.

L'entreprise bien dans sa tête.

VOYAGE INCENTIVE ROYAL AIR MAROC

# Casablanca

## Les pieds au Maghreb et la tête ailleurs

**« POURQUOI des-vois tu Casablanca ? » - Pour moi, répondit Rick... Réplique de gangster pour un personnage de celluloid planté dans un décor noir, factice, plutôt laid mais tellement émouvant. L'imper mastic, le célèbre feutre à bords rabattus, l'aviation à hélices qui sonne le d'un amour dans une brume tragique... Humphrey Bogart, Ingrid Bergman... Inoubliable.**

Il fut en 1943, un petit film qui allait donner son nom à un grand port... Non ! C'est l'inverse. Casablanca existait, bien sûr, avant l'invention de la lumière. La gloire de Michael Curtiz, le réalisateur du film, c'est qu'il faut faire un effort pour se souvenir de cette vérité. Dans une ville sans musée, et donc sans mémoire, un film-culte lui sert, à peu près seul, de référence culturelle internationale. Phénomène unique au monde sans doute, mais surtout un comble quand on sait que les opérateurs ont tourné leur histoire à Hollywood, California !

Les légendes forgées par le cinéma furent plus fortes que la réalité. Ce fut d'autant plus simple dans le cas de Casablanca qu'à en croire ses lettrés la cité « n'a jamais inspiré le plus célèbre romancier (1) ». Pas de théâtre. « Même pas un cinéma culturellement digne de ce nom. Ici, tranche un jeune cadre du cru, on ne s'amuse pas, on fait de l'argent ». Cas, comme ça dit couramment ici, ne serait pas une ville mais un engrais.

Vingt mille habitants au début du siècle, vingt fois plus à la veille de l'indépendance en 1956, entre trois millions (chiffre officiel) et quatre millions aujourd'hui ! Personne ne sait exactement. Une seule certitude : c'est la plus grande métropole du royaume chrétien, et la moitié de l'activité industrielle du Maroc est concentrée ici au bord de l'Atlantique. Casablanca, « the world », comme disaient les Américains, c'était d'abord des palmiers et un charmant petit aérodrome. Casablanca, la ville, c'est avant tout du béton et un port. Immense, ultramoderne, tentaculaire, la plus grande gare phosphatière du monde, l'un des trafics portuaires les plus fébriles du continent africain.

Près de 200 hectares d'installations, 120 000 mètres carrés de quais, 5 000 employés, 17 700 tonnes de marchandises traitées en 1986, soit plus de la

moitié du trafic maritime du royaume. La performance ! « En soixante-dix ans, claironne bizarrement un document officiel, l'activité du port de Casablanca a augmenté de 7 839 % ! » Normal dira-t-on, puisque, en 1917, ledit port n'existait pratiquement pas. Ce n'était alors qu'un petit mouillage de pêche si dépourvu de naturel qu'il « fallu construire une longue digue brise-lames (3 180 mètres) pour permettre aux bateaux d'approcher des côtes.

L'idée était née quelques années plus tôt dans le brillant cerveau de Lyantey, alors rési-

fut ensuite démolie de fond en comble par les Portugais : d'abord en 1468, puis une seconde fois en 1515. Elle fut reconstruite sixante ans plus tard par les mêmes qui lui donnèrent son nom presque actuel, « Casa Blanca (Maison blanche) ». Après, eh bien, il y eut le souverain abdalou Sidi Mohammed Ben Abdallah, qui régna de 1757 à 1790, qui rebaptisa Casa en Dar el Beida - Maison blanche en arabe - et fit bâtir le seul monument historique encore debout dans la cité, c'est-à-dire la grande mosquée qui porte son nom.

préserver Casablanca de l'arrogance... Boutiques de luxe le long de grands boulevards bordés de gratte-ciels, larges avenues brillamment éclairées, places et jardins publics peuplés de jeunes gens en jeans, blousons de cuir ou costumes trois pièces... Casa est une ville d'affaires, de banques et de commerces. Comme le conseillent virtuellement les délégués touristiques officiels aux amateurs d'exotisme : « Circulez, y a rien à voir ici ! » Sauf les plages bien sûr - peut-être aussi le fameux aquarium, boulevard Sidi-Mohammed-ben-Abdallah

camemberts - importés clandestinement de France, via Casablanca, reconnaît que la ville se paupérise rapidement. Cela dit, « attention, prévient-il, le mendicant est un métier ici ». Saïd Zaouir n'en fait pas mystère : pour lui, comme pour la majorité des Bédouins sans doute, Casa est « un mal nécessaire ». Lui, il est là depuis quarante ans pour faire, non pas du business - « ce mot-là sonne malhonnête », précise-t-il, - mais « du commerce ». Pour le reste, il n'aime pas cette ville et, comme tous les Bédouins qui en ont les moyens, il s'échappe chaque fois qu'il le peut, vers le sud, du côté

confus dans la rue et s'étaient jetés à l'assaut de l'Etat accusé de ne rien faire pour eux, de les laisser étouffer sous le carcan des réglementations, des spéculations, des profiteurs et du chômage. La situation de l'habitat s'est un peu améliorée depuis, mais le poids des pauvres est toujours lourd et la « poudrière » des cités dortoirs et du « Casabidon » de la périphérie constitue « un danger permanent » pour la bourgeoisie locale.

Capitale marocaine du luxe et de la vie nocturne, lieu de compétition et d'illusion plutôt que d'enracinement, Casablanca fouca dans le brouillard et boucoule au passage l'identité marocaine ancienne, la religion dans les villages sans proposer pour l'instant d'autre succédané à l'âme que le culte de l'enrichissement. Entre deux cultures, deux langues, deux horizons, deux vies, « le cul entre deux chaises » pour reprendre l'expression d'un troubadour local nommé Malek, Casablanca symbolise les audaces et aussi les inévitables fautes d'un régime épris de modernité et d'eurospéanisation.

### « Casabidon »

« Quand on voit une femme voilée en caftan dans la rue, raconte Brigitte, Française bédouine depuis vingt ans et épouse d'un brillant médecin bédouin, il n'y a que deux solutions : ou bien c'est une rurale qui vient faire des emplettes ou chercher un emploi de maison. Ou c'est une sœur musulmane. » Long caftan immaculé, voile blanc léger sur le nez, gants blancs et col noir, une jeune fille attend un autobus surchargé du côté de Hay-Mohammedia. On ne distingue pas ses formes et pourtant, c'est sûr, elle est grande, mince et belle. Elle ne veut pas le savoir, elle est « sœur musulmane ». Elle représente, avec les « frères » qui sont plus nombreux quoique moins « visibles », cette fraction de l'opinion marocaine qui prône l'intégrisme, le respect des traditions et qui cherche peut-être surtout à exprimer, via la religion, les frustrations de la classe dévalorisée et pourtant majoritaire de Casopolis.

C'est pour elle, et peut-être un peu à cause des « frères », que le roi a ordonné que soit construite, sur l'actuel emplacement de la célèbre foire de Casablanca, une grande mosquée dont le minaret sera aussi un phare. « Je veux, a déclaré Hassan II, « Commandeur des croyants », une mosquée à l'extrême ouest du monde musulman. » Un symbole qui fera peut-être oublier aux intégristes que l'on vit toujours au Maroc à l'heure européenne - jour chômé, le dimanche et non le vendredi - mais certains, à Casa, jugent qu'« on aurait mieux fait d'utiliser l'argent pour construire des logements ».

« Carences graves, construction insuffisante, difficulté de transports, gestion urbaine inadéquate, vétusté des équipements, etc. » Personne ne peut reprocher aux autorités d'ignorer les problèmes. La triste litanie ci-dessus sort du dossier officiel sur Casablanca. On y apprend que le taux de croissance de la pierre bédouine est de 3,5 % l'an, que de 4 490 hectares en 1960, l'agglomération, qui comprend désormais cinq préfectures, couvre 8 500 hectares, qu'il y a à Casablanca sept grands bidonvilles où survivent dans des conditions le plus part du temps insalubres plus de 300 000 personnes et que, pour résorber tout cela, « il faudrait bâtir environ 330 000 logements d'ici l'an 2000 ».

Impossible pari ? Dans les périphéries, la prolifération des « cubes » H.L.M., en pleine construction, s'ils défigurent l'environnement, permettent de loger un nombre grandissant de familles. On peut, si les spéculateurs sont tuteurs à l'écart et si le taux démographique diminue un peu, se montrer raisonnablement optimiste. Sinon, « Casa s'égyptianisera », estime, fataliste, un patricien de la ville.

PATRICE CLAUDE.

(1) Citons tout de même Casablanca, le roman d'une ville, ouvrage aujourd'hui réédité publié en 1959 par Echeverri, urbaniste célèbre du Maroc colonial.



Casablanca à gauche, le film de Michael Curtiz, à droite, le port.

Enfin, il y eut les Espagnols à la fin du dix-septième siècle qui dénombrèrent la ville Casablanca - Maison blanche, toujours, - et puis les Français qui s'abstinrent de toucher au nom de la ville. « Qu'est-ce qui vous a pris de bâtir votre établissement en pierre noire ? », demanda un jour le roi Hassan II au décorateur du Hyatt Regency, l'hôtel le plus cher et le moins convivial de la ville. « Majesté, répondit l'apocryphe, nous pensâmes qu'il était temps que Maison blanche ait son grain de beauté. » Le résultat n'est malheureusement pas poétique que le mot « l'ouvrage ressemble plus à une grosse verve noire qu'à un grain de beauté », mais, dans une ville où les bidonvilles de tôle sont souvent blanchis à la chaux, il a le mérite de ne pas passer inaperçu.

Partie de rien, Casablanca, chacun le reconnaît, est devenu un grand centre colonialiste. Mais la réciproque est également vraie. N'est-ce pas ici, à Anfa plus précisément, qu'eut lieu en 1943 - encore - cette conférence capitale entre de Gaulle, Roosevelt et Churchill ? Pourrait, témoins de cette histoire que rencontre, les murs de l'endroit ont été rasés il y a quelques années - même le souvenir de l'événement semble avoir disparu dans la population. « Casa n'a ni mémoire ni passé, vous dit-on, elle n'a qu'un avenir... » Couleur béton si l'on en croit la rumeur publique.

« La vie ici est devenue impossible, se plaint une vieille Casablancaise de souche hexagonale - il en reste quelques milliers. C'est encombré, pollué, surpeuplé, bruyant. Mais, si Dieu le veut, pour un monde je n'irais mourir ailleurs... » Ils sont plusieurs centaines de Franco-Marocains dans ce cas, qui, jamais, abandonneront le charme de leurs dernières années à Casablanca - un hospice parisien.

Pourtant, chrétiens, musulmans ou juifs, les « Bédouins » comme ils se nomment eux-mêmes, sont un peu comme les Parisiens auxquels il est d'ailleurs de bon ton de se comparer. « Ils ronchonnent tout le temps, ils sont agressifs, ils ne respectent aucune règle et ils roulent comme des foux. » Hanine, jeune fonctionnaire de ministère, est formel : pour rien au monde il n'habiterait cette « monstrueuse Casopolis ». Lui, c'est « un provincial, un rabati », rétorque Mohammed avec un rien de condescendance.

La trentaine sportive, serviette éponge jetée négligemment autour du cou, survêtement et Adidas aux pieds, Mohammed personnifie le bédouin type auquel doit songer le roi lorsqu'il supplia un jour « Allah le très grand de

de Marrakech, là où les mendicants sont plus visibles, certes, mais aussi plus... » traditionnels.

### Ville ogresse

Transition facile, comme dit Mohammed, « pour survivre à Casa, il faut savoir nager ». Ville ogresse qui n'a cessé depuis trente ans de dévorer les zones rurales et d'avancer, dorénavant, vers l'Ouest, l'ancien repaire de corsaires que fut Anfa au quatorzième siècle est devenue une sorte d'immense radon de la Méduse où les plus gros se repaissent allègrement des plus faibles. « Les riches et les pauvres se creussent chaque jour un peu plus la Casa », affirme Mme Zakia Deoud, directrice d'un excellent magazine sociopolitique, Lamalf.

Mohammed, lecteur attentif de ce mensuel, est entièrement d'accord avec le diagnostic. Pourtant, produit type de cette pépinière de jeunes cadres, pas toujours dynamiques mais cultivés, qui ont fait leurs études à l'étranger et qui n'imaginent pas de vivre ailleurs qu'à Casa - « Ici les gens sont plus évolués, plus cool qu'ailleurs au Maroc », - Mohammed vit bien. Cadre moyen dans l'administration (semi-privée) du port, locataire, pour environ le quart de son traitement d'un cent mètres carrés de deux pas de la place Mohammed-V - d'où partent toutes les grandes avenues du centre, - propriétaire d'une II.L. qui sert parfois de dortoir au veilleur de sa rue, et époux d'une charmante berbère aussi « branchée » que lui. Chez Aïcha et Mohammed, on écoute du jazz, on boit du whisky et on lit Lamalf. Comme dans les foyers de l'émarche et de l'aristocratie marocaine qui se sont établis ici et qui feraient les délices d'une Claire Brétecher locale.

La nuit est tombée sur Dar-el-Beida. Fin 1987. Hier il pleuvait, aujourd'hui il fait doux. Au marché Maarif, dans l'ancien quartier espagnol, on sent à peine le vent du large et cette humidité dont tout le monde ici se plaint. Amrane, le vieux marchand d'épices, a allumé la koptiole de son échoppe. « Bonjour Mohammed. Comment allez-vous aujourd'hui ? » Amrane connaît presque tous ses clients par leur nom. C'est aussi cela de Casapolis monstrueux » dont parlent ses habitants : une mosaïque de hameaux à deux pas des grands hôtels internationaux et des tours manhattanesques.

Longue djellabah branlante, calotte musulmane sur le chef - ne portent plus le célèbre fez rouge à pompon noir que les vieillards et les officiels dans les grandes occasions, - Saïd Zaouir, épicier milliardaire, se frotte la main comme l'un de ses fameux

de Marrakech, là où les mendicants sont plus visibles, certes, mais aussi plus... » traditionnels.

« Le Maroc, a dit un jour son souverain, est un arbre dont les racines sont profondément ancrées en Afrique et dont les feuillages sont en Europe. » Fille de la mer et du désert, Casa, plus que toutes les autres, a les pieds au Maghreb et la tête ailleurs. On appelle cela la tentation occidentale. Cela donne une mégapole, bâtarde et fausement « branchée », un pot-pourri d'architectures orientales - réussies par les colonisateurs - et européennes - ratées par les « créateurs » locaux. Cela donne un amalgame hétéroclite et obèse, une traînée urbaine partie à l'assaut du désert et qu'on essaie maintenant de ramener vers le littoral (Mohammedia bientôt avalée et, en l'an 2000, Rabat ?). Cela donne surtout au royaume chrétien un centre de vie économique et commerciale d'où tout ou presque part et où tout aboutit, une anberge espagnole où naissent et meurent les rêves des déshérités.

Ils sont des milliers de ruraux à se précipiter chaque mois sur le corps possédés de cette grande comète urbaine, en quête du petit job ou de la grande affaire qui les propulsera directement du bled aux night-clubs de la Corniche, lieu magique, brillamment éclairé, où l'argent ruisselle et les Mercedes rutilent. Mais les magnificences d'Anfa, pour l'heure, sont réservées aux riches et aux puissants, Marocains ou cheikhs du Golfe, Français et Américains. Sur le seul terrain concédé - gracieusement, paraît-il - face à la mer, au frère du roi d'Arabie saoudite, on pourrait loger cinq mille personnes. Le prince, lui, a fait bâtir deux résidences dans un grand parc - une de type occidental pour recevoir, l'autre arabe. - une mosquée et aussi une bibliothèque coranique qui contient, paraît-il, des merveilles. Le tout est cerné par une fortification de dix mètres de haut et gardé, quand le maître de céans est chez lui, par une escouade de soldats en armes.

### Le poids des pauvres

« Je m'étonne que les affaires ne commencent pas de crisser », disait déjà Abou dar el Ghifari, un compagnon de Prophète. En dépit du refrain sur l'insécurité grandissante » entonné régulièrement par l'élite bédouine, c'est un fait que la mégapole, comparée à d'autres du monde en développement, jouit en ce domaine d'une tranquillité presque provinciale. « Le cri de Casablanca » - pour reprendre l'excellent titre d'une analyse de Lamalf - ne s'est pas reproduit depuis les émeutes de 1981. Les pauvres étaient des-

**SOCIETE CENTRALE DE REASSURANCE**

إعادة جميع أنواع التأمين  
**REASSURANCES TOUTES BRANCHES**

Société d'économie mixte bénéficiaire de la garantie d'équilibre de l'Etat Marocain (Convention du 9 Mars 1960)  
Entretient des relations d'affaires avec plus de 240 Sociétés originaires de 80 pays.  
Volume de Prime réalisé en 1985 : 150 millions DH. (environ)  
Président-Délégué : Monsieur Farouk BENNIS

Siège Social : TOUR ATLAS  
Place Zaïqa, Casablanca, Tél. : 30.91.11 / 30.49.35 / 30.85.85  
Adresse Télégraphique : CENTREAS - CASABLANCA  
Télex : 28084, Boîte Postale : 13.183

BUREAU DE CONTACT A LONDRES  
S.C.R. - Contact Office, Plantation House 4 Mining Lane London EC3  
Tél. : (01) 623.0075/6 - Télex : 6812762 Morocco

مكتبة الأهل

(Publicité)

# LES INVESTISSEURS ÉTRANGERS MISENT SUR LE SOLEIL MAROCAIN

Multiforme, le tourisme marocain puise d'abord ses racines dans ses sites et ses traditions. Le premier — et non des moindres — du Royaume tient à son cadre physique. A quelques encablures de l'Europe, il ouvre à l'Occidental la porte d'un monde. D'autres mondes, devrait-on dire, car le pays présente une étonnante variété. De la baie de Tanger aux plages d'Agadir qui regardent l'Atlantique, de Chefchaouen, l'andalouse blottie contre le montagne du Rif, à la zone des Kasbas, le Maroc offre une palette dont chacun peut faire sa guise pour colorer la carte de ses vacances.

Ceux qui cherchent une destination ensoleillée, le pays propose plusieurs stations balnéaires d'établissements modernes, confortables, et d'équipements sportifs. Aux voyageurs qui se découvrent une âme d'explorateur, il livre la clé du désert et de son mystère, la quête de ces oasis dont l'apparence douce cache une lutte sourde, quotidienne, entre les éléments. Aux férus de culture, enfin, le Royaume offre le meilleur de lui-même. Pour comprendre l'âme marocaine, il faut déambuler, un soir d'été, sur la place Djemaa El-Fna, glisser une pièce au charmeur de serpent et voir le conteur envoler son auditoire avec quelque histoire ancienne, mais toujours renouvelée. Il faut aussi se perdre dans l'incroyable labyrinthe de la médina de Fes, s'arrêter devant une échoppe, se heurter aux ânes surchargés et écouter le musicien qui appelle les fidèles à la prière. Drapé dans son prestigieux passé, Fes ne déçoit pas l'embellie du voyageur. Elle le laisse seulement désirer une péripécie par l'histoire, la religion et l'art.

## UN TOURISME DIVERSIFIÉ

De ces atouts, déjà conséquents, le Maroc ne se contente pas de les offrir. Devançant les désirs de ses hôtes étrangers, il a choisi de diversifier son offre. Et c'est sans aucun doute cette option qui fait du tourisme marocain l'un des plus prometteurs.

Sur le plan culturel, d'abord, il a créé de nouvelles manifestations. Ainsi le festival international de musique et le festival arabo-africain ont vu le jour à Marrakech et à Agadir en 1986. Mais le pays se tourne surtout vers les activités sportives, dont on connaît le succès grandissant en Europe.

Si le Maroc a, très tôt, conçu des structures pour le sport nautique, l'équitation, le tennis ou le golf, il n'a que récemment mis l'accent sur ses potentialités en matière de tourisme de montagne. Un Européen peut être tenté de s'écarter près de Marrakech : l'Office du tourisme lui propose de dévaler les pentes de l'Oukaimeden, situé à 1 800 mètres d'altitude dans le Haut Atlas, ou encore d'y pratiquer le ski de fond, les terrains conservant jusqu'en juin dans les combes de haute montagne.

Le pays compte aussi trois stations sur les hauts plateaux du Moyen Atlas, à Azrou, Ifrane et Imouzzer du Kandjar. Mais le pays présente surtout un grand éventail de randonnées aux montagnards qui veulent découvrir de nouveaux horizons. Le gouvernement s'apprête donc à promouvoir cette branche touristique encore embryonnaire.

Le pêche sont aussi praticables au Maroc. En mer ou en eau douce, le pêcheur pourra s'adonner à son passe-temps favori, tandis que le chasseur trouvera bécasses, bécassines, canards, perdrix rouges, même des sangliers, dans différentes régions du Royaume.

Le vecteur essentiel de l'économie, le tourisme a rapporté au Maroc plus de 7 milliards de dirhams en 1986. Il constitue la seconde source de revenus en devises qu'encaisse le Royaume (après les exportations faites par les travailleurs marocains résidant à l'étranger). Une telle manne peut sembler naturelle dans un pays doté d'une situation géographique privilégiée, d'une longue histoire et d'une vraie richesse culturelle. Mais elle est aussi le fruit d'une politique avisée qui a su céder aux exigences du tourisme moderne sans renier son identité.

Dès son indépendance, le Maroc a compris le parti qu'il pouvait tirer d'une ouverture vers l'extérieur, et la prudence de procéder avec prudence. Loin de lancer dans une course aux devises — course qui a conduit certains pays à gâcher leurs meilleurs atouts — le Royaume a préféré mûrir sagement ses projets. Ainsi l'activité touristique a proprement parler n'a-t-elle débuté qu'aux alentours de 1965. A cette date, le Maroc possédait surtout des hôtels de grand standing, dont le plus fameux Mamounia, qui reste une étape indiscutée du tourisme de luxe mais n'est certes pas à la portée de toutes les bourses. Priorité fut donc donnée à la construction d'établissements adaptés à une clientèle moins fortunée et à la formation de personnel qualifié. Des facilités furent ensuite accordées aux investisseurs privés, marocains et étrangers.

Le gouvernement commença par la baie de Tanger où il acquit des terrains qu'il aménagea pour les revendre dans de bonnes conditions à des investisseurs privés et éviter toute spéculation. Puis il porta ses efforts sur Agadir, ruinée par le séisme de 1960. Aujourd'hui, la cité aligne le long de sa baie une impressionnante série d'hôtels. A sa suite, la plupart des villes marocaines, Tétouan, Fès, Marrakech, Meknès, Ouarzazate, se sont lancées dans l'aménagement d'infrastructures, aménagement qui se poursuit toujours. Enfin, la saharienne El-Ajoua s'est inscrite dans les circuits touristiques.

Plus discrète, mais non moins efficace, l'organisation de congrès et de colloques, car le pays dispose d'installations performantes dans ses grandes villes.

Enfin, le Royaume multiplie les manifestations prestigieuses. L'année 1987 a vu naître le premier raid équestre dans le Grand Sud (dont nombre de médias français se sont fait l'écho) et le Mondial international de bridge de golf. Sans oublier, bien sûr, la première semaine musicale de Marrakech, qui vient d'accueillir la chanteuse Barbara Hendricks.

## UN CODE FAVORABLE À L'INVESTISSEMENT

Qui dit tourisme performant dit formation professionnelle et investissement. En ce qui concerne la première, le Maroc a compris l'enjeu qu'elle représentait, et créé des écoles à Rabat, près dans d'autres villes, et un Institut supérieur de tourisme qui forme les cadres.

Ces investissements, la politique du Royaume est claire : l'appel aux fonds privés, nationaux ou étrangers, est encouragé par une législation extrêmement favorable. Il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter au Code des investissements établi en juin 1983. Troisième Millénaire d'un pays qui accordait autrefois des avantages fiscaux et réglementaires à la seule hôtellerie classique, il élargit de façon notable le champ d'application de la loi.

Sont ainsi considérées comme entreprises touristiques, outre le secteur hôtelier, les établissements concourant à l'animation touristique, le transport et l'exploration par bateaux de plaisance (à condition, bien sûr, qu'ils aient un objet touristique). L'organisation de chasse et de pêche entre également dans ce cadre, ainsi que la commercialisation de produits touristiques lorsqu'elle est effectuée par une agence de voyages plissant les conditions requises.

Ces entreprises sont exonérées du droit d'importation sur les matériels, outillages et biens d'équipement importés, sauf si ces biens sont fabriqués localement ou peuvent l'être dans des conditions satisfaisantes. Dispensés, dans certains cas, du droit de timbre et d'enregistrement, ces sociétés bénéficient surtout d'un allègement d'impôt pour le moins alléchant.

Le gouvernement leur accorde en effet, une réduction de 50 % de l'impôt sur les bénéfices professionnels pendant les dix premières années, ou même une exonération totale lorsqu'elles s'implantent dans certaines provinces (telles Ouarzazate, Oujda, Chefchaouen, Essaouira, etc.), soit hors des grands centres du tourisme traditionnel.

Enfin, l'une des particularités de ce Code réside dans le fait qu'il réserve aux étrangers : il leur garantit, en effet, le trans-

fert des bénéfices d'impôts, et leur permet de rapatrier capital et plus-value. Une telle législation a, en outre, encouragé les étrangers à parier financièrement sur le tourisme marocain et s'y engager.

## PROJETS ÉTRANGERS

Dans la nouvelle vague d'investissements étrangers qui s'affluent vers le Maroc, l'Arabie saoudite, le Portugal et le Liban tiennent une place importante.

Le plus gros projet émane d'un promoteur saoudien, Forum International, qui investit 1,5 milliard de dirhams dans la baie de Tanger. Il compte réaliser 700 villas, 10 hôtels-casinos à catégorie cinq étoiles (d'une capacité totale de 500 lits), d'1 palais des congrès et d'1 port de plaisance.

Ambitieux lui aussi, le projet Cigitiour (entièrement financé par des capitaux portugais) concerne Saida, dans la province d'Oujda. Un vaste complexe touristique est prévu, qui comptera 1 hôtel 5 étoiles d'une capacité de 500 lits, 1 aéroport hôtel 4 étoiles (500 lits), 1 hôtel

et leur permet de rapatrier capital et plus-value. Une telle législation a, en outre, encouragé les étrangers à parier financièrement sur le tourisme marocain et s'y engager.

## BILAN POSITIF

En vingt-cinq ans, le tourisme marocain a effectué un développement basé en avant. En 1961, le Royaume accueillait

160 000 touristes. Dix ans plus tard, ils étaient 915 000. Aujourd'hui, ils sont près d'un million et demi.

Les Français arrivent en tête, totalisant à eux seuls près de 30 % des entrées. Suit un peloton groupé d'Européens comprenant les Espagnols (19,5 %), les Allemands (10,5 %) et les Britanniques (11,3 %). Globalement, le Maroc a accueilli 1 100 000 touristes en 1986. Ce résultat est légèrement en retrait par rapport à celui de 1985 où l'on avait recensé la présence de 1 536 000 touristes. Mais ce fléchissement n'est vraiment significatif que l'année 1985 a été exceptionnelle — surtout — parce que le marché marocain a subi le contre-coup d'événements indépendants du tourisme. La politique mouvementée du Moyen-Orient et le bombardement de la capitale libyenne par l'aviation d'Etats-Unis ont incité nombre d'Américains à rester chez eux. Ce mouvement, qui a aussi frappé l'Europe, s'est traduit au Maroc par une baisse de fréquentation d'environ 50 %.

Projets	Coût (en millions de dirhams)	% de capital étranger	Investisseurs
Chaîne Farah Maghreb	600	94	Consortium maroco-libanais
Hôtels Someto	250	50	Koweït
Sheraton	300	100	Abu Dhabi
Forum International	1 510	100	Arabie saoudite
Marsa Smir	440	100	Intercor
Cigitiour	1 050	100	Portugal
Jet Tour	80	50	Abu Dhabi (France)
Projet Euro-arabe (US)	400	100	Arabo-norvégien
Club Méditerranée	70	100	France
Machouli	800	100	Arabie saoudite et Espagne
Kabala	225	50	Espagne

\* Projets à l'étude

En outre, le Maroc a vu naître 20 nouvelles unités d'une capacité de 500 lits. Vingts mille lits actuellement en chantier ont été mis en service en 1987 ou 1988. Dans le même temps, 16 000 lits ont été agréés par le ministère du Tourisme, auxquels s'ajoutent deux palais des congrès d'une capacité d'accueil de 500 places, qui seront édifiés à Marrakech et à Agadir.

Il n'est d'autre part intéressant de noter que les efforts d'investissement du Maroc portent surtout, à l'heure actuelle, sur les hôtels quatre étoiles (70 % des projets entrepris en 1986 concernent cette catégorie) et qu'ils se concentrent, à quelques exceptions près, sur six villes :

Marrakech, Agadir, Casablanca, Fès, Tétouan, et Ouarzazate.

A la veille du plan d'orientation 1988-1992, le tourisme marocain s'est repéré pour l'avenir. Réunie à Rabat en mai dernier, la Commission nationale du tourisme a ainsi déterminé les bases d'une stratégie de développement touristique adaptée au décollage économique du pays.

## UN AVENIR PROMETTEUR

Donnée essentielle dans le développement du tourisme marocain, l'encadrement a d'abord été évoqué. Le gouvernement entend prendre les mesures nécessaires pour réglementer et maîtriser pleinement toutes les activités touristiques. Il s'agit pour cela d'un encadrement dynamique et évolutif du secteur. L'accent a également été mis sur la nécessaire harmonisation du tourisme avec l'ensemble des activités marocaines.

Un ordre a été donné : adapter l'offre touristique à la demande. La diversification évoquée plus haut ne doit pas être amplifiée. Le pays compte promouvoir le tourisme « spécialisé », tel que le tourisme rural, le tourisme thermalisme, le tourisme de sports, le tourisme résidentiel. Pour ce faire, il penchera avec soin sur les différents marchés qu'il souhaite toucher, et qui ont des goûts souvent bien différents (ainsi s'est-on aperçu que les Français ont une faible propension à la connotation culturelle, alors que les Allemands ou les Britanniques préfèrent les produits balnéaires). Bref le Maroc va vendre ses services avec la précision du marketing moderne.

Corollaire d'un tourisme performant, la politique de transport sera, elle aussi, renforcée. Le Royaume, qui dispose déjà d'un bon réseau routier, ne cesse d'ailleurs d'améliorer ses voies de communication et le déserte du pays. Ainsi, Royal Air Maroc a-t-il créé en 1987 des vols supplémentaires par semaine sur Ouarzazate, et la réalisation de la route côtière Safi-Essaouira vient de démarrer pour être achevée en 1988.

Enfin, la place du tourisme privé est réaffirmée avec vigueur. Le gouvernement entend lui faire jouer un rôle prépondérant et même le responsabiliser en l'incitant à prendre en charge la réalisation de l'infrastructure d'accueil dans une globalité.

Fort de ces principes, la Commission a donné les objectifs du Plan à l'horizon 1992, soit :

- 11 millions de touristes ;
- 10 millions de nuitées d'hôtels classés ;
- 14 000 millions de dirhams de revenus touristiques ;
- 30 000 lits supplémentaires en exploitation au cours de la période quinquennale 1988-1992 ;
- 19 500 emplois directs à créer, dont 4 480 cadres à former.

Les prévisions, ambitieuses, prouvent que le Maroc envisage l'avenir avec sérénité et que son tourisme a de beaux jours devant lui.

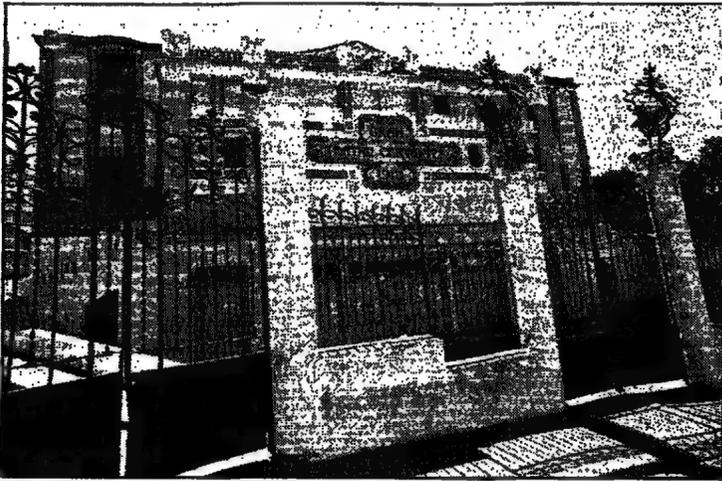


OFFICE NATIONAL MAROCAIN DU TOURISME  
 RABAT  
 22, rue Mohammed VI BP 19. RABAT  
 Tel. 212-52-53-54. Télex : 319 33  
 PARIS  
 51, rue de Valenciennes 75001 PARIS  
 Tel. 42-60-63-50 ou 42-60-47-24. - Télex : 630-419.

Premier port de passagers du Royaume

Tanger la frondeuse, capitale

On croyait que le mythe... fini, qu'il n'y avait rien d'autre à voir dans l'ancien « nid d'espions » que des coups de soleil sur des cellulites nordiques.



Est-ce à la persistance d'une littérature quelque peu nécrophile, tel le Tanger de Daniel Ramdeau, que les Marocains jugent sévèrement, et à la présence d'ultimes excentriques, comme le milliardaire américain Forbes, qui présente sa collection de soldats de plomb dans le palais du Mendoub, le « représentant » du sultan du Maroc dans une ville qui lui était devenue aussi étrangère que Paris ou Londres ?

Du haut du cap Spartel, là où les eaux de l'Atlantique et de la Méditerranée teignent le détroit de bleus différents, au bar de l'hôtel Minzah, le palaco-musée encore tenu par une famille anglaise, nous avons dû faire un effort pour oublier Delacroix, Morand, le parfumeur Coty de la Belle Époque, le Fassi Socco et la casbah en gradins sur la mer.

Moulay Ahmed Alaoui, le ministre d'Etat directeur politique du Maroc du Sahara, nous accompagnait. Il n'est pas insensible aux mérites de la ville. Avec la princesse Lalla Fatima Zohra, il fait partie du comité d'Association pour

la promotion et la sauvegarde des monuments historiques de Tanger. Il l'aime pour ce qu'elle pourrait être que pour ce qu'elle a été.

« Il faudrait faire de Tanger une ville internationale, sans les aspects négatifs », nous dit-il, plongé dans un rêve où la crème du tourisme huppé se mélangerait à des artistes, des écrivains et des scientifiques dans les anciennes arènes transformées en centre de conférences et en salle de spectacle.

Capitale d'été

Des ambitions plus immédiates habitent le gouverneur : accueillir dignement le roi Hassan II lors de sa visite prévue pour le mois de mars, un événement que les Tangéens attendent depuis presque vingt ans... 10 avril 1947, le sultan

Sidi Mohammed, futur roi Mohammed V, choisit la ville de l'empereur allemand Guillaume II qui avait fait la déclaration qui provoqua la conférence d'Algésiras pour affirmer le caractère arabe du Maroc dans une profession de foi nationaliste qui provoqua l'épreuve de force entre la France et la dynastie alaouite.

Neuf ans plus tard, le 11 mars 1956, l'indépendance est reconnue. La zone internationale de Tanger est bientôt rattachée au royaume, alors que subsistent des territoires sous souveraineté hispanique. En 1960, Rabat abolit les dispositions transitoires qui accordaient des avantages fiscaux aux nationaux établis à Tanger et aux étrangers. C'est l'intégration économique. Pour faire passer la plume, la ville est dotée d'une zone franche et se voit érigée en « capitale d'été ».

Mohammed V mourut en 1961 et le roi Hassan II se méfia des Rifains, traditionnellement frondeurs. On dit que les résultats officiels de certaines consultations nationales ont été plus « mauvais » du royaume. Aux démentis des montagnards avec les Alaouites s'ajoute la nostalgie de la « belle époque », celle où la ville était sous tutelle étrangère mais se prêtait à de juteux trafics. La région semble oubliée à Rabat. Il y manque ces grandes familles qui, comme à Fès, Marrakech ou Casablanca, ont leurs entrées au Palais.

En janvier 1984, Tanger ne suit pas les émeutiers qui incendient magasins et bâtiments administratifs à Tétouan, Al-Hoceima et Nador, dans le prolongement de la « révolte du pain » en Tunisie. Mais le régime comprend que

quelque chose ne va plus dans l'ensemble de la région, et la ville profite de diverses mesures de relance économique.

Moins de trois ans après les troubles, bien des chantiers attendent du changement sur la route qui relie Tanger à Tétouan. Des bidonvilles ont été rasés et remplacés par des cités encore trop rares qui au moins le mérite de ne pas insulter l'avenir par une architecture misérabiliste. Un effort a été consenti pour ne pas faire dans le genre cage à lapins. Le Maroc est un pays où subsistent des zones de grande pauvreté, mais il ne se résigne pas à la laideur des ensembles en préfabriqué pour résoudre ses problèmes d'habitat.

Fidèles fils

Partout, en septembre, on avait recrépi, repeint, replanté, à Tanger, pour une visite du roi qu'on attendait en automne. La ville voulait montrer son souverain qu'elle ne vit pas seulement du souvenir de sa splendeur passée, qu'elle est capable de se transformer à condition qu'on l'aide un peu. Les petites zones franches, sur le port et dans la périphérie, sortent de leur relative léthargie. Un Centre international de tourisme — destiné à la formation des cadres de la profession et ouvert notamment aux citoyens des pays d'Afrique noire avec lesquels Rabat veut développer la coopération — attend ses premiers occupants.

Et puis il a fallu tout annuler, soit que le roi ait changé d'idée, soit que d'autres villes de la région, dans le Nord, eussent avancé moins vite dans leurs préparatifs que Tanger la frondeuse, qui s'était refait une beauté pour l'auguste visiteur. Le 19 septembre, les conseils des colémas et des chambres professionnelles des provinces du Nord envoyèrent au Palais un message dans lequel ils sollicitaient un report de la visite,

« le mois d'octobre étant caractérisé par un climat versatile et par le début de la saison des pluies ».

« Notre impatience de voir réaliser cette visite n'a d'égal que notre souhait qu'elle se déroule dans des conditions qui permettront à l'ensemble des fidèles fils de Votre Majesté, habitant monts, vallées, villes et villages, de bénéficier de cette occasion tant attendue de faire part de notre loyalisme et de renouveler notre allégeance séculaire », écrivait les notables avant de proposer que la prochaine fête du Trône soit célébrée dans leur région au printemps prochain.

Le roi n'a pas encore fait connaître sa réponse, mais on s'attend maintenant qu'il passera une quinzaine de jours à Tanger au mois de mars 1988. De là, il rayonnera dans tout le Nord pour de courtes visites. Ce report laisse un répit aux retardataires, mais il est douteux que certains grands projets soient réalisés.

Le dada des édiles locaux, c'est la transformation de ce littoral en l'équivalent de la Costa del Sol espagnole. Tanger se voit déjà en rivale de Marbella grâce à des apports de capitaux arabes, notamment saoudiens. Un site, pour le moment assez peu engagé, a été réservé pour la création d'une « luxueuse marina ». Le riche investisseur du Golfe qui avait fait des promesses à ce sujet paraît s'être retiré. Un autre projet — Marinamar — sur la route de Tétouan a connu un meilleur départ, et une centaine de villas sont déjà disponibles.

Rien de tout cela ne peut évidemment rivaliser avec le luxe de la propriété du roi Fahd sur la « Montagne », en fait une colline couverte d'eucalyptus, sur laquelle se nichaient les plus belles résidences de la grande époque. Le souverain wahabbite ne s'est montré qu'une fois en ces lieux depuis l'indépendance. Le palais, mais une armée de gardes

ROYAUME DU MAROC

UNE VOCATION MARITIME ET PORTUAIRE SÉCULAIRE, UNE MUTATION EN PROFONDEUR

Onze ports de commerce renoués dynamiques sur la Méditerranée et l'Atlantique, au carrefour des grands courants d'échanges internationaux.

Ainsi se présente aujourd'hui le secteur portuaire marocain, fruit de grands efforts qui s'inscrivent dans une vieille tradition et dans la foi en l'avenir.

Multiséculaire, le portuaire et maritime du Maroc n'a cessé de se confirmer. Le trafic est en constante croissance. Il atteint 35 millions de tonnes en 1986. Cette nette tendance est celle de l'avenir.

UN POTENTIEL PORTUAIRE LARGEMENT SUFFISANT

Le patrimoine portuaire marocain, fort de 11 ports de commerce dont 4 sont en pleine expansion, est constamment renforcé et renouvelé. Infrastructures et équipements sont plus que suffisants pour faire face à l'augmentation du trafic.

UNE GESTION UNIFIÉE POUR UNE DYNAMIQUE NOUVELLE

Créé en 1985, l'Office d'Exploitation des Ports (ODEP) assure la coordination de la gestion des ports de commerce. Sa mission : dynamiser le secteur portuaire pour atteindre de hautes performances. Sa devise : la qualité. Son ambition : faire en sorte que les ports marocains deviennent des pôles d'attraction reconnus à travers le monde.

UN SECTEUR EN PLEINE MODERNISATION

L'action multiforme des différents partenaires a déjà transformé le paysage portuaire. Des structures renouées, des techniques et un mode de gestion en pleine modernisation, des procédures assouplies : le secteur portuaire se veut ainsi à la pointe du progrès. Il s'adapte avec succès aux mutations en cours dans le monde.

DE VASTES POSSIBILITÉS AU SERVICE DES ARMATEURS

Si les ports restent le poumon des échanges du Maroc avec l'extérieur, leurs possibilités excèdent largement les besoins internes. Ils offrent aux armateurs des moyens toujours plus en plus performants pour des activités de transit international (transbordement, etc.). C'est là que se situe la vocation naturelle, étant donnée leur situation au carrefour des voies maritimes atlantiques et méditerranéennes.

OFFICE D'EXPLOITATION DES PORTS

DIRECTION GÉNÉRALE : 4, rue Moussa-Ibnou-Noussair, Casablanca.

TÉL. : 27-53-50 — 27-55-27 — 27-42-59 — 27-44-48.

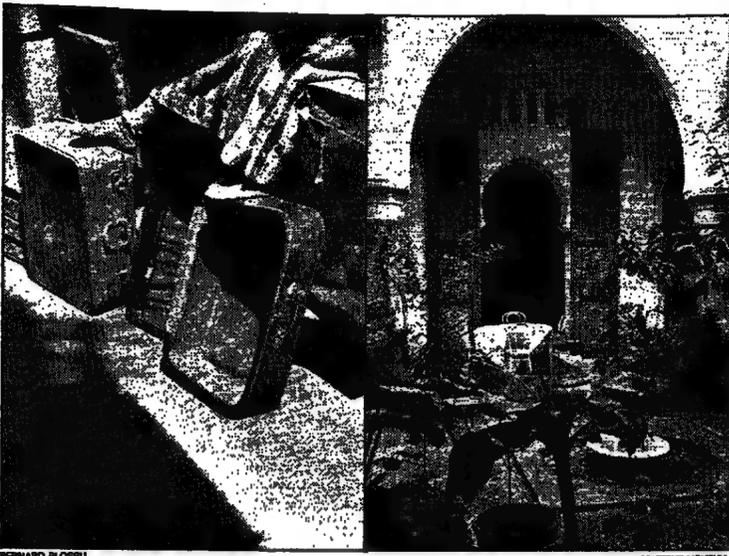
TELEX : 28722 - 28732.

Advertisement for the Moroccan Port Sector, featuring the Laboratory of Public Trials and Studies (LPEE), Dragage des Ports, and Société Nationale d'Études du Détroit. It includes contact information and details about port infrastructure and management.



Handwritten text at the bottom of the page: « مكان من المغرب »

# d'une région oubliée



BERNARD FLOUQUET

et de domestiques se tient prête à le recevoir quand il lui plaira. Une « mosquée privée » a été construite près du mur d'enceinte pour l'édification du bon peuple. On chuchote que quelques extravagances d'almées du Golfe ont été pesées de la population. Prudentes, les autorités consentent seulement à dire que les Tanjaouis ont l'esprit plus large que le commun des Rifains parce qu'ils sont habitués depuis longtemps au commerce avec les étrangers.

### « Opération transit »

En 1987, les quatre cent mille habitants de Tanger voient débarquer chez eux des centaines de milliers de compatriotes, travailleurs immigrés rentrant au pays pour les vacances. Le port ne se

sente plus qu'un simple rang pour le trafic des marchandises, mais il occupe la première place pour le transit des passagers, malgré la vive concurrence de l'enclave espagnole de Ceuta.

Dans la seule journée du 14 juillet 1987, quatorze mille passagers venant d'Algérie ont passé le détroit. Au total sept cent cinquante mille Marocains travaillant en Europe ont traversé l'Espagne l'été dernier. Le Croissant-Rouge marocain s'est mobilisé pour le succès de l'opération transit, en assurant une aide sociale et médicale tout au long de l'itinéraire espagnol.

Tanger n'a pas été en reste pour l'accueil. Plus de 40 millions de francs ont été dépensés pour la

création de parcs de repos destinés aux immigrés, le temps pour eux de se reposer dans des espaces de terrains de camping améliorés, avant de reprendre la route pour leurs lointaines régions natales. Pendant quelques semaines la route Tanger-Tétouan est la plus fréquentée du royaume, du fait de ces retours. Là sont sans doute les réalités de la région, bien différentes des rêveries sur nagure que l'on peut encore nourrir dans ces étonnantes « cimetières pour chiens », sur « la montagne », où l'armée anglaise, d'une époque antédiluviennne qui remonte pourtant à moins d'un demi-siècle, ont déposé des épitaphes à « Jim compagnon fidèle » et au « bien-aimé Domino ». JEAN DE LA QUÉRIÈRE.

## Tan-Tan

# Une ville nouvelle aux portes du désert

CASABLANCA, 7 heures du matin. Dans l'aéroport international, ultra-moderne, les avions pour l'étranger ne sont pas les seuls à se presser devant les comptoirs d'enregistrement. Les lignes intérieures font aussi recette dans un pays où les distances ont été considérablement allongées depuis la mise en valeur du Sahara. Un Fokker à hélices va décoller. Destination Tan-Tan, entre Agadir et El-Ayoune, à plusieurs heures de vol à l'intérieur du Maroc d'avant la « marche verte ».

Des marins coréens discutent avec l'équipage dans un anglais approximatif. Des Français lisent le « Matin du Sahara », le grand quotidien de Casablanca, dont le titre est à lui seul tout un programme. Malgré un contentieux entre une société française et les promoteurs de Tan-Tan, nos compatriotes sont encore présents sur le marché. Ils logeront à bord d'un bateau qui sert d'hôtel, à l'abri du nouveau complexe maritime surgi du désert.

Tan-Tan, c'est une onomatopée qui, paraît-il, prononcée par un Arabe, reproduit le son d'une pierre tombant dans un puits. A la fin des années 50, ce n'était qu'un chef-lieu de province à vocation essentiellement pastorale. Des éleveurs de chèvres et de chameaux y vivaient pauvrement, à l'abri d'une garnison. En 1977, les autorités décident de créer un port, à 25 kilomètres de la ville. Les travaux de génie civil sont pratiquement terminés en 1981. Il faudra encore cinq ans pour mettre en place les infrastructures et faire de ces quais une pièce essentielle dans le redéploiement de la flotte

l'exemple et de rapatrier sa flotte. Pour ce faire, il va outrepasser sa vocation première d'armateur pour se transformer en industriel en conditionnant ses produits sur le sol national grâce à d'énormes investissements.

Ingénieur des arts et métiers, le jeune directeur du complexe est un de ces Marocains que l'on verrait bien dans une multinationale. Pas de salamalecs autour du verre de thé. Une brève question sur le temps dont dispose le visiteur et tout de suite un exposé limpide, dans le vif du sujet. Des chiffres, des remarques qui ne dissimulent pas la difficulté de l'entreprise. Mais aussi une fierté évidente. En comptables, à court terme, le rapatriement était-il une opération rentable ? « Le directeur de l'Omnium » n'a pas posé la question comme ça. Il a agi par nationalisme. « Nous sommes en train de prouver que ce choix pouvait aussi être payant. »

Les chalutiers de l'Omnium opèrent au large de Dakla et de Boudjour de venir décharger à Tan-Tan. Mais la pêche artisanale profite aussi des installations du complexe. On voit autour des petites embarcations pour décharger la sardine, dans une odeur caractéristique.

### « Smara 150 km »

Quelle transition quand on entre dans les salles de conditionnement ! Les analyses pour veiller à la qualité du produit, de caoutchouc sur les mains des femmes qui manipulent les casiers de poissons qui vont être stockés par tonnes dans les chambres froides. Sait-on que les sardines à l'huile arrivent congelées en Europe pour y être mises en conserve ?

« Maintenant, dit le directeur, le gas-oil est fourni ici au prix

international, comme à Las Palmas. Nous disposons de facilités douanes nous espérons récupérer une partie de la flotte marocaine. Nos installations sont ouvertes à tous et elles le veulent, quitte à créer un pool. En cinq ans, nous avons créé, ici, ce qui s'est fait en dix ans aux Canaries ».

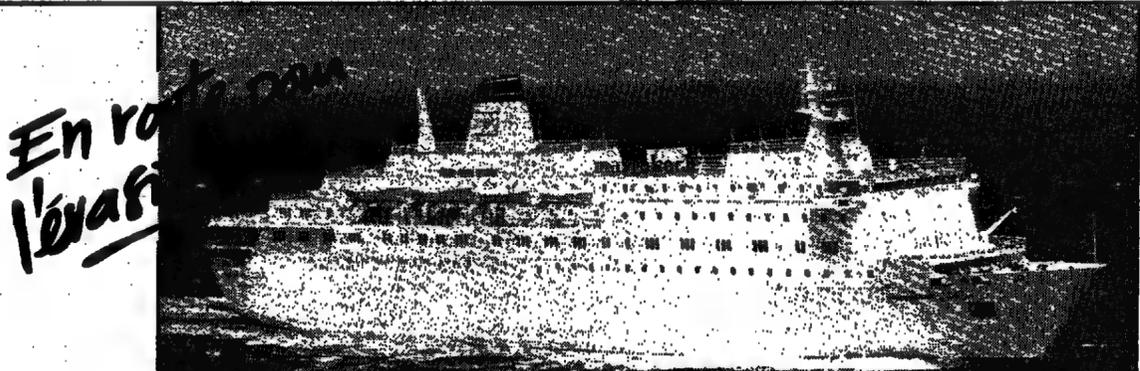
Tan-Tan-Plage a été bâtie à quelques kilomètres du port. Une école, déjà deux banques, « preuve qu'il y a de l'argent à collecter », des villas. On y voit les familles des cadres et des techniciens du port, sur lequel 6 000 personnes travaillent déjà. Mais le personnel préfère demeurer dans la ville ancienne, où il a ses habitudes. Les cars le transportent tous les matins.

A un carrefour, un panneau indique fièrement : « Smara, 150 kilomètres ». Une route vient d'être construite en direction de cette cité de l'ancien Sahara espagnol. Impossible d'ignorer quand on descend dans le Sud que, pour les Marocains, la « marche verte » est un fait irréversible dans la mesure où tout un tissu économique est déjà formé d'une région à l'autre.

Le gouverneur de Tan-Tan est maintenant à la tête d'une province de plus de 50 000 habitants. La ville va se transformer. Naguère, on y vivait de différents trafics nés de la présence des militaires de l'absence de... « Les bénéfices de la contrebande commencent à se réinvestir dans l'industrie », dit-il. « On ne prouve que les mentalités changent. » Repas sur des salades basses, cérémonies de l'ablution des mains au-dessus d'un puits de cuivre, comme autrefois sous la tente. Mais, au menu, il y a une dorade...

J. G.

# compagnie marocaine de navigation



## SETE-TANGER-SETE

# Le "Marrakech"

L'étoile du grand large



COMANAV : 7 Bd de la Résistance Casablanca - Tél : 30.30.12 - Télex : 26093

Urbanisme

La future mosquée Hassan-II : une prouesse architecturale

par Chakir Laroussi (\*)

S'INSCRIVANT dans la lignée des grandes réalisations architecturales du Maroc, la mosquée Hassan-II, qui plonge ses monumentales fondations dans l'océan Atlantique à Casablanca, près du port, sera achevée dans dix-huit mois.

Les études techniques entreprises depuis deux ans ont fait apparaître, vu les dimensions de l'édifice et la nature du site, des problèmes nouveaux et des solutions aussi inédites. Le fait que la houle de l'Atlantique atteint 7 à 10 mètres à cet endroit a exigé des aménagements en bassin, afin d'étudier de façon minutieuse toutes les conséquences de l'amplitude et de la force des vagues.

Un chantier à l'appât du pantagruélique

Une digue provisoire, qui met le chantier à sec, a déjà été achevée. L'oratoire de la mosquée s'étendra sur une surface de 2 hectares, sur pilotis. La partie centrale du toit, dont le faîtage est à 70 mètres de haut, sera accessible à partir d'autre part d'une cour extérieure au pour même de la salle de prières.

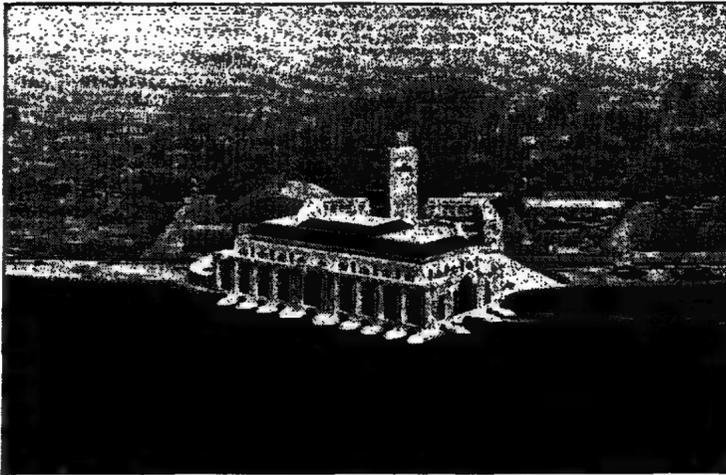
L'ampleur du chantier a exigé l'ouverture et l'équipement de deux nouvelles carrières, afin de fournir les quantités de marbre et de granit taillés dans la région d'Essaouira. Les cimenteries, qui, en un mal un assésaient en leur capacité de production, tourneront à plein régime pour répondre à l'appât pantagruélique du chantier : 700 mètres cubes de béton y seront déversés quotidiennement.

La plus grande après La Mecque

Cinq à dix mille personnes (ouvriers, artisans, techniciens, ingénieurs, etc.) travailleront, selon les périodes, devant les murs de l'édifice ou à l'intérieur de ce chantier.

La grande salle des prières, divisée en trois parties, sera d'une superficie au sol de 20 000 mètres carrés et pourra accueillir vingt mille fidèles, auxquels pourraient s'associer dans la même prière sur le parvis quarante mille autres personnes. À ce titre, la mosquée Hassan-II sera la plus grande mosquée du monde musulman, dépassant le sanctuaire de La Mecque.

En sa qualité de « Amir al mومينين » (commandeur des croyants), Hassan II entend marquer son règne de l'impression du bâtisseur moderne du grand



Photomontage de la maquette de la mosquée, dans le site de Casablanca.

protecteur des traditions. Le génie marocain a toujours été un mélange des genres ancien et moderne. La précision et la force coloniale des grues géantes de la société MATRAP s'allient à la finesse et à la dextérité des maalems-artisans de plâtre, de bois et de zellige. Le béton armé sera orné de zocals, de moucharabieh et autres zocals décoratifs.

Pinseau, architecte, et Bouygues, réalisateur des travaux,

gagneront leurs galons de « grands maalems »... héritiers des illustres maîtres artisans Bachir et Ben Thami, aux chantiers gigantesques. L'ensemble est coordonné par le ministère de l'Intérieur, qui a englobé ces dernières années le département de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de l'environnement, un gage de plus pour l'efficacité et le respect du calendrier.

Cet immense édifice n'est peut-être pas éloigné de l'endroit où la légende raconte que Oqba Ibn Naffil, suivi de dizaines de milliers de cavaliers, arrivés du Machrek au septième siècle pour réviser la religion islamique aux populations du Maghreb, ait fait avancer sa monture dans les flots pour prononcer avec regret cette célèbre incantation : « Dieu soit puissant, si ce n'était l'immensité océanique, j'aurais porté au-delà de ces contrées ! »

Conformément aux souhaits du roi, deux bâtiments symétriques par rapport à l'axe d'accès abriteront un grand musée et une bibliothèque et cadreront toute la perspective de l'ensemble en l'isolant du tissu urbain environnant.

La grande mosquée Hassan-II représente également l'aboutissement de la révision partielle du tissu urbain du centre de Casablanca, une ville qui s'embellit, se transforme de jour en jour et commence à acquérir son caractère. Cependant, depuis le début du siècle, et face aux authentiques capitales impériales (Fès, Marrakech, Meknès), Casablanca traîne sa réputation de création de l'étranger, porte de l'invasion, ville canaille, ville de la sueur, du négoce et de la fraude.

Remise en ordre

Après avoir, à la veille de l'indépendance, gagné ses palmes de « ville de la résistance » pendant les dures épreuves de la lutte nationaliste, son expansion rapide en fit une mégalopole, dépôt anarchique de tous les exodes. Durant les années 50, on dénombrait une quinzaine de mosquées littéralement prises d'assaut le vendredi et plusieurs dizaines de salles de prières qui servaient également de madrasa (écoles coraniques) éparpillées dans les quartiers périphériques.

Outre le parc de la Ligue arabe ou le centre européen, ses innombrables coscos de l'entre-deux-guerres, la seule vitrine présente de Casablanca était l'élégant quartier des Habous où les sultans Moulay Youssef et Moulay Mohammed firent construire, à intervalles de quelques années, des somptueuses mosquées qui portent leur nom.

Dans les quartiers périphériques où les prix des terrains restent abordables, il a été quelquefois difficile pour les autorités, pour des raisons d'agencement urbanistique ou de contrôle de la gestion et du prix, de tempérer le zèle de particuliers pieux et riches qui construisaient des mosquées et les abandonnaient au hasard de quelques couches sociales et autres minoritaires.

Depuis une dizaine d'années, grâce à une réelle et efficace politique de décentralisation, l'ordre a été mis simultanément dans le préche, la brique et le béton. La réalisation de la grande mosquée Hassan-II marque également la bonne santé de l'islam sunnite, non en tant que discours ou idéologie mais en tant que réalité sereine et rayonnante de culture et de civilisation.

(\*) Directeur du bureau parisien de l'Agence de presse marocaine MAP.

Histoire

Un sultan alaouite qui voulut devenir gendre de Louis XIV

QUAND Louis XIV traversait l'Europe, la Maghreb n'était pas en reste avec Moulay Ismaël, l'un des premiers souverains de cette dynastie alaouite dont le roi Hassan II est le représentant actuel.

Grand bâtisseur (voir notamment les ruines de Marrakech), grand amateur de femmes, grand remueur d'hommes et d'idées et grand amateur de politique, Moulay Ismaël forma un véritable pendant musulman au roi Louis XIV. Les deux souverains, par leur diplomatie s'appuyant tant sur les conseils que sur la force, ont marqué un grand moment de l'histoire d'un grand empire dont les Français contemporains ne se sont pas encore guérés, permettant un parallèle constant avec Louis XIV.

Les relations entre les deux « cousins » — tous les rois le sont, c'est connu, mais en plus les Capétiens ont (comme les Alaouites), grâce à une ancienne alliance espagnole, du sang de Mahomet dans les veines — aboutirent notamment à une correspondance que le diplomate marocain, Younés Nékrout, ressuscite dans son dernier livre, Une amitié orageuse.

Les deux rois, bien que ces deux « cousins » n'empêchèrent point, au contraire, le commandeur des

de demander un beau jour de 1699 la main de Marie-Anne de Bourbon, plus connue sous le nom de princesse de Conti, bâtarde légitimée de Louis XIV. Elle avait douze ans et était fiancée à un prince épousé à quatorze ans. Tout France était à ses pieds.

« Elle est charmante, elle est divine Pure et blanche comme l'hermine Elle efface toutes les fleurs Jusqu'à sa lys de son origine ».

Entre Gibraltar et Tanger

Renseigné par son ambassadeur qui avait vu la merveille au bal du carnaval, l'empereur du Maroc, déjà pourvu pourtant des épouses et concubines que permet l'islam, se porta candidat pour devenir « Monsieur Gendre ». La nouvelle déclina tellement Versailles que bien des hauts parages s'en trouvaient déplacés.

Mais ! Pour nous l'affaire ne se fit pas. Mais Younés Nékrout nous dit tout de la tentative, comme il restitue la vie des captifs chrétiens dans l'Empire chrétien d'alors, les manigances espagnoles et anglaises entre

Gibraltar et Tanger, l'échec de la grande alliance franco-marocaine qui dut attendre encore près de deux siècles pour se faire, sous forme d'un « protectorat », lequel, grâce au bon serviteur royaliste de la République fut le maréchal Lyautey, maintint sur leur trône les descendants de Moulay Ismaël.

Outre cet ouvrage, signalons, sur la période 1800-1874, l'étude d'un universitaire marocain, Abdelhaleq..., le Maroc et l'Occident, qui permet de mieux appréhender la politique extérieure présente de l'un des plus vieux États-nations du monde. Enfin, l'agriculture et la politique de l'eau, qui, de tout temps, figurent parmi les bases de la richesse et du pouvoir marocain, viennent d'être l'objet d'une étude approfondie de Pierre Préfol, ancien contrôleur civil du Maroc.

J.-P. P.-H.

\* Younés Nékrout, Une amitié orageuse. Préface de Michel Jobert, 400 p. L'auteur a également publié chez le même éditeur, la Revue des Traditions.

\* Abdelhaleq Berrandane, le Maroc et l'Occident, Karthala, 446 p.

\* Pierre Préfol, Prodiges de l'Irrigation au Maroc, Nouvelles Éditions latines, 266 p.

L'Extrême-Occident du monde musulman

Hassan II a voulu que cette gigantesque mosquée arbore son édifice à l'extrême Occident du monde musulman. Son minaret, visible à des centaines de kilomètres au large, supplantera le phare du port de Casablanca, symbole d'un islam éclairé, hospitalier et saintaire. Du haut de ce minaret de 172 mètres retentira cinq fois par jour la voix d'un muezzin qui aura le droit de figurer dans le Guinness. En effet, sa voix culminera sur l'édifice religieux le plus haut du monde, juste devant la pyramide de Cheops (146 mètres) et la nef de Saint-Pierre (132 mètres).

L'ensemble (moderne, hammam, parking) est construit selon des principes antisismiques et protégé contre la houle par un double peigne vertical de poteaux en béton armé situé sous l'emprise de la mosquée. Un tunnel de 720 mètres creusé sous le parvis pour maintenir la fluidité du trafic automobile sur le boulevard Sidi-Mohamed-Ben-Abdallah, prolongement de la célèbre avenue de Casablanca.



ROYAUME DU MAROC OFFICE NATIONAL DE RECHERCHES ET D'EXPLOITATIONS PÉTROLIÈRES



Gisement de Toukmt. Unité de séparation de gaz et de condensat

Cherchez du pétrole au Maroc... en toute confiance

Le Royaume du Maroc accorde une priorité absolue à la participation du capital international dans la recherche et le développement des hydrocarbures. Du pétrole et du gaz sont déjà produits au Maroc. Des bassins sédimentaires nombreux et vastes recèlent un potentiel pétrolier qui mérite d'être exploré. Les avantages qu'offre le Maroc sont évidents.

Confiance : ONAREP s'est établie une solide réputation dans l'industrie pétrolière internationale pour son esprit d'équité, de coopération et de loyauté.

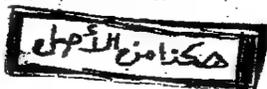
Flexibilité : Le Maroc offre des accords pétroliers taillés sur mesure, garantissant de multiples avantages législatifs et fiscaux.

Modernité : Les sens historiques du Maroc avec l'Europe et l'Amérique et son ouverture tant culturelle qu'économique vers ces continents, sont une réalité indéniable.

Le Maroc, un carrefour entre l'Afrique et l'Europe, dispose d'un réseau dense et moderne de communication répondant au standard des pays les plus avancés.

Accessibilité : Le marché européen tout proche et une demande énergétique intérieure en pleine croissance sont autant d'atouts pour assurer à toutes découvertes commerciales d'hydrocarbures des marchés accessibles et rémunérateurs.

ONAREP 17, avenue Mohammed Agade, Rabat Tél. : 763.85 / 721.70 / 721.71 Telex : ONAREP 317.15 M



(Publicité)

### La décentralisation au Maroc : une option résolue pour préparer les structures de l'an 2 000

Il est des dates dans la vie des peuples que le destin promet à la postérité. Dans le passé glorieux du Maroc, elles sont nombreuses. Parmi les plus récentes que l'Histoire retiendra de l'œuvre de Sa Majesté le roi Hassan II, 1975 et 1976 seront sans doute les plus mémorables ; elles marquent des événements grandioses et datent des tournants historiques et des changements profonds dans la société marocaine.

L'année 1975 est celle de la « marche verte », événement marquant de notre époque, illustration éclatante de la symbiose du roi et du peuple et expression généreuse tout à la fois de leur détermination commune à récupérer les provinces sahariennes et de leur attachement aux valeurs de la paix et de la non-violence. Dans notre monde contemporain, la « marche verte » demeurera l'une des rares éclaircies dans une société internationale en pleine turbulence et une belle leçon pour un retour de l'humanité à ses valeurs les plus profondes.

L'année 1976 est celle d'un autre combat ; celui du front intérieur, de la démocratie locale et de la participation. Sur ce terrain, Sa Majesté Hassan II a voulu aussi que le Maroc fasse œuvre de pionnier parmi les pays du tiers-monde. Pays de tradition démocratique pluraliste, consacré par la Constitution, le Maroc se singularisera de nouveau en 1976 avec la réforme fondamentale des lois sur la décentralisation. Plus qu'une réforme technique, c'est en effet un nouveau choix de société et une nouvelle conception du rôle du citoyen, de ses droits et de ses libertés que la loi de 1976 a provoqués. Ce sera le point de départ d'un cycle incessant de mutations et de transformations qui modifieront profondément le paysage politique et la physionomie économique et sociale du Maroc.

En son temps, cette ambition prenait valeur de défi : l'écologie pouvait paraître peu réceptive, et les structures sociales impréparées, pour mettre en chantier une si haute idée de la démocratie locale. Dix ans après, le temps a donné raison au roi ; la réforme a fourni de nombreux acquis au présent, tout comme elle promet le futur du pays à de grandes perspectives.

Connu pour son attachement à son authenticité, le Maroc se place ainsi, aussi, au centre de la modernité et du progrès. Ce mariage fécond des valeurs du passé et du présent est la marque de l'originalité et du génie de ce pays.

Avec la réforme communale de 1976, Sa Majesté Hassan II avait vu juste ; avec Elle, le Maroc épousait son temps et se rangeait parmi les nations libres et démocratiques. Peu de pays de son niveau, notamment, jouissent d'un régime aussi développé des libertés et des responsabilités locales. En outre, bien avant que la conjoncture récessive et inflationniste internationale n'impose partout « le moins d'Etat », il a conduit le Maroc sur cette voie en substituant graduellement à l'Etat le dynamisme créateur et producteur des collectivités locales, et, par-delà celles-ci, celui du privé. Ce faisant, le Maroc a été un précurseur dans la mise en œuvre des nouvelles stratégies de développement que les experts internationaux administrent aujourd'hui aux économies souffrantes du tiers-monde. Cela explique sans doute que l'économie marocaine ait souffert moins que d'autres, plus favorisées, de la crise mondiale, malgré le poids de l'effort militaire qui lui impose depuis dix ans la défense de son intégrité territoriale.

Loin de s'épuiser dans cet effort, le Maroc a puisé dans la décentralisation la force motrice de son économie et les facteurs de revitalisation de sa croissance.

En dix ans, les changements produits sont ostensibles ; la place qu'occupent les collectivités locales dans l'espace et le discours politiques, dans les stratégies économiques, voire de plus en plus sur la scène internationale, témoigne de la mise en œuvre d'une véritable révolution tranquille.

C'est dans l'écosystème politique que le changement a été le plus remarquable ; le pluralisme marocain y a puisé un second souffle et une nouvelle occasion de confrontation et de contradiction fécondes. Les élections communales de 1976, puis celles de 1983 (le mandat est au Maroc de six ans) ont constitué dans la vie politique du Maroc de hauts faits de la démocratie. Les transports d'enthousiasme populaire qu'elles ont suscités et la libre expression du pluralisme des idées et des programmes auxquels elles ont donné lieu forcent le respect et donnent tout son crédit à l'expérience démocratique marocaine. La réforme de 1976 a étendu considérablement les attributions des assemblées locales élues ; elle a renforcé les pouvoirs du maire, appelé au Maroc le président du conseil communal (il se substitue au caïd et au pacha, représentants de l'Etat), et a ramené à sa plus simple expression la tutelle de l'Etat. C'était plus que suffisant pour en faire un nouveau terrain de compétition pour les élites et pour les quinze partis politiques marocains. La commune s'est très vite affirmée comme un centre privilégié d'intérêt. Les candidatures ont atteint pour les élections de juin 1983 le chiffre de 57 120 prétendants à la magistrature locale pour 15 493 sièges (ce qui représente un peu moins de quatre candidats pour un siège). Chaque renouvellement est l'occasion d'un redoublement d'intérêt pour le mandat local, de compétition et d'amélioration qualitative des nouveaux magistrats locaux. En 1983, près de 65 % d'anciens élus ont cherché à briguer un nouveau mandat. Parmi les élus, la proportion des conseillers de formation supérieure a pratiquement doublé par rapport à 1976, tandis que la marge des élus non lettrés a diminué de 8 points. La composition des assemblées locales traduit aussi une large et rapide politisation. En 1976, seuls 35,75 % des élus étaient parvenus au conseil communal en se réclamant d'un parti politique. En 1983, 77,67 % des conseillers élus sont affiliés à une organisation politique.

En 1976, le parti de l'Istival, matrice du mouvement national, a réussi à se placer en tête avec 16,35 %, suivi par le Mouvement populaire, avec 7,2 %, qui recrute principalement dans les zones rurales berbérophones, et par l'Union socialiste des forces populaires, plus implantée dans les grandes villes (6,54 %). En 1983, l'Union constitutionnelle, le nouveau parti libéral créé par M. Maati Bouabid, réussira à surclasser le parti de l'Istival à la première place avec 17,63 % contre 16,87 %, pendant que le Rassemblement national des indépendants de M. Ahmed Osman (actuel président de la Chambre des représentants) réalise 14,32 % et précède le Mouvement populaire, qui gagne pourtant 5 points par rapport à 1976. L'Union socialiste des forces populaires perdra plus de 3 points ; le Parti du progrès et du socialisme de M. Ali Yata (parti communiste) ne réalisera quant à lui que 0,10 % du total.

Les 859 communes marocaines urbaines et rurales sont ainsi devenues le centre d'un enjeu politique fort important ; d'autant que les élus locaux participent pour une grande part à la désignation du tiers des membres de la Chambre des représentants élus au suffrage indirect parmi les collèges des conseils communaux, des chambres professionnelles et des représentants des salariés.

L'exercice communal a aussi conduit les partis politiques marocains à spatialiser leur implantation, à soigner l'encadrement territorial et à drainer vers la magistrature locale les élites les plus représentatives et les plus compétentes.

Sur le terrain de l'économie, les collectivités locales marocaines ont aussi remarquablement et rapidement évolué. Leur insertion dans les nouvelles stratégies de planification et de développement a révélé leur forte propension à mobiliser des facteurs de production nouveaux, à corriger les déséquilibres spatiaux, à réduire les écarts économiques et sociaux et à promouvoir la croissance. Elle a mis en valeur l'importance des agrégats locaux et infléchi utilement les tendances économiques dans un sens plus territorial et autocentré. La part des collectivités locales et de leurs groupements, insignifiante en 1976, a représenté 16,78 milliards de DH en 1986, soit 8,03 % du total des investissements à la charge du budget général de l'Etat. Cet effort est une mesure significative de leur intégration au processus de développement. Leur taux de réalisation est très honorable, eu égard à leur expérience et à leur jeunesse ; elles ont réalisé 66 % des 20 milliards de DH prévus. Bien qu'en deçà des besoins, estimés pour la période à 38 milliards de DH, les politiques d'équipement des collectivités locales ont plus largement spatialisé la croissance et plus équitablement réparti le revenu national.

Au chapitre des priorités, les régions à prédominance rurale et celles qui ont été les plus durement affectées par les effets de la sécheresse des années 1981 à 1985 ont bénéficié d'une plus grande faveur. Au plan sectoriel les infrastructures de base ont absorbé 62 % des crédits d'investissement. Les politiques d'équipement menées varient cependant selon la santé financière des collectivités locales ; les plus favorisées ne se sont pas limitées au secteur des infrastructures urbaines ; elles se sont résolument engagées dans l'économie productive pour développer davantage leurs sources de recettes et promouvoir les économies locales. La gestion des services publics a pour sa part qualitativement évolué au cours de cette période ; les modes classiques ont été améliorés, amendés ou abandonnés au profit de modes plus appropriés.

Des établissements publics communaux ou intercommunaux ont été créés ou développés pour la gestion des réseaux de distribution d'eau, d'électricité, voire d'assainissement ou de transport. La privatisation des services publics a été tentée avec succès dans le domaine du transport public urbain à Rabat et à Casablanca. Des syndicats intercommunaux et des initiatives d'économie mixte ont été mis en œuvre dans différents secteurs.

Ces profondes mutations de l'économie locale se sont produites à la faveur d'un déploiement remarquable des moyens.

En matière de ressources humaines, depuis dix ans un vaste effort est mené pour éradiquer progressivement la sous-administration locale, en développant les recrutements, en dirigeant les collectivités locales vers les valeurs sûres et en assurant une couverture équilibrée du territoire en cadres spécialisés. La fonction publique locale qui comptait 33 000 agents environ en 1976 a presque doublé en dix ans.

Le volume des emplois créés a atteint 29 654 postes soit une augmentation de 89,5 % et une création moyenne annuelle de 3 295 emplois. Actuellement, plus de 1 000 cadres sortent chaque année des 11 centres de formation administrative et technique créés pour satisfaire les besoins des collectivités locales. Les nombreux instituts et écoles supérieurs fournissent pour leur part annuellement aux collectivités locales des contingents de plus en plus importants d'ingénieurs, d'architectes, de vétérinaires, de médecins et autres cadres supérieurs. Parallèlement, une vaste action de préparation aux emplois publics locaux, de perfectionnement et de recyclage en cours d'emploi est menée depuis 1981. Plus de 10 000 agents ont été concernés par divers formations ou compléments de formation : secrétaires généraux de communes, urbanistes, informaticiens, paysagistes, contrôleurs des prix, agents de l'état civil, etc.

En matière de finances, l'évolution en dix ans est pour sa part tout à fait exceptionnelle. Le volume global des budgets des collectivités locales a progressé remarquablement de 450 % ; il est passé de 795 millions de DH à 3 650 millions de DH. Ce rythme d'évolution (d'autant plus extraordinaire qu'il est enregistré au cours d'une période particulièrement difficile pour l'économie et les finances marocaines), a été plus encore important pour les budgets d'équipement (638 %) contre 354 % pour le fonctionnement.

Les composantes financières des budgets locaux ont toutes évolué à la faveur d'un cycle de réforme et de revalorisation qui les a toutes amendées ou améliorées. Les taux d'évolution se situent dans une fourchette exceptionnelle allant de 278 % à 1 055 % :

- Les recettes propres des collectivités locales sont passées de 410 millions de DH en 1976 à 1 142 millions en 1986, soit 278 %. Elles représentent près du tiers des recettes globales des collectivités locales.
- Les subventions que l'Etat accorde systématiquement pour la couverture des déficits de fonctionnement ont progressé de 652 %, (675 millions de DH en 1986 contre 103 millions en 1976).
- Les dotations d'équipement consenties par l'Etat ont le plus progressé (1 055 %) ; elles sont passées de 95 millions en 1976 à 1 005 millions en 1986.
- Enfin les emprunts ont été largement dynamisés, ils ont évolué de 300 % (310 millions de DH contre 103 millions en 1976).

(Suite page 11)

Religion

Un islam tolérant

par Henry Bonnier (\*)

SE promenant dans un village proche de Fès à l'heure où l'or du couchant flamboyait dans les grands eucalyptus noirs et déposait sur les visages une tendre lumière, Henri Laborit, à qui je demandais comment pouvait s'appliquer en un tel lieu sa théorie de l'agressivité, reconnaissant de bonne grâce qu'elle n'avait aucune prise sur une pareille douceur.

Autour de nous, des hommes, des femmes, seuls ou en groupe, vêtus de façon traditionnelle, allaient, venaient, peuple silencieux, peuple recueilli, peuple de fidèles. « Quel contraste avec les fureurs guerrières de l'Iran! », nous disions-nous, en nous demandant s'il existerait un islam marocain spécifique.

Question d'autant plus lancinante que l'islam se trouve désormais placé au cœur des graves crises ou religieuses ou politiques auxquelles le monde est de plus en plus confronté! Or, le voyageur le moins attentif aux choses de la religion ne peut pas ne point constater qu'un abîme sépare l'idée qu'il se forme de l'islam, quand il le considère dans son fanatisme chiite, et l'image de paix et de tolérance que le sunnisme lui offre au Maroc.

Un poème dit à peu près que, si le Machrek est la terre des prophètes, le Maghreb, quant à lui, est celle des saints. Faouzi Skali, auteur de La Voie soufie (1), pense que c'est là une des clés du Maroc religieux. Sur quoi Abd el Hamid Zwiitan, professeur de théologie à la Quarawiyne de Fès, enchaîne: « Un vieux principe de sagesse pose que le bon doit être supérieur au mauvais. C'est pourquoi les hommes sages du Maroc jugent que le présent règne apporte un grand bienfait.

relayés et confirmés en cela par les saints hommes du royaume. »

On se condamnerait à ne rien entendre de ce peuple marocain si l'on dissociait, à l'occidentale, le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel, alors qu'ils sont étroitement liés, puisque le Coran représente à la fois un livre révélé et un code civil, pour dire les choses un peu vite, et même si l'Etat de droit marocain s'est peu à peu constitué dans sa forme originale, comme le montre bien Edification d'un Etat moderne (2), en pratiquant une harmonieuse synthèse entre le droit coranique et le droit occidental.

Enfin, n'oublions pas que le roi Hassan II porte le titre d'Amir Al Moumine, de commandeur des croyants, et que, du point de vue religieux, ce titre est considérable, non seulement parce qu'il redouble la légitimité monarchique, mais encore parce qu'il place le roi, au-dessus de la responsabilité politique.

La prière et l'étude

Un proverbe arabe énonce que « la poitrine des hommes libres est le tombeau des secrets ». Fort de cela, tout Marocain aura la fierté d'affirmer que l'islam est un secret à conquérir. C'est pourquoi, si l'on veut écouter l'islam du silence, il faut aller vers des hommes simples, retirés dans l'étude, la prière, la méditation. Tout chemin a sa fonction, toute route a sa valeur.

A Fès, celui qui veut saluer Abd el Hamid Zwiitan doit quitter la Médina, pousser jusqu'aux faubourgs, s'engager dans une venelle. Là, derrière une porte étroite perdue dans la verdure, s'ouvre un jardin qui semble prolonger une grande pièce. Alliance du dehors et du dedans!

Agenouillé à la manière d'un scribe, mon hôte, le torse droit, les avant-bras reposant sur un coussin, paumes offertes, scandé ses réponses plus qu'il ne les formule. Musique de la vérité? Vérité de la musique? Telles des notes jaillies de la corde pinée d'un luth, les syllabes gutturales se succèdent jusqu'à s'entrechoquer dans une évidence.

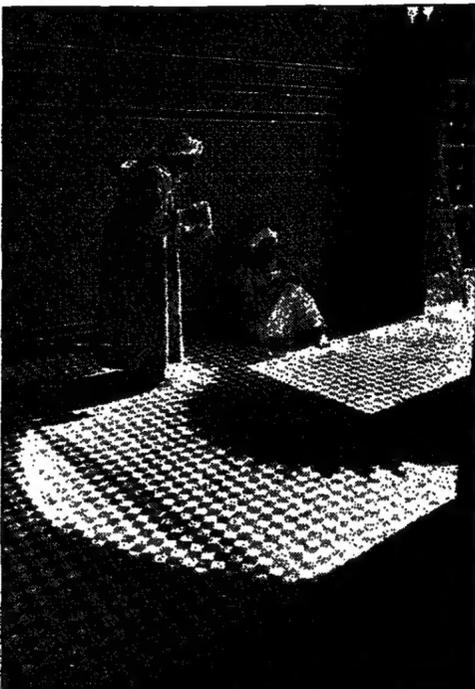
A la question de savoir s'il existe un islam marocain, réponse m'est faite que « l'homme est à soi-même un obstacle, au lieu que les bienfaits divins sont continus ». Il est parti de très loin, mon hôte, qui ajoute au rythme d'un temps tout oriental: « Ce fut le rôle des envoyés et des prophètes de supprimer ces obstacles, d'empêcher les hommes de s'enfermer en eux-mêmes. Tous les messages divins sont un. Tous les prophètes ont appelé à cette unité de Dieu, à la réalisation et à l'entrée dans le royaume céleste. »

En quel siècle sommes-nous tout à coup? Ce qui se dit là, tandis que tombe le soir, n'est d'aucune époque particulière et vaut pour toutes. Se balançant d'arrière en avant, mon interlocuteur dit encore: « La Révélation s'exprime à travers un homme qui porte en lui le secret divin, et c'est ce secret qui fait le prophète. »

Dans le jardin, un restant de lumière maintient une rose hors des ombres. Les paroles ici prononcées ont la couleur de cette fleur. « L'éternité d'un instant! », me dis-je. Jamais je n'ai ressenti mieux ce que cette expression contenait de force et de vérité.

Cette éternité-là, il m'appartiendrait de la retrouver le lendemain même. Le poète Ash-Sharif Shafshaweni vit dans un jardin suspendu au-dessus de Fès. En poussant sa porte, j'ai pensé à l'antique Babylone. Il me reçoit sous une tonnelle de jasmin. Autour de nous, des fleurs à profusion, des essences rares, et toutes les nuances du vert, du plus tendre au plus foncé, telle une tapisserie médiévale, un « Mille Fleurs », tandis que Sidi Sharif, lui aussi accroupi à la façon d'un scribe, s'exprime par poèmes, utilisant avec naturel un langage sapientiel, et que des fleurs de jasmin, étoiles blanches, tombent une à une, scandant et parfumant l'admirable mélodie.

Si Henri Laborit avait été là, qu'aurait-il pensé? A la douceur que nous avions surprise sur les visages des villageois, se substituait une autre douceur, plus intérieure celle-là, mieux maîtrisée, vécue et non plus consentie, qui transformait sourires et regards en lumière et qui exprimait ce secret de l'islam marocain, celui des sages et des saints, secret même d'un peuple, de tout un peuple dont Faouzi Skali dit qu'il se caractérise par une qualité d'être, une politesse; bref, par une rencontre de deux islam, le formel et l'informel.



Né de la Sunna, cet ensemble de paroles, d'actions et de jugements du Prophète, le sunnisme, religion du Maroc, est l'orthodoxie même de l'islam. Avant tout, il se caractérise par une absence de clergé - au sens chrétien du terme. Celui qui voudrait représenter cet islam formel devrait seulement évoquer des spécialisations religieuses: cadi, ouléma, imam... S'il n'est pas douteux que des gens soient plus qualifiés que des gens pour remplir certaines fonctions, il n'en reste pas moins qu'ils ne peuvent se prévaloir que de leurs qualifications. Dans le sunnisme, nul ne dispose d'une fonction sacrée.

Les oulémas et le roi

Ainsi, le cadi, qui a à connaître du droit positif hérité de la colonisation et de la loi coranique qu'est la charia, est un homme de loi dont la compétence, devant les tribunaux marocains, s'arrête aux problèmes individuels.

Quant aux oulémas (singulier: alim), ils se recrutent le plus souvent parmi les anciens élèves de la Quarawiyne et de Marrakech. Sous l'égide du roi, ils se sont constitués en groupes de recherche religieuse. Le souverain les consulte. Interrogés sur le bien-fondé d'une décision politique par rapport à la charia, ils jouent un rôle comparable à celui de notre Conseil constitutionnel - la

Constitution étant, en l'espèce, le texte sacré du Coran.

A quoi s'ajoute, en ce qui concerne les oulémas, une fonction d'enseignement. A ce propos, j'entends encore le sheikh Soubhi El-Saleh, le grand alim récemment assassiné à Beyrouth, lancer à Antélias, où nous réunissions, il y a deux ans, une conférence intercommunautaire: « De même que la foi est l'ambassadeur de Dieu vers l'homme, de même la science est l'ambassadeur de l'homme vers Dieu. » En dépit de la guerre civile qui ravageait le Liban et qui achève de le détruire, il continuait de faire sien ce hadith selon lequel « l'encre des savants est plus précieuse que le sang des martyrs » (3).

Enfin, l'imam est celui qui, par commodité, est désigné dans la mosquée pour diriger la prière et, s'il s'agit d'une mosquée-cathédrale, pour y prêcher le vendredi.

Cadi, ouléma, imam... Il faut insister sur un point capital: dans la société islamique, il n'y a pas de différence entre les savants et les autres. Il n'y a que des degrés de savoir, et chacun tend vers ce savoir. Ce qui explique que les cours dispensés à la Quarawiyne sont des cours populaires. Le Coran a posé que « le plus noble d'entre vous est le plus pieux ».

Ensemble, par le biais du savoir, on passe de l'islam formel à l'islam informel. Quel voyageur attentif n'a-t-il pas été frappé par la dignité des Marocains? - Un

peuple de seigneurs! », dit-on volontiers. C'est vrai, mais c'est insuffisant. Encore faut-il savoir que cette politesse exceptionnelle, ce noble comportement, ce courage, découlent tout autant de l'enseignement religieux reçu que de dispositions naturelles. Il y a là une relation difficile à découvrir, à connaître, à analyser, et qui est faite, justement, de la rencontre de cet islam formel et de cet islam informel. Sans doute le véritable secret du Maroc est-il à rechercher là.

La sainteté, en islam, ne résulte pas seulement d'un certain nombre de qualités morales: elle est aussi le fruit d'une réalisation spirituelle, d'une connaissance profonde du mystère de l'être. Cette sainteté, nul ne peut prévoir qui la possèdera. Eclairera-t-elle un mendiant ou un grand professeur? Faouzi Skali considère que « l'élite du Maroc n'est qu'un don de Dieu ».

Le shérifisme

Il y a aussi ce qu'il est convenu d'appeler le shérifisme. Tout descendant du Prophète est un shérif, à commencer par le roi Hassan II.

Ancien ambassadeur du Maroc et historien (4), Younés Nékrout estime que le shérifisme, s'appuyant sur les préceptes du Coran, commande toute la politique passée et actuelle du Maroc. Et de donner des exemples:

« Sait-on assez, s'écrie-t-il, que chaque soir de ramadan la télévision marocaine montre le souverain en conversation avec les oulémas, un alim ayant exposé un point de doctrine islamique susceptible d'être débattu? »

« Sait-on assez que, gage de tolérance et d'ouverture aux autres religions, le culte des saints est pratiqué au Maroc en même temps par les séfarades et les musulmans? »

« Sait-on assez que le roi Hassan II aime à citer la sourate dite « l'Araignée », où il est dit: Ne controverses point avec les gens du Livre que de la manière la plus douce, à l'exception de ceux qui vous ont opprimés. Et dis-leur que nous avons cru en ce qui nous a été révélé et en ce qui vous a été révélé, que notre Dieu et votre Dieu ne font qu'un et que nous devons tous nous soumettre à Lui. »

Et Younés Nékrout de s'écrier à la suite de chaque exemple: « Ça, c'est le shérifisme! » - Là est peut-être la clé des relations du Maroc avec l'Occident.

(1) La Voie soufie, de Faouzi Skali, Albin Michel (1985). (2) Edification d'un Etat moderne, ouvrage collectif présenté par Georges Vedel, Albin Michel (1986). (3) La Vie future selon le Coran, de Soubhi El-Saleh, Vrin (1971). (4) Une société arabe, Moutley Inoué et Louis XIV, Préface de Michel Jobert, Albin Michel (1987). (\*) Ecrivain, membre du comité exécutif d'Alain et Occident.

Advertisement for Omnium Marocain de Pêche. Includes text about the 1981-1985 development plan, the company's role in the fishing sector, and contact information.

Advertisement for SNPP (Société Nationale des Produits Pétroliers). Features a pie chart showing market shares of various oil companies like Shell, Total, and C.M.I.H.

Handwritten Arabic text at the bottom of the page.

Culture

Les prémices de la renaissance

DANS le décor culturel de la civilisation islamique, survenu après l'illumination médiévale, le Maroc a connu un destin privilégié. Est-ce à cause de la solidité des vieilles cultures berbères islamisées, est-ce parce que l'Empire chérifien échappa à la paralysante hégémonie ottomane, est-ce grâce à la force de l'héritage andalou ? En tout cas, la version marocaine de la civilisation musulmane est restée un tant soit peu créative jusqu'au dix-huitième siècle.

C'est-à-dire hier, et cela est un atout de poids dans la recherche d'une renaissance arabe à partir d'une richesse civilisationnelle, aujourd'hui dormante. Alors que les Syriens ou les Irakiens doivent se référer à l'an mil, les Marocains baignent dans un univers social, familial, urbanistique encore empreint de culture vivante.

La greffe française, adroitement opérée par Lyauté, a eu un effet plus roboratif que destructeur sur ce tableau malgré tout fragile, car elle a respecté l'ensemble socioculturel qu'une France en pleine explosion culturelle prenait en charge pour un demi-siècle. Le libéralisme relatif qui, depuis le retour de Rabat à la souveraineté, a cours au Maroc,

du moins en matière culturelle, joue également en faveur de la création littéraire et artistique. Surtout si l'on compare la situation marocaine avec celle d'autres nations de la Ligue arabe.

Les prémices de renouveau, gérés avec doigté depuis plusieurs années par le ministre des affaires culturelles, M. Mohamed Benalissa - lui-même membre d'un groupe d'artistes qui a créé avec un durable succès, en 1978, le mousselm d'Asilah, près de Tanger, - n'ont pas été étouffées, même si elles ne disposent toujours pas de subventions étatiques suffisantes pour générer un véritable épanouissement.

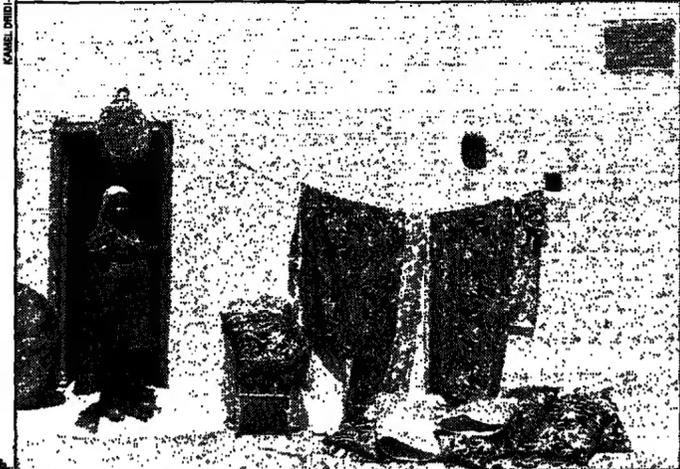
Un rude romancier

Autre caractéristique de la politique culturelle du Maroc : elle est sans complexe apparent à l'endroit des apports non islamiques. Certes, langue et culture arabes exercent un primat reconnu, mais les expressions berbères ont droit à la parole si ce n'est à l'écrit. Quant à la francophonie (et accessoirement l'hispanophonie), elle est pratiquée, allégrement ; sur place par de jeunes romanciers à rude personnalité comme Abdelhak Serhane, auteur, notamment, des *Enfants*

*des rues étroites* (Seuil, 1986), pour ne citer que lui ; dans les aréopages internationaux, où Rabat est partie aussi bien à l'Agence de coopération culturelle et technique qu'aux sommets utilisant le français à travers le monde.

Dans cet ordre d'idées, le mensuel *Sindbad* (1), entre autres, malgré son aspect un peu sévère, mène depuis cinq ans d'actives investigations sur les questions scolaires, linguistiques, éditoriales, littéraires, médiatiques, picturales, etc. L'un des principaux animateurs de la revue, Abdallah Bensmoun, nourrit régulièrement le débat intellectuel local par des essais visant à relier la pensée arabo-islamique à la civilisation universelle, via la graphie française. Dans *Symbole et idéologie* (2), paru cette année, Abdallah Bensmoun met le lecteur aussi bien en prise sur le Français Roland Barthes que sur le Marocain Abdallah Laroui, auteur notamment des ouvrages fondamentaux que sont *l'Idéologie arabe contemporaine* (1967) ou *la Crise des intellectuels arabes* (1974).

Faut-il rappeler aussi l'éclat tenace de la peinture marocaine, familier de longue date de



Asilah.

cinéma français, et qui n'est sérieusement concurrencé, dans l'aire arabophone, que par les artistes irakiens ? Le mousselm d'Asilah (*le Monde* du 25 août) est même parvenu à mettre le travail des peintres marocains à la portée de tous, en donnant façade blanche dans les rues de la petite cité luso-arabe à Mohamed Melehi, à Farid Belkhal et à une dizaine d'autres créateurs.

Le premier colloque national du Maroc sur la culture, tenu à

Taroudant, dans le Sud, en 1986, a assez bien fait ressortir l'inventivité renaissante actuelle et les larges bases anciennes sur lesquelles elle s'appuie (*le Monde* daté 22-23 juin 1986). Cette harmonie devrait être mise en valeur à travers un grand projet élaboré sous l'égide de Mohamed Benalissa et qui consisterait, schématiquement, à transformer l'ancienne cathédrale de Casablanca, non utilisée et désaffectée, en une sorte de vaste « Beau-

bourg marocain » où se refléteraient tous les aspects de l'indéniable fermentation culturelle constatée au Royaume almoravide.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) *Sindbad*, 10, place des Almoravides, Rabat.

(2) Ed. Productions-Médias, BP 1325, Rabat RP.

(Suite de la page 9)

(Publicité)

La décentralisation au Maroc : une option résolue pour préparer les structures de l'an 2000

Ces données statistiques exceptionnelles démontrent la détermination des responsables marocains à affirmer le rôle privilégié des collectivités locales et à dégager de plus en plus l'État d'un grand nombre de secteurs de l'économie marocaine. Des mesures plus récentes confirment encore plus cette volonté. Un réaménagement de la fiscalité confère aux collectivités locales 30 % au moins du produit de la TVA ; il représente pour 1987 environ 2 775 millions de DH.

L'influence de la tutelle a été décisive pour atteindre ces résultats, et l'on sait trop à quel point imposer la décentralisation fut difficile en France par exemple pour s'en étonner.

Le plan quinquennal qui démarre en 1988 prolonge davantage cette dynamique. La décentralisation y est promise pour des étapes encore plus décisives. On relève particulièrement au chapitre des projets programmés les réformes institutionnelles et les projections concernant les moyens.

- Au chapitre des réformes institutionnelles, deux d'entre elles retiennent particulièrement l'attention : la réforme de la région et la révision du découpage communal.

La région, jusqu'ici confinée dans un rôle consultatif et dotée d'une assemblée élue au suffrage indirect par les assemblées provinciales et les chambres professionnelles, est promise à un statut de collectivité locale. Le ton est annoncé par le discours du roi du 24 octobre 1984 à Fès ; il propose de doter les nouvelles structures « des compétences législatives, financières et administratives leur permettant de s'affirmer, de connaître leurs besoins, d'évaluer l'échelle de leurs priorités et d'exprimer collectivement, nonobstant la diversité des partis et des courants politiques, leurs aspirations à être le porteur, le promoteur, le planificateur, l'édificateur et l'exécutant sur leur territoire ».

- La refonte du découpage communal doit conduire pour sa part à la création en 1989 de sept cents nouvelles communes ; le nombre total sera ainsi porté à plus de mille cinq cents communes. L'objectif est de ramener les collectivités locales à des unités spatialement plus réduites, à la dimension du citoyen et plus rapprochées de lui, pour lui assurer les plus larges commodités, plus maîtrisables sur le plan du développement et plus à même de spatialiser le développement, les équipements et la croissance.

- En ce qui concerne les moyens humains, le plan évalue le volume des recrutements à faire au cours du prochain plan à soixante-quatre mille agents. Cette évaluation concernera le réajustement des emplois des collectivités locales actuelles et la mise en place du noyau dur des collectivités qui seront créées en 1989. Le plan prévoit en outre un réajustement qualitatif de la structure des emplois, il retient une proportion de 10,11 % de cadres supérieurs parmi les emplois à créer ; ce qui devra porter la proportion des emplois supérieurs dans la fonction publique locale de 1,16 % actuellement à 5,67 % à la fin du plan.

- Les perspectives pour les ressources financières visent la poursuite de la tendance antérieure afin d'aboutir à un doublement du volume des budgets de fonctionnement des collectivités locales à la fin du plan et à un développement encore plus substantiel des ressources d'équipement. Cela se fera à la faveur de trois types de mesures :

- L'affectation aux budgets locaux de la part du produit de la TVA revenant aux collectivités locales.
- L'adoption d'un projet de réforme de la fiscalité locale.
- La promotion du crédit par l'effet de la création d'une banque de développement des collectivités locales qui se substituera au Fonds d'équipement communal, organisme de crédit dépendant de la Caisse de dépôt et de gestion.

Cet ensemble de mesures permettra, d'après le plan marocain, de contribuer à la mobilisation au profit des collectivités locales d'un volume de ressources, évalué par le quinquennat à 36 milliards de DH, dont 19 milliards seront affectés aux charges de fonctionnement et 17 milliards constitueront la réserve d'équipement.

A ce rythme, le Maroc s'est résolument engagé dans la dynamique de la décentralisation, convaincu de ses vertus et assuré de ses résultats. La démocratisation pour lui n'est plus à faire ; les acquis de ces dix dernières années ont fourni la preuve de la justesse de cette voie. La décentralisation marocaine a renforcé les libertés et la démocratie ; elle a dynamisé l'économie ; elle a surtout produit des hommes et c'est là une de ses principales réussites. La commune est une véritable école, d'abord du civisme et du devoir national, ensuite de formation à la chose publique et aux techniques plurielles de la vie économique et sociale. Elle a été un haut lieu de convergence des intelligences nationales ; elles y ont trouvé un terrain d'épanouissement de l'esprit et de brassage des idées et des expériences, au service de l'idéal national. La commune a contribué aussi à élargir l'espace des relations internationales du Maroc, en favorisant l'ouverture sur d'autres peuples et d'autres cultures et en donnant aux Marocains l'occasion de faire connaître la leur. L'espace des relations internationales des collectivités locales marocaines s'est considérablement développé au cours des dix dernières années. Plus de deux cents villes marocaines adhèrent aux nombreuses organisations régionales ou mondiales non gouvernementales des villes (Fédération mondiale des villes jumelées, Organisation des villes arabes, Organisation des villes et des capitales islamiques, Association internationale des maires francophones, Union des villes africaines, Métropolis...).

Un plan bilatéral, quarante-cinq jumelages lient le Maroc avec de nombreux pays du monde en Afrique, en Europe, en Amérique et en Asie. Plusieurs centaines d'élus locaux ont participé de par le monde à des manifestations internationales de tous ordres enrichissant leur savoir, capitalisant l'expérience comparée et diffusant la connaissance de la réalité marocaine.

Ce sont là les nombreux acquis de la décentralisation marocaine ; c'est une ambition sans cesse renouvelée à laquelle tient le souverain du Maroc et c'est une réalité qui transforme chaque jour en mieux le quotidien du Marocain.

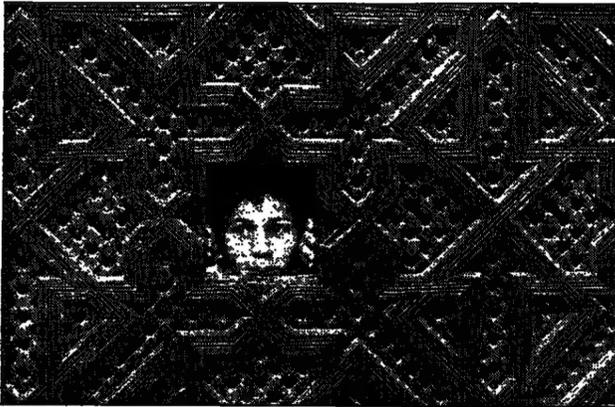
**Tourisme**

**La mer, le désert... et la neige**

**A**VEC une recette de 7 milliards 300 millions de dirhams - quelque 10 milliards de francs - le tourisme a été en 1986 la deuxième source de devises pour le Maroc, après l'apport des immigrés. « Cependant, nous a dit M. Moussa Saadi, le ministre responsable de ce secteur, j'estime que nous n'utilisons que le dixième de notre potentiel. » Pour développer une industrie en plein essor, un nouveau mot d'ordre est sur toutes les lèvres : la « diversification ».

Des enseignements sont déjà tirés d'une légère régression (-2,4 %) enregistrée en 1987 : il faut « fidéliser » la clientèle et lui offrir plus que des plages à la belle saison, comme le permet l'immense diversité du pays. La décision d'imposer le visa d'entrée aux ressortissants des pays arabes pour des raisons de sécurité, et les craintes des Américains en terre d'Islam en ces temps d'attentats, expliquent les chiffres un peu décevants de cette année. Mais sur le million et demi d'étrangers qui ont visité le pays en 1987, plus de cinq cent mille étaient français (une augmentation de 19 % au cours du premier semestre par rapport à la même période de 1986) et quatre cent mille Espagnols (+ 50 %). A l'évidence, l'avenir est dans ce tourisme « de proximité ».

La seule ville d'Agadir a été la source de 40 % des recettes totales du fait du tourisme étranger (un million de Marocains prennent chaque année des vacances dans le pays). Avec Marrakech, elle est le grand centre de tourisme permanent, fonctionnant l'hiver comme été. Alors que dans le nord du pays la saison ne dépasse généralement pas six mois, les Scandinaves se baignent d'octobre à mai à Agadir. Et à Marrakech, constate M. Moussa Saadi, « on peut faire du ski le matin et se baigner dans la piscine de l'hôtel l'après-midi ».



L'accent est mis sur les beautés de l'Atlas et du Rif. La station d'altitude de l'Oukaymeden est située à seulement 60 kilomètres à vol d'oiseau de Marrakech et à 80 kilomètres par une très belle route. Une autre est en cours d'implantation au Bou Iblan, à une centaine de kilomètres au sud-est de Fès.

Au paradoxe d'offrir à la fois des palmiers et des pistes de ski dans un intervalle de deux heures de voiture comme à Marrakech, le Maroc ajoute celui de combiner l'aventure saharienne et la vie de station balnéaire dans le grand Sud. La vocation touristique d'El Ayounne s'affirme déjà avec la construction ou la rénovation de plusieurs hôtels de standing.

Des moyens aériens considérables sont mis en œuvre pour l'accueil des touristes hors des sentiers battus des grandes plages atlantiques et méditerranéennes. L'existence d'un réseau de lignes intérieures remarquablement dense et bien organisé s'accompagne de la création de vols interna-

tionaux directs vers les grandes destinations, par exemple Ouarzazate. L'ancienne ville de garnison du Haut-Atlas a pris un essor considérable en quelques années à cause de ses ksour et de son climat d'une pureté incomparable.

**Un plateau idéal pour le cinéma**

« Certaines de nos régions sont un plateau idéal pour le cinéma, notamment pour les scènes bibliques », constate M. Saadi. Vous avez tout sur place en décors naturels : le sable, les palmiers, les chameaux, les villages traditionnels. Les populations locales sont même disponibles pour la figuration. Un organisme - Morocco Film Services - a été créé pour faciliter la tâche des producteurs. Il se charge des formalités administratives, de l'aménagement des décors, des transports et de l'hébergement, de la distribution des rôles aux comédiens locaux.

L'industrie du colloque dans laquelle excelle le Maroc est une

autre illustration de la diversification dont les retombées en devises sont évidemment plus importantes que le banal tourisme de groupe, également florissant. Pourtant le Maroc est un des pays exotiques où l'Européen peut parfaitement se rendre individuellement en voiture.

Actuellement 75 % des visiteurs étrangers arrivent en avion. L'amélioration et la multiplication de lignes de ferry-boats devraient attirer davantage d'automobilistes voyageant en famille. Une liaison directe Fort-Vendres-Nador a été créée récemment. Une autre, Tanger-Sète, est assurée par un luxueux bâtiment, le Marrakech, commandé aux chantiers navals de Nantes par la Compagnie marocaine de navigation.

Pour un meilleur accueil d'une clientèle qui sera peut-être de moins en moins grégaire, douze écoles de formation des cadres du tourisme fonctionnent déjà. Un Institut international supérieur de tourisme vient d'être construit à

Tanger. Le code des investissements de 1983 prévoit des avantages très incitatifs tant pour les nationaux que pour les étrangers. L'hôtellerie est le seul secteur de l'économie marocaine où le capital peut être totalement étranger, avec possibilité de rapatriement des bénéfices.

L'objectif est de doubler les lits dans les régions de tourisme permanent. Agadir et Marrakech refusent du monde en certaines périodes. Il faut souhaiter que cette ambition n'amène pas un certain relâchement dans les exigences architecturales qui, dans l'ensemble, ont permis jusqu'à présent d'éviter le massacre du paysage.

**Des « monuments » de l'hôtellerie**

A côté d'une assez bonne hôtellerie moyenne, un service parfois distant, le Maroc dispose de quelques « monuments ». Le plus connu de tous, la Mamounia, de Marrakech, a rouvert ses portes il y a un an, après cinq mois de fermeture pour une rénovation complète. Propriétaire de l'établissement, l'Office marocain des chemins de fer a investi 35 millions de francs pour moderniser les chambres tout en respectant le style de décoration des années 30.

Alain Senderens patronne la restauration, Régine anime le night-club, mais l'amateur de solitude peut toujours se promener dans les allées du jardin intact, parmi les oliviers et les oranges, en songeant à Valéry et à Ravel qui aimèrent ces lieux où Char-chill plantait son cheval de peindre amateur. Ici prononcez tout leur sens les paroles du roi Hassan II qui servent de devise à l'Office national marocain : « Le tourisme n'est pas l'art de soulever à l'étranger le maximum d'argent en un minimum de temps ; c'est l'art de recevoir son hôte selon la tradition marocaine. »

J. G.

**Un paradis pour le golf**

Le Maroc, à deux heures d'avion, est un paradis pour les fous de la petite balle. Déjà richement doté en terrains, il a de nombreux projets en début de réalisation pour ce que M. Moussa Saadi appelle « le tourisme à thème sportif ».

Heureux diplomates en poste à Rabat qui disposent du golf royal de Dar-es-Salaam, à douze kilomètres du centre de la capitale. Trois parcours dans une forêt de chênes-lièges sur 400 hectares. Le parcours « rouge », dessiné par Robert Trent Jones est le théâtre du fameux trophée Hassan II. Les obstacles d'eau sont de véritables lacs avec une faune que n'effrayera pas le joueur malin. Le départ n'est ouvert qu'à partir du handicap 24. Mais combien de joueurs chevronnés réaliseraient une fortune en France pour pouvoir jouer sur le parcours « vert », en pleine forêt, attribué aux débutants !

Autre étape d'une tournée qui prend des allures de pèlerinage : les greens dans la palmeraie de Marrakech. Mais il y a aussi les neuf trous sur le « montagne » de Tanger, en pleine rénovation, ceux de Melinaïes inclus dans les remparts, ceux d'Agadir ouverts au public après avoir été réservés à l'usage du roi.

Beaucoup de grands projets d'ensembles immobiliers à vocation estivale comportant la création d'un terrain. Il y a déjà neuf trous à Cabo Negro près de Tétouan. Au sud, l'hôtel de la Gazelle d'Or, à Toudra, vient d'acquiescer un terrain pour prolonger son fameux jardin pour quelques greens.

A l'aéroport international de Casablanca, de plus en plus de passagers débarquent attachés-casse à une main, sac de clubs à l'autre. Les highways sont parfois l'endroit idéal pour traiter les affaires, sérieuses, tant il y a de Marocains haut placés qui partagent la passion du souverain pour le sport des berges irlandaises...

J. G.

## Le Maroc vous offre l'hospitalité bancaire

**DE NOMBREUX ATOUTS ET D'ABONDANTES RICHESSES**

Par sa situation géographique au carrefour des continents, sa tradition d'ouverture internationale et ses richesses humaines et naturelles, le Maroc est un pays propice à l'investissement. La proximité de l'Europe et des Pays Africains ainsi qu'une position avantageuse vis-à-vis des pays du Moyen Orient lui donnent accès à plusieurs marchés.

**DES CODES D'INVESTISSEMENT PARTICULIEREMENT AVANTAGEUX**

Le Maroc est ouvert aux investisseurs étrangers, pour lesquels il a prévu des codes d'investissement incitatifs dans les domaines industriel, touristique, maritime, immobilier, minier et dans le secteur de l'exportation.

**LA GARANTIE DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS**

Outre le transfert des bénéfices nets d'impôts, sans limitation du montant, le Maroc garantit le retransfert des capitaux investis en devises.

**UNE BONNE INFRASTRUCTURE ET UNE MAIN-D'OEUVRE HABILE**

Le Maroc dispose d'une infrastructure moderne et d'une main-d'œuvre qualifiée. Des zones industrielles sont aménagées dans les principales villes du pays et des subventions octroyées pour l'achat de terrains à usage industriel.

**UN SYSTEME BANCAIRE PERFORMANT**

Dotées d'une technologie de pointe, les banques marocaines, dont l'implantation remonte au début du siècle et qui sont, pour la plupart, privées, offrent des services diversifiés de grande qualité. Leur progression constante et leur rentabilité témoignent de la santé et de la solidité du système bancaire marocain. Les banques marocaines ont su entretenir et développer des liens étroits avec de grands réseaux bancaires mondiaux, avec lesquels elles traitent directement toutes les opérations de commerce extérieur. Elles disposent de l'expérience et de la compétence nécessaires pour assister les investisseurs, les conseiller, et leur assurer localement les financements appropriés.

**Sièges Sociaux à CASABLANCA**

**BANQUE CENTRALE POPULAIRE**  
101, Boulevard Mohamed Zerkouni  
Tél. : 27.05.40 - Téléc. : 24.985

**BANQUE COMMERCIALE DU MAROC**  
2, Angle rue d'Alger et Bd Moulay Yousof  
Tél. : 22.41.69 - Téléc. : 22.853

**BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR**  
140, Avenue Hassan II  
Tél. : 27.60.27 - Téléc. : 22.504

**BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE**  
26, Place Mohammed V  
Tél. : 22.41.01 - Téléc. : 23.727

**CREDIT DU MAROC**  
48, 58 Boulevard Mohammed V  
Tél. : 22.41.42 - Téléc. : 21.054

**SOCIETE GENERALE MAROCAINE DE BANQUES**  
55, Boulevard Abdelmoumen  
Tél. : 27.21.34 - Téléc. : 23.618

**SOCIETE MAROCAINE DE DEPOT ET CREDIT**  
79, Avenue Hassan II  
Tél. : 22.41.14 - Téléc. : 24.624

**WAFABANK**  
163, Avenue Hassan II  
Tél. : 22.41.05 - Téléc. : 21.051

مكتبة المغرب